Radio-Télévision

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 AVRIL 1992



Commence of the Commence of th FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESCURNE

Retrouvailles africaines

OLIARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14883 - 6 F

Salut

A AINTENUE en quarantaine l'impendant des décennies pour cause d'apartheid, l'Afrique du Sud vient de sceller solennellement, au Nigéria, sa réconciliation avec la « grande famille » africaine l'apartiel de l'apa atricaine. L'accueil triomphai réservé, jeudi 9 avril, au président Frederik De Klerk par son homologue nigérian, le général librahim Babangida, président en exercice de l'Organisation de l'unité africains (OUA), témoigne du succès de la politique des réference avectés presentations de l'accident de la politique des réformes engagée par Pretoria et laisse présager une rapide et complète rénabilitation de l'exparta du continent.

A l'issus d'une visite officielle de deux jours, que M. De Klerk a lui-même qualifiée de « percée historique ouvrant la voie à des contacts élargis », le chef de l'Etat sud-africain a évoqué le souhait de son pays de devenir a membre à part entière » de l'OUA — dont le prochain sommet doit se tenir en juin, à Dakar. Les responsables nigérians, qui partagent pleinement ce souhait, ont toutefois précisé que rien ne poursit être constit tent que pourrait être conclu tant que l'Afrique du Sud n'aurait pas achevé les négociations sur la constitution d'un gouvernement multiraciai intérimaire. Des réserves identiques ont été avan-cées à propos de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

CES réserves ne sont pas de pure forme. La violence, qui continue de raveger les ghet-tos noirs aud-africains, ajoutée au spectre de l'extrémisme blanc, montre que les risques de dérapage sont loin d'être exclus et pourraient mettre en cause le logue amorcé avec la communauté noire. Et ce n'est peut-être pas sans malice que le président Bebangida a comparé M. De Klerk aux héros noirs de la jutte contre l'apartheid - MM. Nelson Mandela, Steve Bilco et Mgr Des-mond Tutu inclus : salué comme le principal maître d'œuvre des réformes, le président sud-afri-cain est ainsi invité, implicitement, à éviter tout retour en

il n'est pas certain que le Congrès national africain (ANC) ait beaucoup apprécié ces com-pliments dithyrembiques. Le mouvement nationaliste a, en effet, déploré publiquement la visite de M. De Klerk, la jugeant prématurée et peu susceptible d'encourager Pretoria à accélérar d'encourager Pretoria à accélérer les réformes. Ignorant avec superbe cas cridques, la délégation sud-africaine s'est pourtant payé le luxe d'une rencontre avec le Congrès pan-africain (PAC), rival de l'ANC, et qui boudait jusqu'à présent les travaux de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), cadre officiel des négociations constitutionnelles. Cette rencontre «historique» n'eurait pas pu constitutionneiles. Lette rencon-tre «historique» n'aurait pas pu avoir lieu sans la médiation, ou du moins les bons offices, des dirigeents du Nigérie.

ES retrouvailles entre la Nigéria, et l'Afrique du Sud, ces deux géants du continent, n'auront pas, cependant, que des conséquences politiques. Elles devraient également ouvrir la voie à une intégration économique accrue entre les pays africaine, Afrique australe en têta.

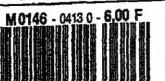
NIN YOME ARTS

vend de coist

In concurrent

alminger

Le Nigérie et ses queique qua-tre-vingt-dix millions d'habitants représente, à terme, un marché considérable pour les produits sud-africains. Les hommes d'af-faires nigériens ont, aux sussi, beaucoup à gagner. Le commerce avec l'Afrique du Sud, locomotive économique de la région, pourrait rapporter, une fois levées les sanctions, beaucoup d'argent au Nigéris. La Realpolitik, c'est aussi cala.



Après l'échec électoral du Sinn Fein à Belfast-Ouest

L'attentat de Londres

Au landemain des élections générales en Grande-Bretagne, qui ont vu la victoire des conservateurs, une voiture piégée a explosé, vendredi soir 10 avril, dans la City, au cosur de Londres. L'attentat a fait deux morts et près d'une cantaine de blessés, dont certains sont grièvement atteints. Scotland Yard estime que l'Armée républicaine irlandaise est responsable de cet attentat, qui survient après la défaite du candidat du Sinn Fein (branche politique de l'IRA) à Belfast-Ouest.



La ratification des accords de Maastricht

M. Mitterrand espère une trêve politique sur la question européenne

M. François Mitterrand devait justifier, décision du Conseil constitutionnel, implique dimanche 12 avril, à partir de 19 heures - en au préalable de réviser sur plusieurs points la accorde à la ratification, aussi repidement que débat, les interférences de politique possible, des accords de Maastricht sur intérieure : une trêve entre les partis lui paraît

répondant, en direct de l'Elysée, aux questions Constitution de 1958. Le président de la des représentants d'Antenne 2, TF 1, Radio- République se proposait d'insister notam-France, Europe 1 et RTL - l'importance qu'il ment sur la nécessité d'éviter, au cours du

La hantise d'une régression

par Alain Rollat

M. François Mitterrand a l'intention de conduire personnellement la campagne pour la ratifi-cation des accords de Maastricht qu'il ouvrira en intervenant dimanche soir à la télévision et à la radio. Il l'a déjà dit plusieurs fois: «Je m'engagerai sans réserve. » Le président de la République estime, en effet, que si les Français refusaient de le suivre dans la voie de l'union économique et politique de l'Eu-rope des Douze, ce refus consti-tuerait « un drame national ».

Sa détermination est aussi ancienne que son combat contre « l'Europe des marchands » qu'il dénonçait, il y a douze ans, sous

les sarcasmes, à l'époque où, candidat du PS à la présidence de la République, il affirmait que «l'Europe sera socialiste ou ne se fera pas ».

Mais, aujourd'hui, les bouleversements en cours dans les décombres de l'empire soviétique hii font craindre, chez les autres, des réflexes de repli frileux qui risqueraient d'empêcher le parachèvement de « l'immense œuvre historique» qu'il a toujours saluée dans l'action des pionniers de la construction européenne.

cours présidentiel sans qu'on n'y retrouve ce qui est apparemment devenu une obsession chez M. Mitterrand : la hantise d'une

régression qui verrait peu à peu l'Europe des Douze se déliter jusqu'à «l'Europe des tribus » qu'en-nonce le violent réveil des nationalismes dans l'ex-Yougoslavie et dans les anciennes provinces de l'ex-URSS.

M. Mitterrand y mettra toute la gravité et toute la solennité qu'il faudra pour essayer de convaincre les Français qu'aucune objection sectorielle ou technique, si légitime soit-elle, ne saurait justifier un refus de la ratification alors que l'enieu apparaît zinsi vital pour le destin de leur pays.

> Lire la suite page 7 et, page 6, la position

Trois mois après la démission-déposition du président Chadli, le «changement radical» promis par le nouveau pouvoir se fait attendre

de notre correspondant

Nul ne pensait que l'Algérie réglerait en un tournemain les problèmes qui l'assaillent. Mais personne n'envisageait non plus que le pays s'installerait aussi vite dans la morosité, désabusé devant les promesses d'un pouvoir qui, pour parler souvent de réforme, paraît dépassé par la tache à accomplir.

Quelques jours après la mise en place du Haut Comité d'Etat (HCE), l'ancien premier ministre, im. Monloud Hamrouche, hostile à la suspension du processus électoral et, surtout, farouche adversaire de son successeur, M. Sid Ahmed Ghozali, avait donné «un maris» an nouveau pouvoir avant mois an nouveau pouvoir avant

ce point précis, le pronostic n'est révélé faux. Mais, sur le fond, M. Hamrouche n'est pas tombé loin : trois mois après le coup d'Etat qui a poussé le président Chadli vers le cortie et couvert les Chadli vers la sortie et ouvert les portes du pouvoir à M. Moha-med Boudiaf, la paralysie gagne.

Dans les rangs anti-islamistes, l'annulation des élections avait suscité l'espoir que le coup de force, pour déplaisant qu'il soit lorsqu'on se proclame démocrate, servirait, au moins, à faire éclater l'ancien système, tout en rendant les réformes nécessaires, irréversibles. Les demi-mesures et les retours en arrière ne sont désor-mais plus possibles, estimaient alors plusieurs responsables poli-tiques. Bref, l'heure de vérité

d'être forcé à la démission. Sur avait sonné. Le remaniement ce point précis, le pronostic s'est ministériel limité du mois dernier a feit l'effet d'une douche glacée. On attendait un «changement radical», promis par tous, y com-pris par le président Boudiaf. Les moins sceptiques sont mainte-nant convaincus de la lourdeur d'un système qui éprouve d'in-surmontables difficultés à promouvoir les hommes neufs capa-bles de symboliser à la fois la compétence et le changement.

Depuis trois mois, le HCE paraît ainsi incapable de désigner les quelque soixante personnalités « au dessus de tout soupçon » qui devraient composer le Conseil consultatif, organisme censé rem-placer le Parlement, dissous.

GEORGES MARION Lire la suite page 4

Thomson autorisé à racheter LTV

Thomson-CSF a été retenu pour renflouer les activités « défense » du groupe américain LTV. C'est désonneis au Trésor et au Pentagone, à Washington, de dire s'ils autorisent le rachat par un société essentielle à la sécurité des Etats-Unis.

Le demandeur d'asile face à ses juges

Des avocats et des assesseurs dénoncent les « bavures » de la commission de recours des réfuglés, une juridiction d'appel pour les demandeurs d'asile politique déboutés. fire page 8 l'article de PHILIPPE BERNARD

Les collectes de sang contaminé en prison

C'est en octobre 1985 qu'il fut mis fin aux collectes de sang dans les prisons françaises. Dens la deudème partie de notre enquête sur les raisons pour lesquelles la France est aujourd'hui le pays d'Europe qui compte proportionnellement le plus grand nombre de personnes contaminées per le virus du sida à la suite de transfusions sanguines, nous exposons les circonstances qui retardèrent l'arrêt de ces «collectes mortelles».

lire page 13 les articles de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHS

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières. ■ Marché international des capitaux

Le sommake complet se trouve page 20

Les comptes de fées

Euro Disney ouvre ses portes à Marne-la-Vallée

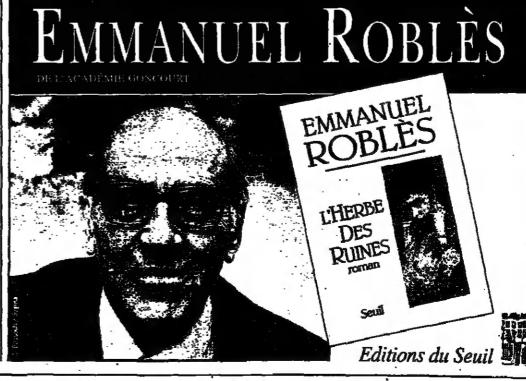
par Charles Vial

Le globe terrestre peut tourner Le globe terrestre peut tourner sous les doigts, aller et revenir cent fois. Il ne s'arrêtera jamais que sur quatre points : Californie, Floride, Tokyo, Marne-la-Vallée, les quatre pares Disney. Le «champ de betteraves de la Seine-et-Marne» comme on a longtemps pris plaisir à dénommer le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, dévolu depuis 1985 au domaine européen de Mickey, est devenu «l'affaire la plus importante pour la Walt Disney Company jusqu'à l'an 2000», selon le mot de son PDG Mickeel Eisner. Tout a commencé un jour de janvier 1984 en Califorun jour de janvier 1984 en Califor-

nie. Un Français, M. Patrick Subremon, prépare le voyage aux Etats-Unis du ministre dont il est chef de cabinet. Il flaire que Walt Disney Company reprend l'idée d'implanter un parc en Europe. Le ministre est Edith Cresson, en charge alors du commerce extérieur, et l'entremetteur, l'un de ses prédécesseurs à ce portefeuille, Charles de Chambrun, aujourd'hui maire Front national d'une petite ville du Gard. Les premiers contacts se nouent. «Sans chaleur, maladroits, raconte Michel Grand. président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, et qui prit très vite les choses en main.

Lice le suite page 11

Lire sussi dans notre supplément « HEURES LOCALES », pages 9 à 12, les articles de CHRISTOPHE DE CHENAY, GUY HERZLICH et MARTINE: LARONCHE, ALAIN LEBAUBE, SERGE MARTI, CLAUDINE MUL-LARO, PHILIPPE PONS et ÉMMANUEL DE ROUX.



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206,806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÊRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-86-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social : 620 000 F

Principaux essociés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Jacques Lesourne, président Michel Cros, directeur général Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Tétén : 46-62-873 - Sociét finate de la SARI, le Monde et de Médius et Régies Europe SA

Luprimerie du « Mosde » 12 r. M.-Quasbourg 94852 IVRY Cedex

mmission paritaire des journaux et publications, ar 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

enseignements sur les microfilms s index du Monde au (1) 40-66-29-33

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE cu 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél.: (1) 49-60-32-90

PAYS BAS

572 F

1 123 F.

1m.... 160 F 206 F 296 F

ETRANGER:

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonnet

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

on par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

semsines avant leur départ, en indi quant leur numéro d'abouné.

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

201 MON ()1

3 mois 6 mois 1 an

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde

Comisé de direction :
Jeoques Lesourne : gérant
directour de la publication
Bruno Frappet
directour de la rédection
Jacques Grisu
directour de la gestion
Manquel Lucobert
secrétaire général

Jean-Marie Colombani Robert Solé

Yves Agnès Jecques Amelric Thomas Ferencel Philippe Herreman ques François Simon

Anciena directeurs

Hubert Beuwe-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontains (1985-1891)

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code postal: ..

Localité : _

Pays:

Pr. Paris RP

TARIF FRANCE BELGIQUE

40 F

ege p

PAYS

CEE

7# F

 $\boldsymbol{\epsilon}$

L'affaire de Bruay-en-Artois

HÉÂTRE, il y a vingt ans, de la plus passionnante affaire criminelle de l'après-guerre, Bruay a changé. De nom et d'as-Grève de la Faim our a JUSTICE JUGE PASCA

instance de divorce), est inculpé

On apprend slors que M. Leroy, d'abord entendu comme simple témoin, était interrogé depuis quarante-huit heures par la police, pour avoir été vu à l'heure du crime – le 5 avril entre 19 h 45 et 20 h 30 – au volant de sa 504 blanche sante que de Penchicourt

blanche garée rue de Ranchicourt et pour avoir fourni cinq versions différentes de son emploi du temps à ce moment-là. Trente-sept ans de respectabilité effacés en trois

quarts d'heure, le calvaire de M. Leroy, qui aie formellement tonte participation au meurtre de

Mar 68 est encore très vivace

dans les mémoires et, presque ins-

de cette ville.

Sous l'influence des groupes gauchistes, manifestations et grèves de la faim se multiplient contre la « justice de classe ».

Depuis sa fusion, en 1987, avec une commune limitrophe, la cité du Pas-de-Calais ne s'appelle plus Bruay-en-Artois, mais Bruay-La Buissière. Elle s'est donné un vrai centre-ville, avec un accueillant ensemble commercial piétomier. Surtout, les corons, qui ont consti-tué un décor mythique à l'époque, ont pratiquement disparu à la péri-phérie de la localité, pour laisser place à de grandes maisons ouvrières, qui ont de curieux airs d'école primaire.

Il ne reste plus guère en chantier que la trop fameuse rue de Ranchi-court – où Brigitte Dewèvre, quinze ans et demi, fille de mineur, a été vue vivante pour la dernière fois le mercredi soir 5 avril 1972 – et une partie du sinistre terrain vague, où le corps dénudé et mutilé de l'adolescente a été découvert le lendemain aprèsété découvert le lendemain après

Mais suffit-il de débaptiser et de Mais suffit-il de débaptiser et de rebâtir pour oublier? « C'est une vieille histoire, à quoi bon la remuer, de toute façon on ne saura jamais la vérité », reprochent certains Bruaysiens. Le maire, M. Serge Janquin (PS), refuse tout de go de l'évoquer, arguant qu'il était alors « trop jeune » : il avait vinot-serit ans... vingt-sept ans...

C'est une dérobade compréhensi-C'est une dérobade compréhensible, car le mystère reste entier, deux décennies après; car le remords d'avoir accusé à tort l'un des siens doit coller à l'âme de Bruay; car, enfin, les principaux protagonistes du drame (sauf le malheureux et ancien juge Henri Pascal, qui avait récent par de d'avocat un an avant sa mort le d'avocat, un an avant sa mort, le 29 avril 1989) habitent encore ici : les parents de Brigitte – M. Léon Dewèvre, soixante-dix ans, est depuis longtemps retraité de la mine, - Me Pietre Leroy, cinquanto-sept ans, qui continue d'officier dans son étude de notaire, et son épouse, qui se nommait alors Me Monique Béghin-Mayeur. Seul Jean-Pierre F... (à peine seize ans au moment des faits, dont il s'était un instant accusé) a quitté le Pas-de-Calais pour la région parisienne.

Mais que l'on insiste un peu, au hasard de conversations brusysiennes, et les souvenirs affluent chez ceux qui étaient en âge de suivre cette histoire. Faute à la police et à la justice d'avoir élucide l'énigme, «chacun a sa version», dit le maire de l'époque, M. Marcel Wacheux, député et conseiller général (non inscrit, ex-PS). Même s'il y a prescription, l'affaire n'est pas classée dans tous les esprits, et M. et M. Dewèvre assurent « garder quand même l'espoir que l'on identifiera un jour le ou les meurtriers » de leur fille.

> Deux camps irréductibles

Il y a déjà une semaine, ce jeu-di-là 13 avril 1972, que deux gamina qui jouaient au ballon – dont un des propres frères de Bri-gitte – ont découvert le cadavre de l'écolière, dissimulé sous de vieux pneus. L'autopsie révêlera que la jeune fille a été étranglée, vaisemjeune fille a été étranglée, vraisem-blablement avec un foulard, puis frappée à coups de hache, sans avoir subi de violences sexuelles.

Un crime de sadique, de rôdeur, pense-t-on à Brusy, un acte d'une monstruosité ordinaire, qui n'est relaté que par la presse locale, qui n'engendre d'émotion que dans l'enceinte de cette tranquille cité minière de vingt-cinq mille habi-

Aussi la nonvelle qui éclate ce jeudi-là fait-elle l'effet d'une bombe : un notaire, le notaire des Houillères, Me Pierre Leroy, trente-sept ans, célibataire, fiance à M= Béghin-Mayeur (elle-même en

□ Rectificatif. - M. Bernard Sinsheimer, du département d'histoire de l'université de Maryland, nous signale que dans l'article de Philippe Pous intitulé « MacArthur évacue les Philippines» (le Monde daté 22-23 mars), il a été écrit par erreur que le général avait repris pied sur l'île de Leyte après la célébre bataille navale qui se déroula au large de l'île. En réalité, il débarqua le 20 octobre 1944, avant la bataille, qui ent lieu du 23 au 26. M. Sinsheimer précise, en outre, que le croiseur britannique Repulse, coulé par les Japonais en décembre 1941 au large de la Malaisie, était un « croiseur de bataille ». Une erreur matérielle, enlin, nous a fait citer la date du 8 février 1941 pour l'attaque japo-naise contre Clarkfield. C'est bien entendu celle du 8 décembre, mentionnée plus haut dans l'article, qui est la bonne.

archétypes ou clichés criminels.» Tout devient vite manichéen dans cette affaire. Tout y concourt d'homicide volontaire par M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune. Il est aussitôt écroné à la maison d'arrêt dans cente anare. Fout y concouranssi, avec une unité de temps, de lieu et d'action digne d'une tragédie antique. Le décor, d'abord, pianté dans le périmètre du crime : l'étude de M° Leroy, la rue de la République à traverser, et, d'un côté, la grande villa blanche de M™ Béghin-Mayeur, de l'autre, sénarée seulement par le terrain séparée seulement par le terrain vague, la brique sale des corons.

Les personnages, ensuite : d'une part, un magistrat de souche méri-dionale, rapidement surnommé «le petit juge», moins en raison de sa courte et ronde silhonette que de son opposition frontale avec le mende des notables, un Hibri Pa-cal jovist, volubile et, pour son

> I merdener eta income de Instice de classe et justice populaire

D'autre part, un couple qui ne force pas d'emblée la sympathie : M' Leroy, grand, corpulent, calvitie m' Letoy, grand, corphiant, caving précoce, attitude hautaine; M- Béghin-Mayeur, coiffée à la garçonne, pas précisément féminine, propos à l'emporte-pièce. Un comportement mutuel qui passe limenter les paroxysmes.

posés et mobilisés, ses idées sur « la transparence de la justice ».

C'est une aubaine pour des groupuscules gauchistes, nostalgiques de mai 68, qui s'angouffrent dans le sillage socio-juridique d'Henri Pascal. Un Comité pour la vérité et la justice, d'inspiration maoiste, es la justice, d'inspiration maoiste, est créé, qui oppose « justice de classe» et « justice populaire », qui organise manifestetions et grèves de la faim, qui bénéficie du concours logistique de la Cause du peuple et du soutien intellectuel de Jean-Paul Sartre.

Certe agitation durera, dans cette histoire fertile en rebondissements, jusqu'au «coup de théâtre» du 18 juin 1973 : Jean-Pierre F..., un adolescent perturbé — il est orphe-lin. — qui n'a pas été le moins actif au sein du comité gauchiste, s'accuse sloss du meurire de delle qui a été sa camarade. Les lunettes de la victime sont retrouvées chez lui, cachées dans un fauteuil, mais il a très bien pu les ramasser « en souvenir» de Brigitte.

Du reste, son récit du crime paraît invraisemblable et lui-même se rétracte quelques jours plus tard. Mais il est déjà en prison, dans un service d'éducation surveillée de Fresnes, et il y demeurera... vingt-cinq mois, jusqu'à ce qu'il soit relazé, au bénéfice du doute, le 15 juillet 1975, décision confirmée, le 26 février 1976, par le cour le 26 février 1976, par la cour d'appel de Paris. Depuis, le garcon, devenu un homme, semble s'être stabilisé et, aux dernières nou-velles, il était marié, manutention-naire dans une banlièue de Paris.

Mais, pour l'heure, en ce prin-temps 1972, Me Leroy est toujours incarcéré. Il est inculpé sur les seules contradictions notées dans l'emploi du temps qu'il donne pour

la soirée du 5 avril. Pour le reste, le magistrat de Béthune se fonde sur son « intime conviction» et sur « un faisceau de présomptions graves et concordantes». Pas l'om-bre, en révanche, d'un indice maté-riel. Aucune arme du crime n'est retrouvée; l'homme en pull-over à col coulé qui a été aprecu en comretrouves; informate en pun-over a col roulé qui a été aperçu en compagnie de Brigitte Dewèvre, à 19 h 45 rue de Ranchicourt, n'est pas, selon le même témoin, M. Leroy; aucune expertise n'est défavorable au notaire. Alors?

W. Will William

S'il ne néglige pas totalement d'autres hypothèses, la «petit juge» privilègie sans conteste la piste Leroy-Mayeur, au point d'in-culper à son tour, sur de nouvelles contradictions, la fiancée du notaire pour complicité d'homi-cide. M. Bèghin-Mayeur est écrouée (pour dix-neuf jours) à la maison d'arrêt de Loos-lès-Lille la 13 juillet, trois mois exactement après M. Leroy.

« Acharnement », n'ont cessé de protester les défenseurs du couple. La chambre criminelle de la Cour de cassation leur donnera raison -sans motiver, cependant, sa déci-sion - en dessaissant Henri Pascal du dossier, confié ensuite à un juge d'instruction parisien, M. Jean Sablayrolles, Partial, le magistrat de Béthune? C'était oublier qu'en amont (les policiers de Bruay, qui l'ont déféré devant lui) et en avai (la chambre d'accusation de Douni qui a ordonné, le 31 mai, le main-tien du notaire en détention), des soupçons aussi graves qu'erronés s'étaient portés sur Me Leroy.

Henri Pascal, désavoué par ses pairs, en subira seul les conséquences. Il est dessaisi - mesure exceptionnelle - le 20 juillet. Quarante-huit heures plus tôt, M' Leroy a été libéré (1). Celle qui est devenue son épouse el lui-même devront attendre le 30 octo-bre 1974 pour bénéficier d'un non-lieu.

« Intoxication collective »

« Cette affaire à été exemplaire ar le nombre de problèmes qu'elle a posés: juridiques, judiciaires, sociologiques, médiatiques, etc.», dit aujourd nui de Charles Libman, qui fut, de 1972 à 1974, le principal conseil des époux Dewe-vre, avant de défendre Henri Pascal dans des procès en diffamation intentés au « petit juge » pour avoir pris des libertés avec le secret de

Le respect ou non du secret de l'instruction, serpent de mer des chancelleries, notion « la plupart du temps inapplicable et inappliquée », selon l'avocat parisien, a été au centre de cette histoire. Le violer centre de cette histoire. Le violer encore que, pour M. Libman, le
magistrat de Béthune n'ait «jamais
rien dit, publiquement, sur le fond
du dossier» - apparaissait, aux
yeux d'Henri Pascal, moins grave
« pour la dignité des magistrats »
que de laisser, par l'entremise de la
presse, « courir les bruits les plus
faux ». faux ».

Et il est vrai qu'il s'en est colporté, des rumeurs. Des plus sottes aux plus odieuses. Me Leroy metra en cause, en 1973, le rôle de la télévision, coupable à son avis d'e intoxication collective ». « Tout ce que les gens racontaient sur nous, assurait-il, ils l'avaient vu ou entendu à la télévision. »

13

Des gens qui ne demandaient aussi qu'à être convaincus de la culpabilité du notaire, comme ces quelques centaines de Bruaysiens, plus ou moins manipulés par les sauchistes parisiens, qui criaient leur haine à la moindre occasion. teur name a la mointre occasion.
Des gena, par milliers ceux-là, qui
ne savaient rien mais qui avaient
tout deviné, touristes du dimanche
à la curiosité malsaine, venus souvent par autocars entiers d'Amiens,
de Leus, de Lille et même de Belgicuis — cu un habdangalis à secque - où un hebdomadaire à scan-dales a tiré jusqu'à 800 000 exemplaires - pour visiter les «lieux du crime», « On aurait pu vendre la terre du terrain vague en sachets », soupire M. Marcel Wacheux.

Personne n'a eu un beau côle au cours de ces événements, qui n'out même pas servi de leçon, comme l'a montré, une dizaine d'années plus tard, l'affaire Grégory Villemin: ni la police, ni la magistrature, ni la presse, ni l'opinion publique. Et, bien que vingt ans se soient écoulés, c'est un sentiment d'amertume et une impression de d'amertume et une impression de gachis qui prédominent encore aujourd'hui. Parce qu'une enfant de quinze ans et demi a été assassi-née et que justice n'a pas été faite.

(1) La commission d'indemnisation des justiciables détenus à tort à alloué, le 21 octobre 1977, 280 000 F à M Leroy, pour cent six jours de détention, et 120 000 F à sa fiancée, pour dix-neuf jours. C'était, à l'époque, les plus fortes soumes attribuées dans ce genre de cir-

MICHEL CASTAING



tantanément, la France s'en-flamme, se sonde en deux camps irréductibles, pour ou contre le notaire des Houillères, symbole de la bourgeoisie face an profétariat de la mine. Il faut sans doute remonter à l'affaire Dreyfus pour appréhender un tel climat, pour stater une division aussi radicale du pays. pour de l'arrogance, quand, aux yeux de leurs amis, ce n'est que Me Robert Badinter, alors avocat à la cour d'appel de Paris, écrit dans le Monde du 12 mai 1972; « C'est bien la personnalité de l'in-culpé, et non les faits en eux-mêmes, qui suscite cet intérêt pas-sionné. C'est moins le meurtre timidité bourrue chez lui et réflexes de femme aimante chez elle. Cette cascade de caricatures aurait dû alerter : elle pe fait qu'asionne. C'est moins le meutire d'une jeune fille que le crime possi-ble d'un notaire qui fascine le public. Et qui transforme ce fait divers sangiant en événement, » « Pareille réaction, poutsuit-il, est révélatrice de l'existence, dans la conscience collective, de véritables Le «petit juge» de Béthune sent-il que cette affaire est celle de sa vie, lui qui, à cinquante-deux ans, n'a eu jusqu'ici qu'une modeste carrière? Il y voit, en tout cas, l'occasion unique d'exposer à la France entière, par médias inter-

M. Neil Kinnock pourrait quitter la tête du Parti travailliste

La victoire du Parti conservateur lors des élections législatives du 9 avril devait se traduire par un important remaniement du gouvernement. Dans le camp travailliste, la question du remplacement du chef de file du Labour, M. Neil Kinnock, est posée ouverte-

LONDRES

de notre correspondant

Dans chaque parti, l'heure est au bilan. Chez les conservateurs, M. John Major devait annoncer, samedi 11 avril, la liste de son nouveau gouvernement, et un profond remaniement était attendu : à la fois pour remplacer les membres du cabinet battus – les ministres et secrétaires d'Etat sont, par tradition, tous parlementaires - et pour promouvoir les artisans d'une victoire largement imprévue, comme M. Michael Heseltine, ministre de l'environnement et des collectivités

De leur côté, les travaillistes, De leur côté, les travaillistes, bien qu'encore sous le coup de leur défaite, songent à en tirer les leçons. La principale victime pourrait être leur chef, M. Neil Kinnock, qui, unanimement salué comme l'artisan du renouveau du parti, est néanmoins accusé d'être le responsable de son échec.

Vendredi, les critiques émises

Le fiasco des sondages LONDRES

de notre correspondant

Ceux qui sont, peut-être, les plus grands perdants du scru-tin du jeutif 9 avis - les instituts de sondage - ont entamé, vendredi, un douloureux examen de conscience. Tous ces professionnels reconnus pour ieur compétence - Gallup, Mori, NOP, ICM et Harris - ne s'expliquent pas vraiment pourquoi ils n'ont pu donner des indications à peu près exactes sur les intentions de vote des électeurs britanni-

Alors que les conservateurs ont remporté une large vic-toire, tous avaient laissé présa-ger – avec une grande constance depuis près d'un mois - une absence de majo-rité absolue (le « hung Parlisment») et un avantage pour les travaillistes. Les mêmes enquêtes, sur le vote des Ecossais, ont abouti à des conclusions tout aussi erroées. Cette Berezina des sondages rappelle une autre défaite peu glorieuse, celle des élections da 1970, gagnées par les tories, lorsque quatre des cinq instituts de sondage officiant alors avaient prévu

une victoire du Labour... A l'époque, on avait expliqué que l'erreur venait du fait que les interviews des « sondés » avaient pris fin trois jours avant le scrutin. Jeudi dernier au contraire, toutes les précauprises : le veille du vote, les échantillons » étaient encore interrogés. Avec une humilité de circonstance, la plupart des responsables de ces instituts ont reconnu que ce 9 avril était à marquer d'une... croix noire.

Pour Mori, M. Bob Worcester - réputé le meilleur spécia-liste - a admis qu'une telle déconfiture étals sens précédent, tout en reppelant que les sondages ne sont « rien de plus que des instantanés » et non des « prédictions sur ce qui va se passer». M. Nick Noon, directeur de la recherche politique de NOP, a reconnu qua le petit monde des polisters (instituts de sondage) était dans un étet d' e incrédu-

Chez Harris, Robert Waller a tenté, de son côté, de seuver ce qui pouvait l'être de la réputation de la profession : « Je ne pense pas que cela sepe l'au-torité des sondages, il va falloli examiner les choses de près. mais il y a encore énormément d'informations précieuses qui sont glanées par les enquêtes [d'opinion]... > étaient encore prudentes, mais les satisfecit adressés à M. Kinnock ressemblaient déjà à un éloge de départ... Le leader du Labour devait faire, lundi 13 avril, une importante déclaration sur son avenir au sein du parti, après avoir consulté différents responsables et consute differents responsables et les représentants des syndicats. En dépit des efforts constants pour réduire leur influence dans les ins-tances dirigeantes du parti, les syn-dicalistes y restent toujours très présents, notamment pour son financement. Ils représentent sindi-dans le collème Marteret qui doit dans le collège électoral qui doit procéder à l'élection du leader, 40 % des voix, contre 30 % aux

> Plusieurs prétendants à la succession

Chef du Labour depuis le 2 octo-bre 1983, M. Kinnock est crédité d'un « courage et d'une volonté » sans égal pour avoir assuré la remontée du Parti travailliste (passé de 27,6 % des voix lors des élections de 1983 à 35 % en 1992). élections de 1983 à 35 % en 1992). Mais il est critiqué pour son deuxième échec électoral consécutif, d'autant plus que le Labour disposait de circonstances on ne pent plus favorables, à commencer par une récession économique profonde, dont pâtit inévitablement le partieur pouvoir Or parti les saiparti au pouvoir. Or, parmi les raisons qui peuvent expliquer sa défaite, figure cette image négative persistante de M. Kinnock, maleré les efforts qu'il a déployés à la fois

pour acquérir une stature d'homme d'Etat et pour procéder au renou-veau idéologique de son parti.

Fallait-il ou non procéder aux remises en cause profondes des choix doctrinaux du Labour, effec-tuées sons l'impulsion de M. Kin-nock, afin de présenter un Parti travailliste rénové et modéré, quitte à lui faire perdre une partie de son identité face aux conservateurs? Cette question, ainsi que quelques autres, sera au centre du débat qui va agiter les travaillistes jusqu'au prochain congrès, en prin-cipe prévu à la rentrée d'octobre. Le départ de M. Kinnock, s'il est

annoncé lundi, pourrait ne pas intervenir avant cette échéance. Aucun des candidats à sa succession ne souhaite « pousser dehors »
l'actuel chef du parti, mais il est de
notoriété publique que M. John
Smith, le chancelier de l'Echiquier du «cabinet fantôme», est sur les rangs. M. Smith, qui a eu de sérieux ennuis de santé il y a quelque temps, jouit d'une excellente image : il est réputé modéré et sa compétence pour les questions économiques est reconnue, y compris dans la City. S'il se présente, d'au-tres candidats plus jeunes, comme M. Tony Blair (porte-parole pour l'emploi) ou M. Gordon Brown (chargé du commerce et de l'indas-tris) ou plus marqués à gauche trie), ou plus marqués à gauche, comme M. Robin Cook (responsa-ble de la santé), s'effaceront proba-

LAURENT ZECCHINI

BOSNIE-HERZÉGOVINE: devant l'extension des combats

L'ONU et l'Europe tentent une médiation

Alors que les affrontements s'intensifient en Bosnie-Herzégovine, la Communauté européenne poursuit sa médiation dans l'ex-fédération yougoslave. M. Thierry de Beaucé, adjoint de lord Carrington, président de la conférence pour la paix en Yougoslavie, et le diplomate néerlandais Henry Wijnaents, coordonnateur de la conférence, ont entamé, vendredi 10 avril, une nouvelle série de négociations avec quatre des six prési-dents des Républiques de l'ex-Yougoslavie. Le Conseil de sécurité de l'ONU a, par ailleurs, demandé au secrétaire général M. Boutros Boutros-Ghali, de dépêcher d'urgence en Bosnie son émissaire apécial, M. Cyrus

BELGRADE

de notre correspondente

Après avoir rencontré les présidents croate Franjo Tudjman et serbe Slobodan Milosevic, les serbe Slobodan Milosevic, les médiateurs européens devaient se rendre, samedi, en Macédoine ainsi qu'au Monténégro. D'autre part, l'ambassadeur portugais Jose Cutilheiro, qui préside la conférence sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, est arrivé veadredi après-midi à Sarajevo, où il s'est entretenu séparément avec les dirigeants croates rément avec les dirigeants croates et musulmans. Le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui ne reconnaît plus les autorités

depuis la sécession de la communauté serbe de cette République, a refusé de se rendre à Sarajevo. Après une accalmie de quelques heures coîncidant avec l'arrivée de M. Cutilheiro, les tirs ont repris à la tombée de la nuit dans la capitale bosniaque. Des affrontements ont été signalés, vendredi soir, à la périphérie de la ville ainsi que dans le quartier où se trouve la télévision.

Le président de Bosuie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, s'est adressé, vendredi, à M. Milosevic pour qu'il ordonne le retrait des formations paramilitaires qui se sont infiltrées en Bosnie, et notamment à Zvornik, dans l'est de la République, où « elles font régner la terreur au sein de la population bosniaque ». M. Izetbegovic a également exhorté le ministre fédéral de la défense, le général Adric, ainsi la défense, le général Adzic, ainsi que le commandant local de l'armée serbo-yougoslave, le général Kukanjac, à empêcher le massacre de populations civiles.

Affrontements à l'artillerie

Dans la soirée, les autorités serbes ont démenti formellement «l'existence de formations parami-litaires en Serbie» et par conséquent leur intervention en Bosnie-Herzégovine. Ce démenti intervient néanmoins deux jours après la diffusion par la télévision belgra-doise d'un documentaire sur la garde de volontaires serbes du commandant Arkan. Les combats se poursuivent dans la plupart des

zones de crise de la République.

légales de Bosnie-Herzégovine L'armée fédérale, qui était intervenue en début de semaine dans la région de Kupres (51 % de Serbes et 39 % de Croates), au centreouest de la République, a continué à repousser les milices croates à tiers. A Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine (sud), la tension reste proximité des installations militaires ont été évacués. Dans l'est de la Bosnie, le long de la frontière avec la Serbie, les incidents se multiplient. A Zvornik (59 % de musulmans et 38 % de Croates), l'armée yougoslave s'est déployée pris le contrôle de la ville. En milieu de journée, de fortes détonations provenant d'armes lourdes retentissaient dans les montagnes des alentours où se sont repliées les

Alors que l'armée serbo-fédérale impute la responsabilité du conflit aux Musulmans et affirme avoir expulsé toutes les milices armées de la ville, le commandant des milices locales musulmanes a indi-qué à la télévision de Sarajevo que l'aviation avait pilonné le centre de Zvornik et plusieurs villages musulmans avoisinants. Les affrondans la nuit de vendredi à samedi Foca (52 % de Musulmans et 45 % de Serbes), privée, depuis jeudi, d'eau et d'électricité, a subi plusieurs attaques au mortier qui ont provoqué des incendies en pleine ville. Les combats se sont étendus aux montagnes proches.

FLORENCE HARTMANN

Un attentat attribué à l'IRA fait 2 morts et 90 blessés à Londres

de notre correspondent

Une voiture piégée a explosé dans la soirée du vendredi 10 avril, à Londres, dans le quartier de la City, faisant deut monts et environ quatre-vingt-dix blessés. L'engin (contenant environ 45 kg d'explosif) avait été placé dans un véhi-

La plupart des victimes semblent ètre des passants qui avaient parti-cipé aux manifestations de joie dans les rues du quartier financier de la capitale, pour fêter, à la fois, la victoire du Parti conservateur et la brusque flambée de la Bourse qui l'a suivie. Une vingtaine d'ambulances ont immédiatement convergé vers le lieu de l'attentat. Le quartier a été interdit pendant plusieurs heures. Parmi les blessés, vingt-six personnes étaient toujours bosoitalisées samedi matin.

La police estime que l'IRA (Armée républicaine irlandaise) est à l'origine de cet attentat. Scotland Yard avait recu un appel télépho-nique vingt minutes avant l'explo-sion. Mais, si le correspondant anonyme avait bien donné l'un des codes de l'IRA pour «signer» son action, le lieu qu'il a indiqué se trouvait à plusieurs centaines de mêtres de l'endroit où la voiture

piégée a explosé, ce qui explique le nombre important de victimes.

Quatre heures plus tard, une seconde explosion s'est produite dans le nord-ouest de Londres, non loin de la bretelle d'autoroute A5. à West Hendon. Cet attentat, égaiement par le biais d'un véhicule piégé, n'a pas fait de blessés.

Défaite électorale du Sinn Fein

En mars dernier, l'IRA avait prévenu qu'elle se manifesterait pen-dant le processus électoral, afin que personne n'oublie la question nord-irlandaise. Ce double attentat a eu lieu, d'autre part, quelques heures après l'annonce de la défaite électorale de M. Gerry Adams, chef du Sinn Fein (considéré comme la branche politique de l'IRA), dans la circonscription de Belfast-Ouest (le Monde du 11 avril). L'échec de M. Adams face à M. Joe Hendron, qui représentait le Parti travailliste socialdémocrate (SDLP, catholique modéré), constitue un grave revers pour les nationalistes républicains.

La police estime que ces explosions pourraient annoncer une reprise de la campagne de terro-risme de l'IRA en Angleterre.

o M. Raffaeli, président de la conférence de la CSCE pour le Hant-Karabakh. – L'actuel média-teur dans les conflits en Somalie et teur dans les conflits en Somalie et au Mozambique, M. Mario Raffeli, à été nommé président de la conférence internationale de peix de la CSCE prévue pour le Haut-Karabakh. Des combats meurtriers se sont encore déroulés en fin de semaine dans cette-régien. L'hélicoptère transportant le ministre des affaires étrangères de Russie Andrel Kozyrev, à été, selon Tass, la cible de tirs, rendred 10 avril, au-dessus du Haut-Karabakh à la fin de sa mission. - (AFP.) fin de sa mission. - (AFP.) DELGIQUE: quatre diplomates

La Belgique a décidé d'expulser a pour espionnage » deux diplo-mates de l'ambassade et deux membres de la représentation commerciale de la Russie à Bruxelles, a annoncé, vendredi 10 avril, le ministère belge des affaires étrangères. Selon le ministère belge de la justice, une série de perquisitions a été effectuée pour démanteler un ministère d'apparage qui travailleit. réseau d'espionnage qui travaillait denuis plusieurs années pour le KGB, les anciens services de renseignements soviétiques, et qui était resté actif après la dissolution de l'URSS. – (AFP.)

a ESPAGNE : extradition d'un membre présumé de l'ETA. – Un membre présumé de l'ETA, Juan Lorenzo Santiago Lasa Michelena, dit «Txiquierdi», recherché par les autorités espagnoles pour une série d'assassinats et d'attentats à l'explosif perpetres en Espagne, a été extradé vers Madrid, vendredi 10 avril. Lasa Michelena, qui faisait l'objet de huit demandes d'ex-tradition de la part de l'Espagne, depuis 1987, avait été arrêté en janvier 1985 à Anglet (Pyrénées-Atlantiques).

12 POLOGNE : premier procès pour espionnage depuis 1989. - Un technicien poionais, qui avait travaillé pour les services secrets alle-mands de 1987 jusqu'à son arresta-tion en juin dernier, a été condamné à sept ans de prison, à l'issue du premier procès pour espionnage en Pologne depuis la chute du communisme, qui s'est tenu à huis clos, a rapporté, ven-dredi 10 avril, le quotidien Zycie Warszawy. – (AFP.)

D TURQUIE: Ankara dénonce «l'attitude inacceptable» du Parlement européen sur le problème kurde. - Le ministère des affaires étrangères turc a qualifié, vendredi 10 avril, d' « attitude inacceptable » la résolution du Parlement européen qui condamne « l'ampleur et la sévérité excessive des actions mentes par les forces armées dans le sud-est de la Turquie » contre les séparatistes kurdes. Le communiqué d'Ankara critique également le terme de «minorité» utilisé par le Parlement européen pour désigner les Kurdes de Turquie. Le président de la République, M. Turgut Ozal, avait déjà, pour sa part; rejeté jeudi la résolution du Parlement de Strasbourg. ~ (AFP.) RUSSIE: au Congrès des députés

M. Eltsine assure ses positions d'abord, il a affirmé ne pas pou-

Le Congrès des députés de Rus-sie, annoncé comme une menace sérieuse pesant sur l'actuelle équipe eltsinienne, reprenait, isamedi 11 avril, l'examen du projet de résolution sur la réforme économi-que. Mais les cinq-premiers jours de débats ont montré que le président Eltaine était en bonne voie de maintenir, au prix de quelques concessions, le cap de la « thérapie ment

Vendredi, les députés ont certes

adopté une résolution, encore amendable, demandant à M. Eltsine de quitter dans le délai d'un mois le poste de premier ministre qu'il cumule depuis novembre avec sa présidence et de restructurer le gouvernement sous le contrôle du Parlement. Mais des manœuvres de coulisse et des menaces de recours à référendum, voire de dissolution du Parlement, semblent avoir ement réduit le nombre des députés « jusqu'au-boutistes ». Intervenant, vendredi, devant le Congrès, M. Eltsine a accepté de onner, mais à sa manière :

voir le faire e pendant au moins trois mois encore», «Le cumul des fonctions n'est pas facile pour moi et je n'ai pas besoin de cela pour asseoir mon autorité, mais il faut que nous soyons surs qu'il n'y aura plus de retour au passé, que les réformes sont irréversibles.» « Il va de soi qu'ensuite je proposerai une candidature au poste de premier ministre », a-t-il concédé. Il a pro mis de changer une poignée de ministres et de nommer immédiatemment, aux côtés d'Egor Gaïdar, un premier, vice-ministre chargé de l'industrie, qui pourrait être l'actuel vice-président du Parlement, M. Vladimir Choumeiko. La session, qui devait durer normalement jusqu'au 15 avril, pourrait se prolonger avec les débats sur la nouvelle Constitution, autre point important de l'ordre du jour. Vendredi, les députés ont ratifié sans problème le traité de la Fédération, déjà signé par les dirigeants de dix-huit ex-Républiques autonomes sur vingt. - (AFP, Reuter.)

La presse allemande der Yark kein s'étonne de la coïncidence : schlechtes Geschäft Billancourt ferme, Euro Disney ouvre für Frankreich. Cette semaine, en français, dans Courrier International.

Laugfristig sei

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne la lirez jamais.

La victoire de M. Major rassure les Américains

WASHINGTON correspondence

« C'est merveilleux », a déclaré le président Bush, exprimant sponta-nément sa satisfaction devant le maintien au pouvoir des conserva-teurs en Grande-Bretagne. Dans les milieux officiels, le sentiment pré-dominant est le soulagement. On avait en effet suivi à Washington avec inquiétude l'évolution de l'électorat européen qui semblait s'écarter des hommes du centre au pouvoir au bénéfice des éléments jugés « irresponsables » de l'extrême droite et des écologistes.

La défaite des socialistes en France, celle des démocrates-chrétiens en Italie, les échees du chan-celier Kohl, entretiennent ici l'in-quiétude sur la stabilité et l'avenir d'une Europe où les gouvernements doivent faire face aux forts courants du nationalisme et du

Dans l'optique officielle, une vic-toire du Labour ou même l'acces-sion au pouvoir d'un gouverne-ment de coalition à Londres aurait assombri encore davantage les perspectives européennes. Ainsi, la victoire de M. Major, considéré

désormais comme le digne héritier de Mas Thatcher, rassure les milieux dirigeants. La Grande Bre-tagne de M. Major apparaît ainsi comme un îlot de stabilité dans une Europe confuse, en proie à de mauvais démons, qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'avantguerre. En ce qui concerne les relations bilatérales, on craignait qu'une victoire des travaillistes n'affaiblisse ce qu'on appelle les relations « privilégiées » de la Grande-Bretagne avec les Etats-Unis. On est convaince que M. Major aura à cœur de les maintenir et de les développer.

Quant au grand public, mieux informé par les médias de la situation politique en Grande-Bretagne que dans les autres pays, (par comparaison, les élections en France, en Italie et en Allemagne ont été relativement négligées), il demeure persuadé que les Britzaniques sont les aliés les plus stables et les plus solides des États-Unis. «L'Afrique commence à Calais. » Beaucoup d'Américains adopteraient spoutanément cette vieille plaisanterie

AFGHANISTAN: accord sur une administration de transition

Un pays à reconstruire

«L'accord de principe» annoncé, vendredi 10 avril, à Genève par le secrétaire général des Nations unles, M. Boutros Boutros-Ghali, pour la mise en place immédiate d'une administration de transition en Afghanistan devrait permettre de sortir de l'immobilisme dans lequel le pays s'est englué après le départ du dernier soldat soviétique, le 15 février 1989. Cette formule, dont le mérite est de faire sauter « l'obstacle Najibullah », est pourtant loin de marquer le retour de la paix.

Ce qui vient d'abord à l'esprit, à l'heure où l'ONU annonce une évolution capitale de le crise afghane après quatorze années de guerre, c'est de saluer l'architecte de cette formule de déblocage : M. Benon Sevan, représentant personnel de M. Perez de Cuellar, maintenu à son poste de média-

teur par M. Boutros-Ghali. Il faut aussi seluer l'opiniâtreté avec laquelle il a fait la navette, dans des conditions très difficiles, entre le Pakistan, l'Iran, et l'Afghanistan. Et aussi la maîtrise dont il a fait preuve en matière de communication: ainsi la façon dont il a joué, ces dernières semaines, du spectre de l'éclatement de l'Afghanistan, menace non pas imaginaire, mais qui ne tenait pas compte d'une réelle fierté d'être Afghan, transcendant les c'ivages ethniques.

Que pourront faire les quinze personnalités « impartiales » du « Conseil pré-transitoire » qui vont s'installer à Kaboul, après un accord arraché du bout des lèvres aux rabelles islamistes? Leur mission est de recueillir le pouvoir que le président Najibullah va laisser dentière jul, et singulièrement la direction des forces amées, de la police et des services secrets. Tâche surhumaine, dans un climat terriblement conflictuel, dans une

capitale où trois cent mille personnes sont menacées de famine.

Mission encore plus difficile
pour des personnalités par définition sans appui politique, peu
connues de leurs compatriotes et
du monde, peu familières des
affaires et, pour nombre d'entre
elles, éloignées de leur pays
depuis des lustres. Ces universitaires, ingénieurs, intellectuels,
tiendront-ils les quelques
semaines nicessires à la mise

elles, éloignées de teur pays depuis des lustres. Ces universitaires, ingénieurs, intellectuels, tiendront-ils les quelques semaines nécessaires à la mise en place d'un vrai gouvernement intérimaire, jouissant de l'onction conférée par une cassemblée de tous les Afghans à è quoi l'ONU travaille également?

La course
au pouvoir

Le plus probable est que l'on va assister à une course au pouvoir vers Kaboul, qui risque de bouleverser tous les schémas. Une première hypothèse serait un sursaut des «durs» de l'actuel régime, qui peuvent à bon droit craindre des actes de vengeance,

notamment ceux d'entre eux qui ont participé à la répression, après le coup d'Etat communiste d'avrà 1978 et l'invasion soviétique du 27 décembre 1979.

Une hypothèse plus optimiste serait l'extension à Kaboul de la formule politique qui vient de prévaloir dans le Nord : une convergence entre forces naguère fidèles au régime — armée et milices — et moudjahidines. A Mazar-i-Sharif, une telle coalition s'est construite sur des bases d'abord ethniques — un rapprochement entre minorités surtout turcophones, non pashtounes — même si ses protagonistes ont fermement souligné leur volonté de ne pas attenter à l'unité nationale.

Que Kaboul soit devenue une ville à très forte représentation tadjike et hazara (chites), pourrait faciliter la transition. Une talle formule, cependant, devrait faire une place aux Pashtouns, honorable sinon la première. Elle devrait aussi tenir compte du fait que la

domination, dans le Nord, du parti fondamentaliste modéré Jamiat-i-Islami, à qui le commandant Messoud a fourni un solide bras armé.

n'est pas acceptable par tous. Il n'est, hélas, pas possible d'exclure de sanglantes empoignades. Le désir de paix est certes immense parmi une population qui a connu la mort de tent de proches - un militan, croit-on, sur un total de quinze millions ou l'exil de tant de familles (près de cinq millions de personnes sont encore au Pakistan ou en trani. Un pays également bouleversé par la guerre, dont les circuits économiques sont tourneboulés par l'emrée en armes, à un moment ou l'autre, de la quasi-totalité de ses hommes et de ses adolescents, ainsi que par la fermeture des frontières avec le Pakistan, mai compensée per la contrebande et l'explosion de la

production d'oplum.

Mais tous ces drames n'ont pas suffi à désigner le vrai vainqueur. L'État islamiste qui se pro-

avec hauteur de vue? Ou aura-t-il pour première préoccupation de jeter à bas les quelques réalisations dont il faut créditer le régime sortant : une certaine redistribution des terres, des lois sociales inédites dans l'histoire du pays, une réelle promotion des femmes, un frein mis à la toutepuissance sociale des «barbes blanches », les anciens, évidemment relégués au second plan dans le contexte de guerre; une affirmation enfin des minorités face à la toute-puissance séculaire des Pashtouna?

Les pays occidentaux, qui, à juste titre, ont apporté leur side aux rebelles islamistes pour bouter l'Armée rouge hors de leur pays, seraient mal venus de se désintéresser de l'Afghanistan à l'heure où l'hypothèse d'une solution politique et d'une reconstruction n'est plus une chimère.

JEAN-PIERRE CLERC

22.15.50

AFRIQUE

L'Algérie désabusée

Suite de la première page

Alors que les rumeurs de divergences, toujours démenties mais jamais dissipées, se multiplient entre le premier ministre et le HCE, d'interminables tractations ont lieu en coulisses, apparemment sans succès, pour tenter de dessiner le profil des meilleurs postulants d'une Assemblée dont les pouvoirs réeis demeurent, de toute façon, encore indéfinis.

Ce n'est là qu'un aspect des choses. Plus concrètes demeurent les difficultés qu'éprouve le pouvoir à normaliser une situation encore marquée par de nombreux actes de violences. Lors de son installation, le HCE se donnait pour tâche prioritaire de restaurer l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire reprendre l'initiative politique que lui disputait le Front islamique du salut (FIS). L'objectif est partiellement atteint et le parti islamiste, dont la majorité de la direction est soit emprisonnée, soit en fuite, paraît sérieusement touchée. Mais le mécontentement social dont les intégristes sont l'expression n'est pas moindre, nourrissant, malgré les milliers de détenus rassemblés dans les «camps de sûreté» du Sud algérica, les gestes de colère des plus déterminés.

Vols et agressions

Il y a un mois, le bilan officiel des affrontements entre islamistes et forces de l'ordre s'élevait à 103 morts (dont 31 parmi les forces de l'ordre) et 414 blessés. Depuis, it s'est alourdi, et les nuits d'Alger sont souvent troublées par des tirs d'armes automatiques. Malgré l'instauration de l'état d'urgence, policiers et militaires tombent, agressés alors qu'ils rentrent chez eux, soit par des individus isolés, soit par des groupes très mobiles. Soucieuses de démontrer qu'elles avaient la situation bien en main, les autorités viennent de démentir l'instauration imminente du couvre-feu. Pour autant, personne ne croît que la mesure puisse être différée ai les attentats devaient se perpétuer.

Tout aussi inquiétante, la délinquance, conséquence d'une panpérisation rapide et inéluctable, a crû dans des proportions jusque-là inconnes. Alger, qui est une ville d'ordinaire surc, est en train de faire connaissance avec l'insécurité urbaine. Les vols de voiture s'y multiplient et nombreux sont les véhicules qui circulent démunis de phares – démontés par d'adroits voleurs, de jour comme de nuit, ils sont, aux côtés d'autres accessoires de même origine, revendus aussitôt sur les trottoirs du quartier de Bel-

court.

Encore limitées, les agressions ne sont plus exceptionnelles. En quelques jours, trois Français en ont été les victimes; l'un est mort, l'autre est gravement blessé. Le silence des autorités et les consignes de discrétion de l'ambassade de France ont favorisé la diffusion des pires rumeurs, laissant croire, à tort, qu'il s'agissait de crimes d'intimidation pour pousser les étrangers à quitter le pays, comme l'exigeait une lettre anonyme parvenue à la presse quelques jours auparavant. Ces événe-

ments interviennent dans une situation économique désastreuse. L'assainissement — en réalité la remise
en route — des entreprises, paralysées par des déficits abyssaux, est à
l'ordre du jour, mais l'argent manque pour le mener à bien. Partisans
et adversaires d'une politique de
privatisation a'affrontent derechef
depuis les récentes déclarations du
ministre des mines évoquant la possibilité de vendre aux investisseurs
étrangers une partie du patrimoine
économique national. Dans cette
âpre polémique; tout le monde
parât, cependant, avoir oublié un
détail : les hésitations, au minimm, desdits investisseurs à apporter de l'argent fixis, alors que le
cadre juridique propre à garantir
leurs apports demeure flou et que
les usines sont dans un état de délabrement avancé.

Grâce à la nouvelle loi permettant aux pétroliers étrangers d'investir dans les champs déjà en activité, le gouvernement escomptait rapidement obtenir plusieurs milliards de dollars. Mais les négociations traînent en longueur, butant sur les réticences algériennes à accorder aux investisseurs la maîtrise de la production. L'argent tant attendu fait donc défaut, empêchant la reconstitution des réserves en devises et retardant d'autant l'application du plan de relance économique qui en dépend.

Devant cet enlisement qui semble avoir englouti jusqu'aux partis de l'opposition, et dans une atmosphère marquée par les accusations répétées de corruption lancées contre l'ancien président Chadli, les rumeurs, nourries par le mutisme d'un pouvoir recroquevillé devant les difficultés, circulent de plus belle. Les plus insistantes font état de désaccords au sommet qui pourraient conduire à un changement de premier ministre. Les plus alarmistes évoquent, elles, la possibilité d'une reprise en main par l'armée en sonte de coup d'Etat dans le coup d'Etat – pour tenter de sauver une dernière fois ce qui peut l'être. Car c'est, en définitive, l'armée qui décidera de l'avenir. Corps social totalement opaque, les militaires laissent entendre avec insistance qu'ils ne rêvent que de rentrer dans leurs casernes pour laisser les civils gouverner. La réalité est sans donte moins simple, et il serait douteux que les militaires échappent aux inquiétudes qui touchent toute la société quant à l'avenir du pays.

La récente démission du général Mohammed Lamari de son poste de commandant des forces terrestres, alors qu'était annoncé l'élargissement de putérait annoncé l'élargissement de patieurs centaines d'islamistes, a été ainsi interprétée comme un signe des divergences qui agitent le haut commandement quant à l'attitude à adopter à leur égard. Depuis, le général Lamari a été promu conseiller du général Khaled Nezzar, membre du HCE et ministre de la défense, Mais cette nomination n'a pas rénssi à convaincre que la démission qui l'avait précédée n'était qu'une affaire « d'ordre personnel », comme les autorités l'ont, officieusement, présentée.

GEORGES MARION

LOIN DES CAPITALES

Tombouctou à la lisière de deux mondes

TOMBOUCTOU

de notre envoyée spéciale

Le car hebdomedaire pour Barnako, unique fian par la route avec l'extérieur, ne circule plus sans escorte-militaire. Trop riegué. «Rien ne part, rien n'arrive», soupire l'un des commerçants les plus prospères. Malgré le petit avion vient deux fols par semaine, Tombouctou mérite plus que jamais sa réputation de ville du bout du monde, isolée au milieu d'un désert inhospitalier.

C'était le lieu de rencontres de deux mondes, au carrefour du Sahara et du fleuve Niger. Ceux qui se déplaçaient à dos de chameau nomades blancs — et ceux qui voyageaient en piroque — sédentaires noira — y échangeaient leurs marchandises; depuis le début du siècle, monde blanc et monde noir se obtoyaient pacifiquement. Mais aujourd'hui, les Blancs (Touarega et Maures) sont partis, et les Noirs (Songhais et Bellas) vivent dans le défiance.

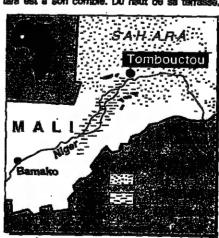
effegarde, en voita deux; tu vois, on ne leur fait pas de mai la «Travolta», comme l'appellent ses jeunes amis - tous songhels comme lui, - pointe du doigt deux Tousregs qui quittent le merché. Les deux hommes ne sont effectivement pas inquiétés. Mais la rapidité de leur démarche, la fixité de leur regard, trahissent l'urgencs... ils ont hête de rejoindre leur campement, sans doute à quelques dizaines de kilomèmes de là.

Tourregs et Maures ont quitté la ville il y a maintenant presque un an, peu après que la réballion eut repris, à la suite des quelques mois d'accalmie consécutifs aux accords de Tamentasset. La première vague est partie «le jour des casses». Le 12 mai 1991, les boutiques autour du marché, qui étaient toutes occupées par des Maures, ont été seccagées par une population noire en furie. Un acte de vengeance...

Le matin, cinq jeunes Touaregs avaient attaqué un fonctionnaire et s'étaient emparés de son véhicule. Un mois plus tard, même scénario, à la suite d'une fausse numeur. Résultat ; ceux que l'on appelle ries nomades », bien qu'ils soient sédemanisés, ont fui; les uns croupissent dans des camps de réfugiés en Mauritanie, les autres se cachent «dans la brousse», comme on dit ici du désert, les plus riches sont installés à Bamako. Le traumetisme a atteint son apogée en décembre, lorsque, après deux attaques de Touaregs en ville, l'armée s'en est pris, en plein jour et avec les grands moyens, à la maison d'une personnaînté touareg soupçonnée de servir de «Écritact» aux rebelles. Personne n'e-oublé les huit morts de la très respectée famille Ag Hamani. «C'était un collègue enseignant, s'insurge Najim Alphe, un ancien directeur d'école songhei, nous, on voudrait que l'enmée s'en prenne à ceux qui font des victimes civiles. » Mais se mansuétude a des limites. «Nous nous mélions d'eux, dit-il un peu plus tard à propos des Maures et des Touaregs, ils sont recistes, ils nous traitent d'ânes, de pousse-crottes, de

calards...» «Au départ, nous tous, populations du Nord, nous avons salué ce mouvement, explique-t-il, son idéal était le nôtre puisqu'il se basait sur le fait que nos régions avaient été délaissées. » À le sympathle a rapidement succédé la méliancé; tout blanc étant soupçonné de collaborer avec une rébellion qui, au fil du temps, a fini par a'attaquer, non plus aux symboles de l'État – armée, administration, etc., – mais aux civils,

L'exaspération du pasteur Nouh Ag infa Yattara est à son comble. Du haut de sa tarrasse,



qui surplombe le quertier bella, il s'enflamme :
«Las Touaregs rêvent de revenir à un fécdeeques de l'imme pur et dur... Les marginalisés dont personne ne parie, ce sont les Bellas. » Anciens
esclaves des normades, les Bellas parient leur
langue, le tamashek. Et le pasteur, jesu de cette
etimle dont il s'est fait le défenseur, de reconter
des enfants pour les asservirs.

La vindicte populaire est d'autant plus nourrie
que rien ne perce des exactions commises de
part et d'autre. «Travolta», comme les autres,
de returager les rebelles, s'en prend aux campements de civils touaregs.

Tout ce qu'il sait, c'est qu'il n'a plus de colaintaile : il n'y a plus un tourista à guider dans de colaintaile : il n'y a plus un tourista à guider dans de colaintaile : il n'y a plus un tourista à guider dans de colaintaile : il n'y a plus un tourista à guider dans l'ancienne «cité miraculeuse du pays des sables»; les margouillats sont les seuls locataires de l'hôtel Azalei. Et «Travolta», qui autre-fois allait dormir dans les dunes — «pour le plus les ville que pour l'aéroport, à la recherche d'im-

plus : « il faut se métler. »

Ces demiers temps, quelques nomades sont revenus s'installer en ville. Tout comme les nombreuses organisations non gouvernementales et les responsables de projets des Nations unies, qui avaient été sommés par les chancelleries de quitter les lieux en décembre. Pandant quelques mois, le Comité international de le Croix-Rouge (unique organisation autorisée, encore maintenant, à se déplacer dans le désert) et Vétérinaires sans frontières étaient restée seuls. Mais la perspective d'une solution négociée entre les mouvements rebelles et le gouvernement provisoire a calmé les esprits. Une perspective confortée par la signature prochaine d'un é pacte national » à Barnako. « On va arriver à sne solution politique, assurait il y a peu i'un de caux qui suivent le conflit de près, mais, sur le terrain, il faudra des années pour revenir à le

Solution négociée

probables clients. D'amis touaregs, il n'en a

MARIE-PIERRE SUBTIL

MALI

Neuf candidats sont en lice pour l'élection présidentielle

Pour la première fois depuis l'indépendance, les Maliens étaient appelés à élire librement, dimanche 12 avril, leur futur président. Neuf candidats sont en lice, mais la principale inconnue, à la veille du scrutin, portait sur la participation des électeurs. Lors des élections législatives, en janvier, les Maliens avaient très massivement boudé les urnes, le taux d'abstention frôlant les 80 %.

Parmi les candidats favoris figure le dirigeant de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), M. Alpha Oumar Konaré, ancien ministre de la

culture, démissionnaire à l'époque du régime de Moussa Traoré. Son parti a obtenu soixante-seize sièges parlementaires sur cent seize, lors des récentes législatives.

Ses principaux rivaux sont le juriste Mountaga Tall, qui dirige le deuxième parti représenté au Parlement, et l'économiste Ticoule Mamadou Konate, ancien collaborateur de la Banque mondiale et du Fonds monétaire internationale (FMI). Si aucun des candidats ne remporte, dimanche, la majorité absolue, un second tour sera organisé le 26 avril. – (Reuter.)

cameriouni dénouce la mort de « plus de soixante-dix détenns». — Selon un rapport d'Amnesty International, publié jeudi 9 avril à Londres, « plus de soixante-dix détenus du camp de prisonniers de Tcholliré», dans le nord du Cameroun, « sont morts, depuis décembre 1991, victimes de la malnutrition et de l'absence de soins médicaux». Les conditions de vie sont à ce point terribles, que les prisonniers ont sumonmé le camp de Tcholliré « l'enfer des hommes », ajoute Amnesty, qui affirme que, depuis la mi-1990, « plus de deux

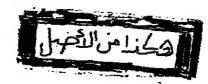
cents condamnés à morts y auraient

□ NAMBRE: remarlement ministénel. — Le président Sam Nujorna a remanié son gouvernement, vendredi 10 avril, en désignant, notamment, un nouveau ministre des finances, M. Gert Hanekom, jusque la ministre de l'agriculture, a-t-on appris, de

été transférés.

source officielle à Windhoek. Le prédécesseur de M. Hanekom, M. Otto Henrigel, aurait abandonné ses fonctions pour « des raisons personnelles », — (AFP.)

Sants suraient été exécutés. - Le Mouvement pour la démocratie et le développement (MDD, opposition armée) a affirmé, vendredi 10 avril, à Paris, que aplus de quarante » opposants tchadiens, arrêtés à N'Djamena, avaient été «exécutés». Selon le MDD, ces prisonniers auraient a été torturés dans les locaux de la présidence et transfèrés ensuite dans une prison secrète, située derrière la gendamerie, où la plupart ont trouvé la mort à la saite de tortures». L'ambassade du Tchad à Paris a fermement démenti ce qu'elle considère comme des «allégations sans fondement», -



Les radicaux se plaignent d'avoir été tenus à l'écart du scrutin

Quelque 30 millions d'Iraniens se sont rendus aux umes, vendredi 10 avril, pour désigner les 270 députés du Majlis (Parlement). Mais, en l'absence de résultats officiels, il est difficile de savoir si « la participation a été forte», comme l'a déjà affirmé le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Le déroulement du scrutin à Téhéran, aux yeux des observateurs étrangers, n'a pas en les allures d'un raz-de-marce électoral, malgré les appels des plus hautes muorités religieuses affirmant que le vote était un devoir religieux et l'abstention, «haram» (interdite). Difficile de se faire une idéa maioride de le se faire une de le se faire une de le se en les allures d'un raz-de-maioride de le se en les allures de le se en les allures d'un raz-de-maioride de le se en les en les allures maiorides de le se en les tion, «haram» (interdite). Difficule de se faire une idée précise de la physionomie de cette consultation, les habitants de la capitale iranienne étant libres de se rendre aux urnes dans n'importe lequel des quelque 1 800 bureaux mis à leur disposition.

Courte campagne

Le président Rafsandjani avait fait, en fin d'après-midi, une appa-rition surprise à la télévision. Jugeant « la compétition très ser-rée », il avait invité les abstention-nistes à se rendre d'urgence aux nistes à se rendre d'urgence aux urnes. « Même ceux qui sont contre le régime, avait-il ajouté, devraient participer dans l'intérêt du pays. Même s'ils ne sont pas d'accord avec nous, ils peuvent faire part de leurs critiques sur leur bulletin de vote el nous en tiendrons company. L'indifférence ne profite à personne, et surtout pas au pays. » Du coup, la fermeture de la plupart des bureaux de vote avait été reportée d'au moins deux herres dans une

□ IRAK : l'ONU s'isquiète de la sécurité des vols de reconnaissa Le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé, vendredi 10 avril, à l'Irak de prendre a toutes les mesures nécessaires » afin d'assurer la sécurité des vois de reconnaissance effectués sur son territoire par la commission spé-ciale de l'ONU, sous peine de s'exposer à « de graves conséquences ». Le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, a adressé un document au chargé d'affaires irakien dans lequel les membres du Conseil se déclarent « vivement inquiets » des menaces qui pèsent sur les vois de reconnaissance, effectués par des avions américains U-2. - (AFP.) vingtaine de circonscriptions à travers le pays.

Le chef de l'Etat avait choisi le Le chef de l'Etat avait choisi le bureau de vote spécialement aménagé dans le Husseiniyé (lieu de prières et de réunions), d'où l'imam défunt Ruhollah Khomeiny avait l'habitude de s'adresser à ses fidèles, juste derrière sa demeure du Jamaran, au nord-est de Téhéran. Le premier à se présenter dans ce lieu vénéré avait été le fils de l'imam – Ahmed Khomeiny, – qui avait invité les nouveaux députés à honorer la mémoire de son père et avait invité les nouveaux députés à honorer la mémoire de son père et à «suivre la voie révolutionnaire et exporter la révolution iranienne». Leur tâche principale devrait être, avait-il ajouté, « d'améliorer le niveau de vie de la population et de combattre la corruption».

Les difficultés économiques d'un pays rendu exsangue par huit années de guerre et la corruption semblent avoir incité beaucoup d'Iraniens, surtout dans la capitale, à s'abstenir. La très courte cam-pagne électorale – elle n'a officiel-lement duré que sept jours, dont trois fériés – a cependant relégué au second plan ces deux pro-plàmes dont le solution demeurs blèmes, dont la solution demeure essentielle pour le développement

Une vive polémique s'est, en effet, développée entre les deux principales tendances qui divisent le sérail islamique. D'une part, l'Association du clergé combattant (rouhaniyate), qui représente la droite religieuse conservatrice, alliée au Bazar et qui jouit de l'ap-pui du président et du guide de la République, M. Ali Khamenei. De l'autre, l'Association des religieux combattants (rouhaniyoun), plus réformiste et étatiste, alliée aux «radicaux» et aux «ultra-radi-caux», dont l'une des figures de proue est l'ancien ministre de l'in-térieur, M. Ali Akbar Mohtachemi, et qui reproche à ses adversaire d'être pro-américains, de trahir l'héritage de Khomeiny.

Les rouhaniyoun se sont estimés lésés par la récente décision du conseil de surveillance de la Constitution, chargée de statuer sur l'éligibilité des candidats, qui, à les en croire, est contrôlé par les parti-sans de M. Raisandjani. Ce conseil a climine environ un tiers des 3 150 candidatures, dont celles d plusieurs dizaines de députés sortants «radicaux». Parmi les «reca-lés» figurent l'ayatollah Sadeq Khalkhali. Cet ultra, lorsqu'il présidait les tribunaux révolutionnaires islamiques, au début de la révolu-tion de 1979, avait envoyé des cen-taines d'Iraniens à la mort sans autre forme de procès

Le conseil de surveillance a-t-il ainsi voulu rejeter sur ce person-nage discrédité la responsabilité de

ces exécutions sommaires? C'est ce options économiques libérales du

qu'a laissé entendre le bouillant ayatollah, qui, au cours d'une conférence de presse, a invoqué l'appui que lui avait toujours accordé l'imam Khomeiny, qui «l'avait repêché lors des élections législatives de 1988 ». Il a estimé que son exclusion ne pouvait que réjouir les «fugitifs de Los Angeles» (les partisans du shah), soupconnant le conseil de « prépa-rer un compromis avec les Etats-Unis, l'Occident et... l'Afrique du

Le boycottage de M. Bazargan

Parmi les autres éliminés - tous appartenant aux rouhaniyoun figuraient l'un des principaux dirigeants des étudiants khomeynistes qui avaient pris d'assant l'ambassade des Etats-Unis, M. Askharzade, un intellectuel respecté; Mª Radjai, la veuve de l'ancien président Radjai, qui avait péri, en 1982, sous les décombres du local du conseil des ministres détruit par explosion criminelle; M. Behzad Nabavi, l'ancien ministre de l'industrie lourde, ainsi qu'un grand nombre de députés radicaux, sanctionnés, selon certains, pour avoir violemment critiqué les

La plupart des exclus - parmi les quels une quarantaine de radi-caux, selon leur journal Salam — ont eu connaissance de la mesure qui les frappait par voie de presse et n'ont pas eu le temps de faire appel. «Qu'à cela ne tienne, a dit le ministre de l'intérieur, M. Abdallah Nouri. S'ils sont inno-cents, le conseil de surveillance pourra revoir leur cas. Si nous n'avons pas rendu publics les motifs de leur exclusion, c'est pour ne pas porter atteinte à leur réputation.»

Les rouhaniyoun ont finalement accepté de participer aux élections «à la demande du guide de la République» et pour défendre leurs idées. Tel n'a pas été le choix de Mehdi Bazargan, premier chef de la République islamique, qui a décidé, avec ses amis du Mouvement de libération d'Iran (MI). ment de libération d'Iran (MLI), de boycotter les urnes, «les condi-tions de liberté et de sécurité» n'étant, à son avis, pas mieux assu-rées que lors des deux précédents scrutins. Il a regretté que ses der-nières tentatives pour obtenir la reconnaissance du MLl aient été « infructueuses » bien que, d'après lui, son mouvement se conforme à la loi.

Jean Gueyras

Après son accident d'avion

M. Arafat a eu droit à un accueil officiel en Tunisie

de notre envoyée spéciale

La Tunisie avait bien fait les choses. Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a eu droit à un accueil officiel – garde d'honneur et hymnes nationaux – pour son retour, vendredi 10 avril, à son quartier général de Tunis, à bord d'un avion libyen.

d'un avion libyen.

Alerte à sa descente de l'appareil, marchant sans aucune difficulté en compagnie du président Ben Ali et de la plupart des responsables tunisiens venus l'accueilir, M. Arafat ne garde plus comme séquelles physiques de l'accident d'avion qui a failli lui coûter la vie que quelques ecchymoses au visage. C'est debont que le chef de la centrale palestinienne a recu, pendant plus de vingt minutes, les félicitations de ses compagnons et du corps diplomatique, dans lequel figuraient la plupart des ambassadeurs européens, dont l'ambassadeur de France. A l'exception de celui du sultanat d'Oman, aucun représentant des pays du Golfe représentant des pays du Golfe n'était présent. Un signe supplémentaire de la rancœur tenace que vouent encore au chef de l'OLP les monarchies pétrolières.

Au dire de ses proches, toutefois, M. Arafat, à qui les médecins ont conseillé de se reposer, demeure très choqué par cette nuit passée dans le désert en compagnie de ses pilotes tués dans l'accident et de ses gardes du corps, pour la plupart

blessés en tentant de le protéger au maximum. Selon des témoignages, l'Antonov 26, à bord duquel voyageait M. Arafat, s'est cassé en trois morceaux en heurtant, à l'atterrissage, une dune de sable.

Si vendredi, à Tunis, l'heure était beaucoup plus à l'émotion qu'au débat politique, tous les res-ponsables de l'OLP mesurent l'ampleur de la catastrophe qu'aurait représenté la disparition brutale de leur chef, celui-ci devrait resurgir assez vite. Nombreux – même si leurs raisons sont différentes - sont ceux qui attendent aujourd'hui de M. Arafat qu'il « profite » de cet accident pour réorganiser la direc-tion de la centrale palestinienne de telle façon qu'une continuité incon-testable soit assurée s'il lui arrivait quelque chose.

Peu, en revanche, osent prédire ce qu'il va faire. « Cet accident est un message ou un avertissement, nous disait l'un d'entre eux, sous couvert de l'anonymat. Va-t-il en tirer la leçon pour mettre en place une direction collective et une administration moderne ou va-t-il en déduire que, protégé par Dieu, il est invulnérable et devenir ainsi de plus en plus autocratique? On va voir, » Cette affaire a ranimé un débat de fond, sous-jacent depuis le début des négociations de paix, quant à l'avenir de la centrale palestinienne dans sa forme

FRANÇOISE CHIPAUX

OFFRE SPÉCIALE TWA.

Volez vers Boston ou Los Angeles avec TWA et prenez la route pendant 1 semaine gratuitement.

(ou profitez de vols intérieurs gratuits).

Boston

gratuits.

Los Angeles

+ voiture ou vols A.R. San Francisco gratuits.

Achetez avant le 25 avril un aller-retour vers Boston ou Los Angeles, TWA vous offre le choix entre une semaine de location de voiture Alamo gratuite ou un vol aller-retour gratuit Boston/New York ou Los Angeles/San Francisco.

Votre voyage doit s'effectuer entre le 1er mai et le 30 juin pour Boston et entre le 2 et le 30 juin pour Los Angeles.

N'attendez pas! Renseignez-vous dès aujourd'hui sur cette offre exceptionnelle auprès de votre agent de voyages ou de TWA au 47206211.

Offre applicable à tous les tarifs Paris/Boston et Paris/Los Angeles. Promotion voiture : sur la base de 2 personnes minimum - Taxes, options et carburant en sus - sous réserve de disponibilité. *Tarifs semaine valables jusqu'au 15 juin 1992. Séjour 7 jours min., 21 jours max. Offre sujette à l'approbation gouvernementale et soumise à des conditions particulières de vente et de transport.

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Pékin va vendre des mini-réacteurs nucléaires

à la Syrie et au Ghana

Pékin va vendre des petits réac-teurs nucléaires à la Syrie et au Ghano, a annoncé, vendredi 10 avril, l'agence Chine nouvelle. Un contrat de 1,1 million de dollars (environ 6 millions de francs) a été signé pour la livraison d'un miniréacteur de trente kilowetts à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au profit du Ghana. La Syrie recevra elle aussi un mini-réacteur de même puissance, ainsi que du combustible. Les Occidentaux ont accusé la Chine de vendre de la technologie nucléaire pouvant être utilisée à des fins militaires à des pays du tiers-monde comme l'Iran, l'Irak, l'Algérie et le Pakistan.

D'autre part, Pékin a affirmé, samedi, avoir pris abonne notes de l'annonce per M. Pierre Bérégovoy (lo Monde du 10 avril) de la suspension en 1992 des essais nucléaires français en Polynésie. Mais elle n'a pas laissé entrevoir qu'elle pourrait s'associer à cette initiative, que M. François Mitterrand avait détail-lés dans une lettre aux chefs d'Etat

Le département d'Etat américain avait, dès le landemain de l'annonce française, déclaré que les Etats-Unis continueraient leurs expériences nucléaires en fonction des besoins de leur sécurité. La Grande-Bretagne, à ce jour, n'a pas pris posi-tion et, pour l'instant, la Russie maintient le moratoire que l'ex-URSS avait décrété sur ses propres essais. - (AP, AFP.)

PÉROU

Les institutions politiques sont en pleine confusion

Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas l'autorité de M. Carlos Garcia, désigné président clandestinement aggraver la crise constitutionnelle au Pérou, a déclaré vendredi 10 avril un haut responsable américain. Ce un haut responsable americain. Ce responsable, qui a requis l'anonymat, a également annoncé que Washington proposerait lundi l'envoi d'une mission de bons offices de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour persuader le président légal du pays, M. Alberto Fuimori, de rétablir les institutions démocratiques. «Le président a démocratiques. «Le président a aboli la Parlement, le Parlement a proclamé la vacance de la présidence. Si les deux côtés restent sur leurs positions, il n'y aura pas de solution rapide», a encore déclaré ce haut responsable.

A Lime, la situation politique est particulièrement confuse. Le président légal du pays, M. Fujimori, s'est livré le 5 avril à un « coup d'Etat »... contre lui-même, en suspendant certaines libertés et le fonctionnement normal des institutions démocratiques. Son vice-prétions democratiques, son vice-pre-sident, M. Carlos Garcia, un protes-tant austère, réfugié à l'ambassade d'Argentine, a été «étu» président, dens la nuit de jaudi à vendredi, per une majorité de parlementaires réu-nis clandestinement à la barbe des autorités. Pour couronner le tout, l'ancien président social-démocrate du pays, M. Alan Garcia, qui serait quelque part dans le pays, a égale-ment proposé ses services.

Les rocardiens apportent à M. Fabius un soutien mesuré

Le comité directeur du PS, réuni samedi 11 et dimanche 12 avril, devait discuter de la rénovation du parti, pour laquelle son premier secrétaire, M. Laurent Fabius, souhaite la convocation d'un congrès à l'automne prochain. Les rocardiens l'appuient avec prudence. Le comité directeur, devant lequel M. Pierre Bérégovoy avait prévu de prendre la parole samedi en fin de matinée, devait se pen-cher, aussi, sur la ratification du traité de Maastricht.

La réunion du comité directeur du PS a été ouverte, samedi matia, par M. Gérard Lindeperg, le numéro deux du parti, qui a consacré son rapport d'activité à la situation créée par les élections régionales et cantonales. Le responsable rocardien a approuvé M. Fabius d'avoir reconnu sans ambages, dès le soir du scrutin, l'échec subi par le PS, « car c'est, a-t-il dit, la condition première pour renouer les liens de la confiance avec un électorat qui s'est exprimé avec vigueur et souhaite être entendu».

M. Lindeperg a insisté sur la perte du département du Nord, signe que les socialistes ne sont « plus en phase avec [lour] base géographique et sociologique tradi-tionnelle », sur le vieillissement de leur électorat, sur leur recul dans les deux régions les plus riches (Ile-de-France, Rhône-Alpes) et dans les départements urbains. « Nous réunissons les signes qui pourraient être ceux d'un déclin durable », a-t-il affirmé.

M. Lindeperg: « fissure morale »

Pour le numéro deux du PS « un parti au pouvoir est d'abord jugė sur l'action du gouverne-ment». Il a rappelé qu'après le « speciacle calamiteux » du congres de Rennes, la cote de sympathic du PS dans les sondages s'était maintenue parce cote de conflance élevée en faveui du premier ministre», M. Michel

Il a analysé ensuite les causes du recul imputables au PS lui-

même : retard mis à « assumer » et à « expliquer » le « grand virage économique » de 1983 ; conditions de l'« ouverture » de 1988; caractère « très superficiel » de la prise en compte du phénomène écolo-giste; « manque de clarté » vis-à-vis de l'extrême droite.

vis de l'extrême droite.

« A ce retard idéologique et à ce flou stratégique, a déclaré M. Lindeperg, il faut ajouter une grave fissure dans ce qui était la dimension morale de l'identité socialiste. (...) Si nous ne voulons pas que cette fêlure soit irréversible, nous devons être, à l'avenir, d'une extrême vigilance et procèder aux opérations chirurgicales qui s'imposent chaque fois que les faits l'exigent. »

A ce suiet. MM. Fabius et Lindepers de la ce suiet la ce suiet

A ce sujet, MM. Fabius et Lindeperg envisagent la mise en place d'une commission de « sages », interne au PS, qui aurait connaître des cas d'inconduite d'flus ou de responsables du parti et qui recommanderait des sanc-tions sans attendre l'aboutissement des procédures judiciaires.

Le numéro deux du PS a souligné, toutefois, que les électeurs qui ont voulu sanctionner le PS ne se sont pas reportes sur les « partis d'alternance », mais « provisoirement réfugiés dans des par-tis auxqueis ils n'accordent pas de crédibilité gouvernementale», et que « les intentions de vote pour la présidentielle sont encoura-

Observant que « la logique des courants suscité plus d'effets per-vers qu'elle n'apporte d'enrichisse-ments au débat d'idées », M. Lindepers s'est prononcé pour le « dépassement d'un système qui ne place pas toujours les meilleurs aux meilleurs endroits », mais, a-t-il précisé, « il faut le faire sans précipitation, en recherchant des convergences», car « la fin des courants ne se décrète pas brutalement, mais se prépare progressive-

Après M. Jean-Claude Petitde-mange, lui aussi rocardien, mem-bre du secrétariat national chargé des élections, M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétariat national, jospiniste, devait revenir sur les résultats des élections, pour souligner, d'abord, que la participa-tion au scrutin régional avait été · le signe d'un « renouveau démomer, a été alimenté par «une

Mª M.-F. Simon-Rovetto

auprès de M. Charles Josselin

Mª Marie-Françoise Simon-Ro-

vetto a été nommée directeur du cabinet de M. Charles Josseliu, secré-taire d'Etat à la mer.

[Née le 21 mai 1950, M= Marie-Fran-

coise Simon-Rovetto est ancienne élève de l'Ecote nationale d'administration -promotion « Droits de l'homme», 1981 -et administrateur civil. Elle est d'abord

hef du bureau du travail maritime et de

chef du bureau du travail maritime et de l'emploi su ministère de la mez, de 1982 à 1985, puis en 1986 et 1987 administra-teur au Conseil économique et social. Elle revient en 1988 à la mez comme sous-directeur à la direction de la flotte

problèmes de la desserte de la Corse et des affaires financières. Depuis 1991, elle était conseiller technique auprès de MM. Jean-Yves Le Drian (mer) et Paul Quilès (équipement et transports), chargée notamment des questions sociales, et en particulier de la réforme du statut des dockers.

u M. Calavia reste directeur du cabi-

set de M. Charasse. - M. Philippe

Calavia a été reconduit dans ses

fonctions de directeur du cabinet de

M. Michel Charasse, ministre du

budget. Ancien conseiller technique,

il était devenu directeur du cabinet

de M. Charasse en 1989.

sans précèdent » et par la « récu-sation du Front national ».

Il devait insister aussi sur le fait que le « déficit électoral » du PS s'était manifesté dès les élections muncipales de mars et les européennes de juin 1989, bien avant le congrès de Rennes de mars 1990, qui, par consé-quent, ne peut pas, selon lui, être considéré comme la cause des déboires subis par les socialistes.

Le courant Jospin en proie an doute

M. Le Gall avait développé ce point de vue lors de la réunion des responsables du courant I du PS, vendredi soir. En présence de PS, vendredi soir. En presence de M. Pierre Mauroy, qui ne s'est pas exprimé, et en l'absence de M. Louis Mermaz, M. Lionel Jospin, qui a décidé de revenir au bureau exècutif da PS (où il prendra la place de M. George Pandra la place de M. George Pandra d'un an accasil régional Langevin, élue au conseil régional d'Ile-de-France), a exprimé devant son courant ses doutes sur l'opportunité du congrès anticipé souhaité par M. Fabius. L'ancien ministre de l'éducation nationale estime que la date envisagée pose des problèmes de calendrier compte teau du débat sur la ratification du traité de Maastricht et de celui qui doit suivre, à l'antomne, sur la réforme des institu-tions. Selon lui, les socialistes commettent l'erreur de provoquer des échéances déphasées par rapport à la vie du pays, qu'il s'agisse de la confrontation du congrès de Rennes - compétition pour le pouvoir dont les enjeux politiques n'étaient pas clairement explicités, - du congrès extraordinaire qui avait adopté, en décembre dernier, le nouveau «projet» du parti ou du remplacement inopiné de M. Mauroy par M. Fabius en janvier dernier.

gnon par M. Pierre Bérégovoy, M. Michel Rocard s'est dit «blen heureux» de la nomination de son ancien ministre de l'économie et des finances. « Je crois que la compétence et le sérieux de ce vieil ami peuvent faire merveille », a-t-il dit.

faute d'expression de M. Mauroy, M. Jospin est conscient que le regroupement qui s'était opéré de son obté à la veille du congrès de Rennes n'est plus assuré de la sta-

Tandis que ses alliés paraissent sur le point de prendre leurs dis-tances, certains de ses amis davantage inscrits dans sa ten-dance, comme M. Jean-Chris-tophe Cambadélis, député de Paris, souhaitent tirer les conséquences de ce qu'ils considèrent comme un échec de ce courant. «Trop de tactique, pas assez de stratégie», a expliqué, en résumé, M. Cambadélis, qui s'est demandé d'autre part si la responsabilité de M. François Mitterrand dans l'affaiblissement du PS, mise en canse par M. Jospin dans son article du Monde, relève d'une serreur s ou d'une,

« volonté » du chef de l'Etat. De son côté, sur France-Inter, M. Jean-Pierre Chevenement a, réitéré vendredi ses critiques sur le traité de Maastricht, dont il sonhaité que la ratification soit soumise à référendum. L'ancien ministre s'est placé dans une attitude d'opposant résolu vis-à-vis de M. Fabius, en dénonçant un « coup d'Etat permanent, un congrès qu'on reporte, puis qu'on avance, qu'on reporte à nouveau et qu'on avance», « En réalité, a-t-il dit, la vie du PS n'est plus vue qu'en fonction des enjeux de pou-voir interne. » M. Chevènement estime que la question de l'appa-rition de deux partia est « ouverte ». « Il pourrait y avoir (...) une gauche libérale et une gauche citoyenne », a-t-il affirmé. Considérée sous cet angle, la perspective du congrès souhaité par M. Fabius prend l'alture d'un processus d'éclatement.

PATRICK JARREAU

□ M. Rocard «heureax» de la L'ancien premier ministre a jug « riche, dense et courageux » le discours de politique générale pro-nonce mercredi par M. Bérégovoy. Refusant de donner des indications précises sur le contenu de son entretien avec M. Bérégovoy, M. Rocard a simplement confié qu'ils avaient évoqué « les dossiers non classés ».

Au comité central du PCF

M. Marchais préconise un « non franc et résolu à Maastricht»

M. Georges Marchais a pré-senté lui-même, samedi matin 11 avril, devant le comité centrai du PCF, les enseignements qu'il tire des élections des 22 et 29 mars. Le secrétaire général du PCF y a surtout trouvé des motifs de persévérer dans sa ligne. La veille, au cours d'une réunion du bureau politique du parti, M. Marchais s'était montré très vif à l'encontre de ses contestataires, et personne n'avait évoque l'éventualité de son remplacement à la tête du parti, dont la numeur avait couru toute la semaine, ni l'éventualité de la convocation d'un congrès extraordinaire.

Analysant les résultats des élec-tions, M. Georges Marchais, dans son rapport introductif, a notam-ment souligné: «Le Parti commu-niste demeure une force qui compte. Certes, notre parti ne retrouve pas son influence de 1985 ou de 1986. Par rapport aux précédentes élec-tions cantonales, il accuse un recui de 300 000 voix et de 1 1 % selon tions cantonales, il accuse un recui de 300 000 voix et de 3,1 % selon le ministère de l'intérieur, 230 000 voix et 2,7 % selon le Monde. Par rapport aux précédentes élections régionales, il perd 910 000 voix et 2,3 % selon le ministère de l'intérieur, 710 000 voix et 1,6 % selon le Monde. Cela voix et 1,6 % seion le Monde, Cela dit, d'autres élections et non des moindres ont eu lieu depuis six ans. montres ont et tien depuis six ans. Or chacun peut constater que notre parti est le seul à rassembler autant de suffrages qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, à l'exception des Verts, dont la progression depuis ce scrutin est sensi-ble »

Le secrétaire général du PCF a ajouté : « Nous n'avons certes pas retrouvé notre influence perdue dans la dernière décennie; nous en sommes encore loin. Mais dans un contexte national et international qui aurali pu nous être très défavo-rable, la courbe de ce qu'on appelais notre déclin électoral a commencé à s'inverser. Cela constitue donc un encouragement à poursuivre nos efforts avec encore plus d'audace et d'esprit créateur.»

Evoquant la nomination de M. Pierre Bérégovoy à l'hôtel Mati-gnon et les orientations du nouveau gouvernement, M. Marchais a ajouté: « Le choix des dirigeants du pays est limplde: on continue. On continue à accabler le monde du travail et de la création et à combler celui de la finance. On continue à tourner le dos aux forces de progrès et à lancer en direction de la droite de pathétiques appeis aux majorités d'idées. Dans ces conditions, l'attitude de noure partiest toute tracée. Nous voulons ampêcher ce gouvernement de porter de nouveaux coups à la France et aux Français. (...) Pour reprendre le mot d'ordre qui a marqué notre campagne électorale, nous voulons agir pour que s'affirme et grandisse l'opposition de gauche à la politique actuelle, à la droite et à l'extrême droite.»

«La marque de l'Allemagne»

M. Marchais a expliqué que les suffrages obtenus par son parti aux élections régionales et cantonales permettent de répondre à « la ques-tion primordiale qu'on pouvait se poser à [son] propos, celle du main-tien ou non de [son] existence». Dès lors, le PCF, selou son secrétaire général, peut développer sa vision d'une « autre politique » notamment en matière d'emploi, d'éducation, de logement et d'envi-ronnement. Il a suggéré la convoca-tion en octobre d'une conférence nationale du parti consacrée à son action dans les entreprises.

Le secrétaire général a exposé ensuite la position qu'il recom-mande face aux débats de ratification du traité de Maastricht. Estimant que « le plus grave réside dans la réalité et la dynamique nées de l'union économique et moné-taire», M. Marchais a déclaré que ce traité porte tout entier « la marque de l'Allemagne ». A ses yeux, les dispositions économiques et monétaires constituent «une raison suffisante» pour dire un «non franc et résolu à Maastricht». Il a dénoncé aussi la «dynamique fédérale » qui est en place dans ce traité et affirmé, que ce dernier propose « à abdique» une grande part de notre souveraineté ». Une telle décision ne peut être prise, a souligne M. Marchais, que par le peuple lui-même. C'est pourquoi il a proposé au comité central de lancer une pétition et une campagne pour réclamer l'organisation d'un

- ۱۰

4371

plating -

Street.

ite , ...

|≥ _{0,5}

A Comment

rich

32.00 2.00

 $\Omega_{\mathcal{M}_{n}}$

Colf de la faction de la color de la color

La Lea

ANDRÉ LAURENS

La nomination des directeurs de cabinet

MER

INTÉRIEUR

M. Yvon Ollivier auprès de M. Quilès

M. Yvon Ollivier a pris les fonc-M. Yvon Olhvier a pris les fonc-tions de directeur de cabinet du ministre de l'intérieur, M. Paul Qui-lès. Il succède à l'ancien directeur de cabinet de M. Philippe Marchand, M. Alain Bidou, qui a lui-même été nommé préfet de la région Midi-Py-rénèes (le Monde du 10 avril) en remplacement de... M. Yvon Ollivier. Ayant effectué son début de carrière dans l'administration des finances. dans l'administration des finances, M. Ollivier était devenu, en 1981, le conseiller budgétaire du premier des ministres de l'intérieur socialistes, Gaston Defferre.

[Né le Zé août 1943 à Brest (Finis-tère), M. Yvon Ollivier, licencié en droit, diplômé de Sciences-Po Paris, ancien élève de l'ENA, est administrateur civil tion générale des impôts où il sera nommé sous-directeur en mars 1980. Consciller technique auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation. de l'intérieur et de la décentralisation, M. Gaston Defferre, en 1981, il est com-missaire de la République de la Haute-Loire en juillet 1983. Après avoir été directeur général des impôts au ministère de l'économie et des finances jusqu'en mai 1986, il devient trésorier-payeur général du Doubs. Nommé préfet des Alpes-Maritimes en décembre 1988, il desirat pafét de la testain Midi Evit. devient préfet de la région Midi-Pyré-nées, préfet de la Haute-Garonne, le 5 fèvrier 1992.]

M. Jacques Lambert est nommé conseiller pour la sécurité auprès du premier ministre

officiel du 10 avril, M. Jacques Lambert, préfet hors-cadre, a été nommé conseiller pour la sécurité au cabinet du premier ministre, en remplacement de M. Ivan Barbot. Comme préfet de la Savoie, M. Lambert avait en la responsabilité du dispositif des Jeux olympiques d'hiver. M. Lambert est issu de la «filière nivernaise» des préfets proches du prési-dent de la République : en llet 1988, il avait été nommé prélet de la Nièvre, où il avait remplacé M. Jacques Fournet, le directeur-actuel de la DST (direction de la surveillance du territoire).

[Né le 24 avril 1948 Il Epinant (Haute-Marne), M. Jacques Lambert est diplômé

Par un arrêté publié au Journal de Sciences-Po Grenoble et ancien élève fficiel du 10 avril, M. Jacques Lamnistrative en 1976 comme admin civil au ministère de l'intérieur, il est ensuite notamment directeur du cabinet du préfet de Loir-et-Cher en 1976, du préfet de la Loire en 1978, du haut-commissaire de la République en Polynésie française en 1980. Chef de cabinet du premier ministre, M. Pierre Mauroy, le 4 août 1983, puis chef de cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Michel Delebarre, en 1984, il devient directeur du cabinet du secrétaire général du gonvernement, M. Jacques Fournet, puis M. Renaud Denoix de Saint-Mare Nommé préfer de la Nièvre, le 22 août 1988, il est titularisé préset en juillet 1990 et devient préset de Savoie.]

LIVRES POLITIQUES

UESTION de cours : quelle

place convient-il de faire à l'extrême droite dans le débat politique, c'est-àdire médiatique? En parler et, a fortiori, lui donner la parole, c'est la légitimer, informer sur les dangers qu'elle représente pour mieux la dénoncer, c'est encore lui faire une publicité qu'elle sait très bien récupérer, Lui interdire de s'exprimer, c'est enfreindre l'un des droits au nom descuels on la combat. A l'inverse, l'angélisme à son égard, le respect formailste des principes républicains. confinent à l'irresponsabilité face à un adversaire qui ne s'embarrasse pas des mêmes valaurs. Enfin, la dérive électoraliste, la tentation du bon coup médiatique, conduisent à un autre risque : celui d'accepter la confrontation

Guy Birenbaum attire justement avec l'extrême droite sur le terrain l'attention sur ce point au début qu'elle choisit, ses thèmes et ses de l'étude sur le Front national qu'il publie. En effet, tout ce que discours, et de prendre ainsi ses mythes pour des réalités. (Exemple : on débat sérieusement des moyens pris ou envisagés pour juguler l'immigration, en fonction des problèmes qu'elle pose et des réactions populaires dûment orchestrées qu'elle engendre, et on ose de moins en moins dire que, quelle que soit l'urgence de ces problèmes et des solutions à leur apporter, elle est un apport positif et, à terme, un bienfait.) Les débats les plus clairement posés ne débouchent pas forcé-

ment sur des conclusions simples, sans doute parce qu'ils abordent de manière trop simpliste une réalité autrement plus complexe. Dans le cas d'espèce, le réalisme politique, autant que la morele (parce que l'extrême droite existe bel et bien et qu'un Etat de droit respecte les principes qui le fondent), la sincérité du débat d'idées, autant que la pression exercée dans ce domaine comme dans d'autres par le système médiatique, commandent une réponse logique et nuancée : il l du clivage idéologique gauche-

L'extrême droite avec précaution

faut faire à l'extrême droite la ! droite a favorisé le rapli vers un olace ou'on lui a laissé prendre, ne seralt-ce que parce qu'elle est, à tort ou à raison, représentative d'une france de l'opinion. Cette place-là, ni plus ni moins, et en se gardant d'en lover tactiquement sur le plan électoral, d'en tirer sur le plan moral un argument de confort intellectuel et de bonne conscience (du genre : il y a las racistes, ou les salauds, et les autres), ou d'en user sur le plan médiatique comme d'un adjuvant de spectacle et d'audience. Bref, il y a des précautions à prendre, même si l'on est animé des meil-

l'on peut dire à charge contre l'extrême droite ne se retourne pas automatiquement contre elle et lui permet, le cas échéant, d'accréditer sa spécificité, de se situer par les filiations historiques qu'on lui désigne, de se constituer comme un parti différent des autres. « Tout producteur d'analyse, observe Guy Birenbaum, doit tenir compte du constat sulvant : l'image du Front national résulte d'échanges que le FN maîtrise parfaitement cer il est le plus cohérent et le mains divisé sur sa stra-

L'étude porte sur le mouvement et non sur son chef de file, Jean-Marie Le Pen. Elle n'en confirme pas moins cette évidence : « Au FN, tout est construit par et pour son président avec la seul objectif de l'amener au pouvoir. » Au-delà de l'information qu'il livre sur cette construction, son histoire, ses sources, son action, l'étendue de ses relais, l'auteur montre comment l'affaiblissement clivage plus primitif et vertical entre ceux qui détiennent les positions de pouvoir dans la société et ceux qui s'en sentent exclus. La frustration de ces demiers est ressentie sur un double registre.; identitaire face à «la menace» de l'immigration, social avec le sentiment d'être écarté du jeu politique. «Le FN se structure, note Guy Birenbaum, en dénonçant exclusions et injustices. Ses dirigeants désignent plus ou moins clairement les responsables de tous les maux de la nation : les immigrés, bien sûr, mais aussi la classe politique, les syndicats, le sme rampant des uns et des autres, les lobbles, les francs-macons, les julfs, etc. > Peu importe la véracité de ces accusations puisque c'est leur charge passionnelle qui, sous une apparente cohérence, solficite l'adhésion. Le succès relatif du Front national est d'avoir donné à un message dont le fond est si pauvre une forme originale et contagieuse, au point de s'ériger en système de pensée qui contamine l'ensemble du monde politique.

Guy Birenbaum montre cependant que « là où existent des discours d'experts faisant autorité et des médias pour les vulgariser, le national-frontisme, bien que simplifié à l'extrême, ne passe pas ». Aussi, déplore-t-il que cette forme de réplique ne lui soit pas systématiquement opposée, surtout dans les domaines où, tel celui de l'immigration, les arguments sérieux de la contre-offensive ne

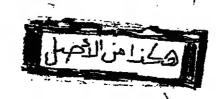
manquent pas. Si l'on cherche davantage d'information sur le phénomène global de l'extrême droite subversive. en France et dans le monde, on la trouvers dans l'ensemble d'enquêtes que propose René

Monzet. Tous les groupes, réseaux. filiations, complicités, couvertures, intérêts qui an composent la trame, ses acteurs, ses sources idéologiques, ses moyens, sont non seviement recensés dans cet ouvrage, mais situés dans une présentation cohérente et confondante de précision. D'autent plus confondante qu'il s'agit, assure l'auteur, de faits non contestables et de renseignements disponibles mais trop épars pour être reliés facilement. Outre l'effet de masse produit, ii y a là un incomparable outil de documentation.

Le minutieux travail de recherche, d'archivage et de décryptage de René Monzat kui permet de proposer une analyse thémetique et de distinguer dans la droite subversive trois grands groupes ayant des passerelles entre sux : «Les bandes armées du capital » qui agissent comme merceneires de puissants intérêts économiques et des régimes qui les servent ; «les chevaliers d'une Europe chrétienne » et « les nostalgiques d'une Europe aryenne». L'auteur repère les maîtres à penser modernes de cet extrémisme et les mythes récurrents qui le structurent, tel celui du complot mondial, toujours vivace car il paraît se vérifier de lui-même, si l'on ne prend pas la peine de le vérifier sérieusement.

René Monzat n'a d'autre ambition que celle d'Informer avec précision pour mieux comprendre, rejoignant en cela la démarche de Guy Birenbaum. Informer au plus près, au plus juste, reste, en définitive, ce qu'il y a de mieux à faire contre le mensonge et les faussaires,

Le Front national en politique. de Guy Birenbaum. Bal-land, 358 pages, 105 F. ▶ Enquêtes sur la droite extrême, de René Monzat. Le Monde Editions, 248 pages.



Les trois partis politiques qui

composent désormals l'opposi-

tion à l'assemblée territoriale de

la Polynésie française ont

adressé au gouvernement central, jeudi 9 avril, un communi-

qué dans lequel ils affirment

qu'il est « urgent de définir, à

l'instar de ce qui s'est décidé pour la Nouvelle-Calédonie, les

bases d'accord en vue de per-

mettre à la Polynésie d'accéder

Les signataires de ce texte sont le maire de Mahina, M. Emile Vernau-don, député non-inscrit, qui refuse de

ceder la présidence de cette assem-blée au maire de Papecte, M. Jean Juventin, élu le 2 avril dans des cir-

Juventin, eta le 2 avril dans des cir-constances controversées (le Monde des 5, 6 et 10 avril), le maire de Faaa, M. Oscar Temaru, conseiller territorial, chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie, et un ancien ministre territorial, M. Boris Léontieff, frère de l'autre déouté non-inscrit. M. Alexandre

député non-inscrit, M. Alexandre Léontieff. Ils estiment que la récente condamnation pour ingérence du

président du gouvernement du terri-toire, M. Gaston Flosse, ancien secré-

taire d'Etat, la dégradation du climat politique et la suspension des essais nucléaires annoncée par M. Pierre Bérégovoy « ont conduit des élus terri-

toriaux et municipaux, ais eus eur regionsales politiques, à se regiouper en nue d'obtenir la dissolution immé-diate de l'Assemblée territoriale».

De nouvelles élections permet-

traient, selon eux, « de mettre en

🗆 Sondages : conflance mitigée à

l'égard du premier ministre et

hausse de la popularité de M. Mit-terrand. — Seion un sondage de BVA publié dans Paris-Match du 8 avril et réalisé le 4 avril auprès

de 992 personnes, 58 % des Fran-çais (contre 31 %) estiment que M. Mitterrand n'a pas su « tirer les conséquences des élections régio-

nales et cantonales». 59 % des per-

sonnes interrogées (contre 30 %) ne

croient pas que la nomination de

M. Bérégovoy permettra à l'ac-

tuelle majorité de « renverser la

tendance » d'ici aux-élections légis-

latives de 1993. Pour la lutte con-

tre le chômage: 47 % des per-sonnes interrogées (contre 48 %) lui font «tout-à-fait» ou «plutôt» confiance. D'autre part, selon un

Légion d'honneur, grâce à l'emre-

gent de M. Wilson, gendre du pré-

sident de la République Jules Grévy. C'est très cher, semble-t-il, pour une croix, même si den ne démon-

tre qu'une acquisition de ce genre soit possible aujourd'hui. Mais

l'honneur, en ce temps-là, n'avait sans doute pas de prix. Et M. Wil-

son, qui en avait fait décorer tant

d'autres à bien moins cher, s'est

fait pincer et beau-papa a do

Par contre, quand en 1888 la Compagnie de Panama aux abois acheta le vote de cent quatre par-

lementaires pour faire couvrir per la

emprunt, elle semble rétrospective-

ment avoir été « correcte », sans

plus : les «chéquards» se négociè-

rent en moyenne aux alentours de 450 000 F par tâte. Mais le saul

d'entre eux qui avous avoir « tou-ché », le ministre des travaux publics Balhaut, n'avait ancaissé

qu'un peu plus de 8 millions, chiffre

qu'on est naturellement tenté de mettre en regard des 25 millions

détournés en 1986 au Carrefour du

En revenche, les médiateurs sui-

valent le filon de beaucoup plus

près, avec un appétit assez com-parable à celui de nos ripoux d'au-

ourd'hui. Comálius Herz, l'homme

à tout faire pour Paneme, ne levait

pas le petit doigt à moins de

25 millions de francs lourds, et

l'ensemble des sommes qu'il a

empochées a coûté bien davantage

aux épargnants du temps de Bou-

langer qu'aux contribuables actuels les 115 millions de l'opération

Mollier après lecture de l'anquête les 115 millions de l'opération matière, l'effet cumulatif du passé de police, le propriétaire du Bazar Greenpeace en 1985 ou le strous sur le présent semble jouer fort de l'Hôtel de Ville, M. Ruel, aurait dans les comptes de la ville peu. En effet, la règle du jeu est la

développement.

à son émancipation».

s'étonnant que les deux députés du territoire « auteurs de déclarations

multiples de loyauté à l'égard de la

France » prennent le risque d'engager la Polynésie « dans l'aventure de l'in-dépendance-catastrophe ». MM. Buil-

lard et Tevane ont rappelé que la majorité avait opté pour «une évolu-tion graduelle» du statut du territoire

et qu'elle est « totalement opposée à l'indépendance à court terme » récla-

. Le ministre des DOM-TOM, pour

sa part, a envoyé le 9 avril aux deux députés et au sénateur centriste du territoire, M. Daniel Millaud, une let-

tre dans laquelle il affirme que la suspension des essais nucléaires

annoncée par le premier ministre constitue « une importante initiative diplomatique de notre pays destinée à accèlerer les négociations internationales

accèlèrer les négociations intérnatio-nales en cours sur le désarmement stratégique et à donner une chance supplémentaire au processus de paix engagé à l'échelle planétaire ».

M. Le Pensec souligne que le centre d'expérimentation de Mururoa

demeure néammoins «un centre

d'intérêt essentiel pour la nation» et que « les conséquences éventuelles que pourrait avoir la suspension des essais

prévus cette année ne sauraient laisser l'Etat indifférent». Le ministre exprime l'intention de « réunir à Paris, sans tarder, les élus de la Polynésie française pour un échange de vues sur l'avenir économique et social de traiteire. Il committe production

du territoire». Il assure les parlemen-taires de son souci de faire en sorte

que la suspension des essais «n'entraîne pas de déséquilibre préju-diciable au développement de la Poly-

groupe centriste, sonbaite consti-

tuer, avant la fin du mois d'avril.

une commission d'enquête sur le

Crédit Ivonnais. M. François d'Au-

bert (UDF), député de la Mayenne, avait vainement demandé à l'As-

semblée nationale au cours de la

session d'automne, la constitution

d'une telle commission parlemen-

taire. M. Pasqua a souligné que le

dossier de La Cinq, dont la banque

est actionnaire, serait vraisemble

blement évoqué par la commission

d'enquête. M. Pasqua s'était porté,

mercredi 15 janvier, au chevet de

la chaîne privée en proposant un

plan de reprise associant les collec-

tivités locales à des partenaires

publics ou privés. La majorité

sénztoriale avait projeté, en janvier

dernier, de constituer une commis-

sion d'enquête à propos de l'affaire

suivante, aussi simplette que forte,

et par conséquent instinctivement

citoyen le plus fruste.

ressentie et respectée par le

Si le régime est galliard, l'affaire

la plus énorme pesse sans grands dégâts aux profits et pertes, quitte

à faire appel à la fermeté des tribu-

naux pour loufiats ou à convoquer

les personnages politiques les plus

encombrants devant leurs pairs

rassemblés en Haute Cour. Mais si

le régime est en difficulté, s'il subit

par ailleurs les effets d'une crise

politique, économique et morale, le scandele financier le plus anodin ou

les populismes, trop heureux de

pouvoir enfin manifester dans la

rue leur haine des «pourris» et de

laricer leur appel au «peuple» ven-

Par deux fois, avec Waldeck-

Rousseau en 1899, avec Blum en 1936, le régime républicain a su convaincre qu'il valait le peine de le

défendre puisqu'il valait mieux que

ne la laisseit accroire la corruption

ambiante. Il a même su, au pas-

sage, signer un nouveau contrat de

mariage avec les Français. En fait.

l'argent malpropre n'aclaboussa

qu'à l'heure du doute. Il faut alors

apprendre à ne plus douter, à

poser le regard au-delà de l'horizon

borné des caffaires». Cet exercice

politique de la confiance à réinven-

ter implique, il est vrai, que le pou-

voir soit capable de passer à la

contre-offensive, en répondant

enfin aux vraies questions que l'ar-

(1) Sur lequel on lira l'excellent et récent travail de Jean-Yves Mollier paru chez Fayard en 1991.

JEAN-PIERRE RIOUX

gent subodore.

geur.

es peut alors rassembler tous

mée par l'opposition,

Regain de tension à Papeete

Polynésie française: l'opposition

demande l'« émancipation » du territoire

place une plate-forme commune sur les mesures institutionnelles, économiques et financières qui conviennent désormais à la Polynésie». Ces trois responsables politiques invitent le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, « à venir en Polynésie pour se rendre comple personnellement de cette situation de crise et discuter des encapements au doivent

discuter des engagements qui doivent être pris par l'Etat».

Cette union de l'opposition est représentée à l'assemblée territoriale par seize conseillers sur quarante et un. Elle est composée du Ai'a Api, formation de M. Vernaudon, du Tavini Huiraatira, le parti de M. Temaru, et du Te Tiarama de MM. Alexandre et Boris Léontieff.

« Cyclone économique

et social»

Cet appel à «l'emancipation» de la Polynésie française « été fermement condamné, vendredi 10 avril, par la

majorité, qui a qualifié cette attitude d'uniconséquente et indignes. Au cours d'une conférence de presse, le

cours d'une conférence de presse, le vice-président du gouvernement, M. Michel Buillard, proche de M. Flosse, membre du Tahoeraa Huiraatira (app. RPR), et le ministre territorial de la solidarité, M. Maco Tevane, membre du Here Aia, le parti de M. Juventin, se sont interrogés sur «l'opportunité de plonger la Polynésie dans la division» alors que le territoire «est menacé d'un cyclone économique et social» si le centre d'expérimentation nucléaire de

d'expérimentation nucléaire de Mururon est mis en sommeil.

«La question de l'avenir institu-tionnel de la Polynésie est une ques-tion qui divise en profondeur et gra-

« plutôt favorables » à la nomina-

tion de M. Pierre Bérégovoy comme premier ministre, 21 % sont « plutôt opposées » et 18 %

sans opinion. Par ailleurs, selon le baromètre mensuel L'Express-

Louis Harris, la cote de popularité

de M. Mitterrand augmente de

2 points per rapport au mois précédent : 36 % des Français approuvent son action, 50 % la désap-

prouvent, 14 % sont sans opinion.

Le sondage a été réalisé les 3 et

4 avril auprès d'un échantillon de

Le Sénet souhaite constituer une

commission d'enquête sur le Crédit lyonneis. - M. Charles Pasqua,

président du groupe RPR au palais du Luxembourg, a indiqué, jeudi 9 avril, que la concertation sénato-

pas oubliée : 12 millions de nos francs dans l'escarcelle du Petit

Journal, 9 millions dans calle du

Figuro et 2,6 millions dans celle du

Temps de 1880 à 1888. Cinq jour-

relistes, hommes de droite comme

de gauche, reçurent 6,6 millions

pour la seule année 1888, dans le

its miliers de lecteurs de leurs

seul but de convaincre quelques

petits milliers de recuers de recuers de feuilles de chou. Et les banques au

passage n'oubliaient pas de pres-ser hardiment le fruit, en imposant

à Panama des commissions exorbi-

tantes pour le placement de ses titres. Le Crédit lyonnais et la

Société générale touchèrent ainsi la

bagatelle de 100 millions de 1992

pour une saule opération de sous-

cription. Ce qui relativiserait, par

conséquent, l'OPA de Pechiney sur

Triangle en 1988, puisqu'elle n'au-rait rapporté aux initiés qu'un peu plus de 10 millions...

« Copains »

et « coquins »

On pourrait poursuivre long-

temps encore ce petit jeu de la comptabilité rétroactive des

e affaires », en suivant la pente du

siècle qui conduisit aux scandales

Oustric ou Stavisky dans les

années 30, au temps des Ligues

qui rêvaient de jeter les députés à

la Seine, ou à ceux de l'immobilier

dans les années 60, à l'heure du

gaullisme des «copains» et des

acoquins». Mais à quoi bon? Car

la logique historique des «affaites»

successives qui ont troublé les

Républiques n'a que faire du

volume de celles-ci. Et en la

matière, l'effet cumulatif du passé

mille cinq personnes.

sondage Louis-Harris, 61 % des riale que dirige actuellement personnes interrogées se déclarent M. Daniel Hœffel, président du

Après les déclarations de M. Bérégovoy sur la corruption

L'argent et la République

acheté pour 1 600 000 de nos d'Angoulême, estimé à 164 mil-

francs son entrée dans l'ordre de la lions en 1990. La presse ne fut

pris part, vendredi, devant le congrès de la CFDT, en polémi-quant indirectement avec M. Iac-ques Chirac – le président de la République va donc prendre les devents Il combité que la Feu-

devants. Il souhaite que la France se détermine, avant l'été, pour don-ner l'exemple de « l'élan politique » à ses partenaires, quitte à apporter ensuite certaines précisions aux modelible d'ambient de traité les

modalités d'application du traité les

plus controversées, et il espère

qu'elle ne se montrera pas conser

sa volomé de ne pas mélanger les genres et de tenir ce débat à l'écart de toutes les considérations de poli-tique intérieure. Dimanche, il

devait prendre notamment l'engage-ment de ne pas donner à sa cam-pagne quelque caractère plébisci-taire que ce soit et il devait répéter

ce qu'il disait déjà le 10 janvier, à Paris, lors des Rencontres natio-

nales pour l'Europe : « l'entends ne

mêler en rien la délibération natio-nale sur l'approbation des accords de

nale sur l'approbation des accords de Maastricht avec aveun des pro-blèmes propres à la politique inté-rieure française. Il n'y aura donc, dans les questions qui seront posées au Parlement pour un certain nom-bre de dispositions à prendre, aucune demande qui pourrait laisser crobe me l'on appropre pour guiant

croire que l'on approuve pour autant la manière dont le gouvernement ou le président de la République se

comportent dans tel ou tel domaine

exterieur au sujet central. Il n'y

aura pas de demande subreptice, ou une question adjointe, qui porterait

Ce serait certes la première fois, sous la Ve République, que le chef de l'Etat parviendrait à obtenir une

trêve de ses adversaires mais, en politique non plus, il n'est pas

nécessaire d'être soi-même angéli-que, ni même d'espérer, pour invi-ter à la sagesse en ayant raison de

vote de M. Jean-Claude Grégoire (majorité gouvernementale) et contre M. Alain de Peretti (RPR), conseiller général, maire

de Sarlat, pour avoir tenté de

violer le secret du vote d'un

demander la démission de

M. René Barou qui, après avoir

reconnu sa «trahison», avait

prononcé de virulentes accusa-

tions de «dopage» et

d'a hypnose » à l'encontre des

secrétariat de l'ancien président.

bres du conseil général et du

Au chapitre des caffaires», notre

fin de siècle est-elle à la hauteur? Nos as du détournement de fonds

publics, nos encaisseurs de com-

les OPA boursières, nos élus pio-chent dans la caisse, nos initiés délictueux, nos orfevres en fausses

ctures, sont-ils de vrais «pros»

ou d'aimebles amateurs, si on les

compare à leurs arrière-grands-pères des années 1880-1900?

A l'heure, par example, du toni-truant scandale de Panama (1)?

La comparaison est délicate, car

le franc-or aux débuts de la Troi-

sième République était encore de si bon aloi qu'il valait bien plus en

espérance patrimoniale et en valeu

d'usage que l'argent trop fluide de 1992, autrement tirallé, lui,

entre les alées du marché mondial,

les caprices des prix et la couleur du moment de la politique moné-

taire nationale. On peut se hasarder

pourtant à l'exercice de mémoire et

de calcul, ne serait-ce que pour

donner à nos agitations en cours un piment, une référence, sinon un

Quelques

ripouilleries

leries chiffres à chiffres, en admet-

tant que le rapport entre le franc

de 1892 et celui de 1992 soit

passible d'une multiplication ou

d'une division par vingt ou vingt-

cinq environ, même si cette

concordance grossière fait sourire

les historiens de l'économie et de

En 1887, nous dit Jean-Yves

Examinons donc qualques ripouil-

point d'orgue, historiques.

issions sur les ventes d'armes ou

membre de l'assemblée.

ALAIN ROLLAT

sur un autre sujet...»

Nouveau rebondissement au conseil général de la Dordogne

M. Alain Félix (PS)

démissionne

tout à fait secondairement, d'ap-

prouver l'entrée dans la Commu-nauté de la Grande-Bretagne. (...) Le référendum a un autre objet. Ce qu'en attend le pouvoir n'a que peu de rapport avec la question posée.»

Ne pas mélanger

les genres

Cette fois, il n'est pas question, pour l'instant, d'organiser un référendum. Pour éviter, justement, toute interférence de politique intérieure, M. Mitterrand vent privilégier la procédure parlementaire. L'importance qu'il accorde à la ratification des accords qu'il a signés au nom de la France conduit à penser que si la représentation nationale n'avalisait pas sa signature, il se tournerait vers le peuple souve-

se tournerait vers le peuple souve-rain. Dans l'immédiat, toutefois, M. Mitterrand gardera sans doute

M. Mitterrand gardera sans doute une marge de manœuvre en évitant de dire a, au terme des débats qui vont avoir lieu au Palais-Bourbon et au Palais du Lunembourg, il réunira les députés et les sénateurs en Congrès ou s'il optera pour l'organisation d'un référendum comme le réclament — non sans arrière-pensées — les communistes et une partie de la droite. Interrogé à ce sujet, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. 2 répondu

M. Roland Dumas, a répondu,

samedi, au Palais du Luxembourg, que « cette question sera tranchée, le

moment venu, compte tenu notam-ment des votes intervenus à l'Assem-blée nationale et au Sénat »

Pour M. Mitterrand, toutefois, la

problématique reste la même. Sou-cieux de réduire au maximum, à défaut de pouvoir l'empêcher, l'iné-vitable querelle interne – à laquelle M. Jacques Delors a déjà lui-même

Le groupe socialiste et appa-

rentés du conseil général de Dor-

dogne a annoncé, vendredi

10 avril; la démission du prési-

dent de l'assemblée départemen-

tale, M. Alain Félix (PS), qui

avait élu dans des conditions

7 avril), au bénéfice de l'âge et

grace au renfort inattendu d'un

élu RPR qui avait affirmé

ensuite avoir été drogué, hypno-

Les socialistes ont motivé leur

décision par « une volonté de

transparence et de morale dans le

« En aucun cas, nous n'avons à transformer indument une mino-

rité en majorité», ont-ils ajouté

en précisant qu'ils ne souhai-

taient pas « porter la moindre res-

ponsabilité de blocage de notre

assamblée devant les Périgour-

En outre, l'ancien président du

conseil général, M. Bernard Bion-

lac, député socialiste, a annoncé

que le groupe socialiste et appa-

rentés avait décidé de porter

plainte contre M. Yves Guéna,

maire RPR de Périgueux et séna-

teur du département, « pour

iniures publiques envers le prési-

dent Alain Félix » et trafic d'in-

fluence sur M. Jean-Michel

Des plaintes seront également

déposées contre M. Pierre Chaus-

sade (RPR) pour diffamation en

séance publique à l'égard de

M. Jean Burg (PS), contre

M. Gérard Fayolle, chef de file

de la nouvelle majorité de droite,

pour avoir tenté d'influencer le

o Démission de trois conseillers

généraux. – M. Jean Rousseau, maire de Vierzon, ex-PS, réélu conseiller régional le 22 mars à la

tête d'une liste Génération Ecolo-

gie, a annoncé, en application de la

loi sur le cumul des mandats, sa

démission du conseil général du

Cher, où il avait été élu le 29 mars.

M. Ambroise Guellec, député UDC

du Finistère et maire de Pouldren-

zic, élu conseiller régional à la tête

de la liste UPF, a choisi également

de se démettre de ses fonctions de

conseiller général, qu'il occupait

depuis 1982. Dans le Val-de-

Marne, M. Lucien Lanier, sénateur

(app. RPR), the conseiller regional,

a décidé de quitter l'assemblée

départementale, où il siégeait

depuis 1988. Des élections par-

tielles auront lieu dans un délai de

Lamassiaude (PS).

comportement politique ».

tisé et «acheté».

Mais le président de la Républi-

dus un tel débat, qui suscite déjà des oppositions résolues au nom de conceptions radicalement différentes sur le rôle de la France en Emone, sans s'exposer directement

Europe, sans s'exposer directement à la censure de ses adversaires poli-

M: Mitterrand n'ignore pas ce qui l'attend. Il sait que si les dirigeants de l'opposition sont partagés sur l'opportunité de ratifier les accords de Maastricht, ils se retrouveront, en revanche, pour l'empêcher de retirer de la suite des événements le moindre avantage politique pour lumême ou pour le l'earti sucialiste et pour hii ôter un moyen de rebondir après la sanction des élections régionales et cantonales. Il devine que les plus pressés des prétendants de la droite à sa succession s'emploieront, autant

succession s'emploieront, autant que possible, à l'acculer à un nou-veau désaven en espérant le voir se démettre de son mandat.

Pour avoir lui-même exploité

toutes les ficelles quand il combat-tait les gaullistes, M. Mitterrand sait parfaitement que les ressources de la dialectique sont inépuisables des qu'il s'agit de camoufier les

petits calculs sous de nobles appa-rences. Il sufficait aujourd'hui è

Popposition de le plagier en repre-nant ce qu'il disait, en 1972, pour justifier son appel à voter blanc ou nul, lorsqu'il cherchait simplement à mettre Georges Pompidou en

référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun : « Ce que le chef de l'Etat demande aux Français, c'est d'abord de lui accorder un blanc-seing et,

Les réactions

après la décision

du Conseil constitutionnel

□ M. Roger Chinaud (UDF): « Beaucoup de légèreté. » -M. Roger Chinaud, secrétaire géné-ral du groupe UREI (Rép. et ind.)

du Sénat, a estimé vendredi

10 avril que M: François Mitter-

rand avait e donné sa signature

avec beaucoup de légèreté sur les

accords de Maastricht ». « Tout cela

démarre mal » a-t-il ajouté, préci-

sant qu'il « s'interrogeait » sur

a l'état d'esprit du président Fran-

cois Mitterrand lorsqu'il a signé ».

O M. Jacques Larché (UDF) :

« Décision claire. » - M. Jacques

Larché, président (Rép. et ind.) de

la commission des lois du Sénat a

jugé vendredi 10 avril la décision

du Conseil constitutionnei « rigou-

m. Daniel Hoeffel (UDF) :

«Notre pays a besoin de l'Europe.»

- M. Daniel Hoeffel, président du groupe centriste au Sénat, a sou-

haité vendredi 10 avril que «le

débat juridique ouvert par le prési-

dent de la République n'occulte pas

les vrais enjeux européens et que

personne n'utilise cette discussion à

d'autres fins ». « Notre pays a

besoin de l'Europe », a-t-il ajouté,

précisant : « L'Europe a besoin

d'une France forte et volontaire,

enthousiaste et unie, pour progres-

ser vers l'union politique, dans le

respect de nos différences, y compris

D M. Jean-Marie Le Pen (FN) :

e Non & Maastricht. w - M. Jean-

Marie Le Pen, président du Front

national, a déclaré vendredi

10 avril que « le traité de Maas-

tricht est contraire à la Constitution

française (...) comme le Conseil

constitutionnel lui-même l'a

reconnus. Ce traité est « nul et de

nul effet, a ajouté M. Le Pen, dans

la mesure même où il a amorcé la

fin de la France et de son histoire

millènaire». « Non à Maastricht!

a M. Jean-Pierre Chevenement

(PS): « Un référendum sera judi-

cken, s - L'ancien ministre de la

défense, M. Jean-Pierre Chevène-

ment, a estimé vendredi 10 avril

qu'un a réserendum sur Maastricht

sera judicieux » et a reitere son

souhait de voir aun grand et vrai

débat argumenté » sur le traité,

un traité très frileux » qu'il sou-

haite voir « amendé et renégocié ». « Ce traité de politique monétariste

va enfoncer l'Europe dans une

période de stagnation prolongée »,

a-t-il ajouté, admettant qu'il

n'avait a jamais partagé cette

espèce d'uléologie européiste qui est

la constante de la politique de

François Mitterrand ».

Restons français! > 2-t-il conclu-

de nos différences juridiques. »

reuse et claire ».

P. Personal a +3 = -

h # 100 - 200 -The second second



« Rendez ferme la justice de France!»

La réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté incompressible de dix-huit ans, a été requise vendredi 10 avril contre Fouad Salah, trente-trois, Omar Agnacu, trente ans, et Hassan Arous, trente-huit ans, devant la cour d'assises de Paris. L'avocat général a d'autre part demandé une peine de quinze à vingt ans contre Abdelhamid Badaoui, trente-trois ans, en considération de sa coopération à l'enquête de la police sur les attentats meurtriers commis en 1985-1986 dans la région parisienne.

Affectant de lire le Coran, comme écrasé provisoirement par la puissance vocale de Gilbert Ginsburger, Found Salah a pour une fois ravalé ses injures. L'heure du réquisitoire avait sonné, « l'heure de la reddition, l'heure

rPlus jamaie ça i> Tel fut le leitmotiv de l'avocat général invitant «instamment» les sept juges professionnels composent la cour d'essises spéciale à chasser toute vélléité de mansuétude. «Comment votra fermeté ne serait-ella pas acquise? s'est-il écrié. Vous examinez les feits les plus graves que notre pays alt connus en temps de petr. Vous jugez aujourd'hui des crimes en réalité inexpia-

En rappelant à grands traits ce que furent les trois vagues d'at-tentats de 1985-1986 dans la région parisienne, l'avocat général a dénoncé la stratégie du Hezbolleh pro-iranien s'appuyant sur eun islam dévoyé», relayé à Paris par des « des illuminés moyenageux aux phantaimes débiles ».

Dans un hommage aux policiers de la DST, Gilbert Ginsburger a noté que l'arrestation de Foued Salah en mars 1987, alors qu'il déménageait du nitrate de méthyla dissimulé dans des bouteilles d'arak, avait permis d'éviter une quatrième vague d'attentats bien plus meurtrière que les premières. ell était prévu un mitraillage sur les Chemps-Elysées, a révélé l'avocat général, précisant que d'énormes quantités d'explosifs avaient été cachés dens la forêt de Fontainebleau ainsi que 6,5 kilos d'héroine destinés à financer le réseau de

En quelques phrases, le repré-sentant du ministère public a caractérisé chacun des quatre eccusés : « Salah, l'âme damnée du groupe, un homme qui n'est que haine, que rage. Il fut le guide des artificiers venus de Beyrouth, le maître-d'œuvre de cheque attentat»; «Omer Agneou, qui ne se souvient de rien mais qui stocke chez ki les explosifs et devent qui les artificiers fabriquent leurs

bombes »; «Hassan Aroua, qui conduit les terroristas sur les lieux des attentats. Regardez-le la têta courbée. Est-ce le l'attitude d'un innocent ? » ; « Abdelhamid Badacui, accuelli à Paris pour qu'il se ses études - la France est bonne mère - et qui la remercie en s'engageant dans une équipe de tueurs » .

> « Gifte sur gifle »

« Tous pouvaient dire non! Tous pouvalent se dégager!», s'est exclamé Gilbert Ginsburger, qui refuse le thèse d'Omar Agnacu et d'Abdelhamid Badaoui, qui se seraient « engagés par amitié ou par inadvertance».

Alors tombent les réquisitions, affleure le regret de ne pouvoir demander une peine de sûreté incompressible de trente ans qui n'e pas été prévue par le législa-teur dans la loi du 9 septembre 1986 et s'exprime la crainte que les peines prononcées per la cour d'assises ne soient en partie des leurres tant cas demières peuvent être «diminuées» au fil du temps.

Mais avent de se rasseoir, l'avocat général devait évoquer dans un souffle puissant « les gisants, les mutilés s, cet immense cortège des victimes. «Ecoutez ces vob du silance qui montent vers vous a lancé le magistrat. Ecoutez-les demender justice pour leurs larmes

du peuple de Paris, la plainte de les accusés écrasés, de cingler : «Face à leur délire sanguinaire, juges, vous qui composez cette cour d'assises, rendez fière, ren-dez ferme la justice de France la.

De nombreux evocats représentant les parties civiles comme Mes Olivier Schnerb, Gilles Dussert, Nathalia Carrère et Nathalia Mula avaient auparavant plaidé pour que «la perpátuité de la douleur rime efficacement avec le perpétuité de la peinas.

Mais il revenalt à Me Jacques Chanson, conseil de l'association SOS-Attentats, de conclure. Evoquant le rôle de l'Iran, la grâce résidentielle accordée à Anis Vaccache, chef d'un commando de terroristes pro-iraniens, Me Chanson s'est indigné : « Gifle sur giffe, vollà ce que reçoivent les victimes! Elles ont le droit de dire : on ne libère pes des assassins. Il ne faut pas que la pouvoir politique trahisse la Justice pour des reisons politiques ou de vulgaire négoce. Il ne faut pas accepter de relations diplomatiques avec un pays qui a versé le sang d'inno-

Prochaine audience lundi

LAURENT GREILSAMER

La catastrophe minière de Forbach devant le tribunal correctionnel de Sarreguemines

Six mois de prison avec sursis ont été requis contre le responsable du puits Simon

Les débats du tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle) sur la catastrophe minière de Forbach - qui avait fait vingt-deux morts et cent trois blessés le 25 février 1985 - se sont achevés vendredi 10 avril. La ministère public a requis une peine de prison de six mois avec sursis contre M. Jacques Richard, chef de siège du puits Simon. Le juge-ment en délibéré sera rendu le 23 juin prochain.

SARREGUEMINES

de notre envoyé spécial

Cent six heures d'audience pour l'autopsie d'une tragédie et, au bout du compte, la conviction de M. Michel Senthille, procureur de la République, que la direction est responsable de « maladresse, imprudence, nègligence et inobser-vation du règlement». Un très long réquisitoire lui a permis de traiter chaque point de la bataille d'ex-perts qui s'est déroulée au cours de ces deux dernières semaines. L'audition des spécialistes n'a abouti qu'à une seule certitude : le drame est dil à un coup de grisou. Dans ces conditions, il faliais déterminer les « causes probables » de la concentration de gaz dans la veine 18, réputée pourtant peu «grisou-

tre-expertises, M. Senthille a acquis la certitude que plusieurs fautes ont été commises. Il n'a pas été procédé à une inspection des installations avant la reprise du travail alors que la production avait été arrêtée pendant quarante-huit heures. Pour lui, la nappe de grisou n'a pu se former qu'à cause d'un « dysfonctionnement » du système d'aérage et de ventilation. Il a même précisé qu'il a dû se pro-duire un « déboîtement » dans les

L'ouvert

Mode

demploi

Le procureur de Sarreguemines a aussi reproché au responsable du puits Simon de ne pas avoir équipé e chantier de tous les dispositifs de sécurité reconnus fiables (notamment des détecteurs de grisou et un arrêt-barrage entre les deux sites d'extraction), de surcroft peu coliteux et faciles à installer. a Ce n'était donc pas demander à M. Richard, s'est-il insurgé, de s'af-franchir de la rentabilité de son exploitation. » Et de conclure : « En ne se donnant pas les moyens d'apprécier l'accumulation de grisou, l'exploitant a commis une faute qui a conduit le personnel à descendre au fond de la mine alors qu'il n'aurait pas du le faire.»

« Victime expiatoire »

La défense, représentée par M. Bernard Dartevelle, a axé sa plaidoirie sur la pécessité du tribunal de juger sur des « certitudes » et non pas sur des « probabilités ». Pour lui, les « convictions » du ministère public ne sont que des « kypothèses », donc sans valeur juridique. L'avocat de l'ingénieur des Houillières du Bassin de Lorraine (HBL) a également mis en exergue l'ambiguité de ce procès. Si les familles des victimes et les sondicats (CGG, CGT, CFDT) se sont portées partie civile, ce n'est pas tant pour faire condamner le chef de siège - qui, en déclarant dès l'ouverture des débats qu'il était « seul maître à bord » au puits Simon, a secepté de servir d'unique «fusible», mettant ainsi à l'abri son employeur et le second inculpé, M. Jacques Naquet, son adjoint - que pour évoluer vers une « sécurité absolue ».

Pour Me Dartevelle, il est fait « le procès d'un mode d'exploitation à un homme dont le seul pouvoir était ses compétences professionnelles et sa capacité d'appliquer de manière intelligente les règlements d'exploitation et de sécurité». C'est. vrai que M. Richard, qui jouit visiblement d'une bonne réputation chez les «gueules noires», fait figure de «victime expiatoire». Ny-a-t-il pas eu un murmure de réprobation dans la salle de la chambre correctionnelle lorque le procureur n'a pas cru utile de demander une peine contre M. Naquet?

MARCEL SCOTTO

Le demandeur d'asile face à ses juges

Des avocats et des assesseurs dénoncent les «bavures» de la commission de recours des réfugiés

réponse à l'unique question du pré-sident. Non, il n'a jamais été militant politique dans son pays. Réponse sincère mais imprudente. Le jeune Péruvien se dit persécuté par les guérilleros du Sentier lumi-neux. L'interrogatoire tourne court. « Bon, on va réfléchir à tout ça. »

« Affaire suivante», interrompt le magistrat, qui a manifestement tranche. L'audience aura duré qua-tre minutes. Faute d'avoir fait état de persécutions précises, le Péruvien n'obtiendra pas le statut de réfugié politique qui lui aurait per-mis de vivre légalement en France.

Avec le Kurde de Turquie qui comparaît ensuite, épaulé par un avocat et plusieurs compatriotes, le dialogue est plus long, plus appro-fondi. Le demandeur d'asile invo-que les violences commises contre plusieurs membres de sa famille. Dans son village, il a refusé de collaborer avec la police et serait jeté en prison s'il y retournait, plaide son conseil. « Récit non cré-dible, connaissance politique théorique, pas de marque de torture», a tranché l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) pour lui refuser la carte de réfugié. A l'audience, pourtant, l'annulation de cette décision est proposée par le rapporteur, qui souligne au contraire le « récit dense et personnalisé ».

Ainsi va la commission de recours des réfugiés, où se joue un condensé exemplaire et parfois caricatural des relations Nord-Sud. D'un côté, défile en continu la a misère du monde » cherchant refuge en France. De l'autre, trois juges séparent le bon grain des per-sécutés de l'ivraje des pauvres en quête d'une vie meilleure. Les premiers sont protégés par la Consti-tution française et la Convention de Genève, les seconds sont consi-dérés comme de simples immigrés clandestins. Tous ceux qui compa-raissent ont déjà essuyé un premier refus de l'OFPRA. Ils ont fait appel devant la commission dans l'espoir de figurer parmi les 5 % à 7 % des dossiers qu'elle repêche.

Prouver les persécutions

La tâche est lourde pour ce tribunal présidé par un conseiller d'Etat, assisté de deux assesseurs, représentant l'un le conseil d'admiaistration de l'OFPRA, l'autre le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU. Ils doivent principalement juger de la réalité des persécutions alléguées par les draient parfois le de demandeurs d'asile et de leur d'asile et son interprète.

preuve formelle - les tortionnaires ne délivrent guère de certificat de torture -, les éléments subjectifs déterminent la plupart des déci-

Un séjour en prison attesté par des coupures de presse, voire par des marques sur le corps, un avo-cat combatif, un président et des assesseurs au fait de la situation politique dans le pays concerné, penvent ouvrir les portes de la France. A l'inverse, l'incapacité d'utiliser la langue française, l'ab-sence d'un conseil, la maladresse condamnent presque automatique-ment à l'échec. Ainsi, le requérant qui s'affirme d'emblée comme anon politique», évoque sa famille vivant en France ou la pauvreté dans son pays d'origine, est pré-sumé a migrant économique», et donc débouté.

« Roulette russe 4

Ce gigantesque Mauritanien engonce dans un costume-cravate de circonstance fixe ses juges d'un air absent. Il ne comprend pas le français et comparaît sans avocat, mais son dossier fait état de persécutions par les Maures blancs de son pays. Son interprète lit une lettre qu'il aurait reçue d'un ami resté au pays lui conseillant de « continuer sa vie misérable en France » plutôt que rentrer chez lui où la police le recherche. Lettre stéréotypée, absence de témoi-gnage : aucune chance. Circonsgaage : autune cance. Citeons-tance aggravante, le Mauritanien est présumé avoir rejoint une par-tie de sa famille qui vit à Paris. Sur un signe de l'interprète, l'Afri-cain se lève pour sortir. Il n'enten-cie de la régidant de décare condra pas le président de séance sou-pirer : « C'est vraiment dommage qu'on ait abandonné la Mauritanie

nır qu'ils viennent tous ici.» Ce type de réflexion a fait sortir de ses gonds M= Catherine Panetrat, en octobre dernier. Professeur de droit, elle a siège pendant un an à la commission en tant que repré-sentante du Haut Comité aux réfugiés des Nations unies. Dans une lettre de démission rédigée au vitriol, elle compare les délibérés à « une partie de roulette russe» où wie sort des requérants dépend pour l'essentiel de l'opinion du président sur leur race et leur origine», tout en admettant que « certains présidents sont admirables». Elle cite des propos xénophobés et ironise sur la surdité de certains conseillers d'Etat à la retraite qui confondraient parfois le demandeur

Assis seul devant ses trois juges, conformité à la Convention de M^m Panetrat anfonce le clou en en septembre 1986, M. Jean-Jac- pas de résoudre les problèmes de balance négativement la tête en Genève (I). Devant l'absence de rendant publique une irrégularité ques de Bresson ne dément pas la l'immigration». de procédure dont elle a été-témoin. En octobre dernier, une avocate a la surprise d'être invitée à plaider deux fois le dossier d'un Sri-Lankais à deux semaines d'intervalle. Elle s'étonne et apprend par M= Panetrat qu'une décision favorable à son client a été prise à l'issue du premier délibéré, mais que l'affaire a été rouverte pour permetire à l'OFPRA de fournir

des éléments nouveaux. L'avocate, qui n'en a pas été informée, refuse de plaider à nouveau, d'autant que la formation de jugement a été modifiée dans l'intervalle. « Magouille», accusent des avocats. « Erreur de secrétariat», se défend le président de la commission, M. Jean-Jacques de Bresson, qui souligne que le statut de réfisqui souligne que le statut de réfu-gié a finalement été accordé au Sri-Lankais... « Pour éviter le scandale», rétorquent les avocats

L'affaire, dénoncée par la Ligue des droits de l'homme, en serait restée là si un scénario comparable ne s'était renouvelé avec une autre avocate. Cette fois, c'est le dossier d'un Mauritanien déjà plaidé en septembre qui revient à l'audience en décembre devant une present des la lancoure de la l autre formation. Deux décisions, signées de deux formations diffé-rentes mais heureusement concordantes, sont successivement com-muniquées à l'intéressé. Celle datée de décembre sera ultérieurement « rectifiée » par une autre datée de septembre, comme si la deuxième audience n'avait pas eu

« Erreur d'aiguillage»

En janvier 1992, c'est un Bengla-deshi déjà jugé quatre mois plus tôt qui est reconvoqué. Son avocat découvre au dossier qu'un tampon apposé pour signaler que la déci-sion qu'il attend a bien été rendue le 17 septembre a été biffé et remplacé par la mention manuscrite «affaire renvoyée». Entre temps, le président de la commission a demandé des précisions à l'OF-PRA. Une seconde audience a lieu en janvier. Mais la décision finale-ment publiée est censée avoir été ine een séance publique» en octobre, avant que le président ne demande l'avis de l'OFPRA sur... le même dossier. Elle accorde le statut de réfugié, mais accrédite, aux yeux de l'avocat, l'idée qu'on a cherché à censurer une décision favorable à son client.

Conseiller d'Etat honoraire nommé président de la commission

réalité de ces dérapages, qu'il qua-lifie de emalénièndus pour le pre-mier, d'a erreur d'aiguillages lié à des « problèmes de greffe» pour les autres. Il souligne sussi la nécessité d'assurer le cohérence de la juris-roudence d'une commission décorprodence d'une commission désormais éciatée en quarante-cinq formations distinctes. Cohérence qui peut, selon lui, justifier la réouver-ture de certains dossiers lorsque des faits nouveaux surgissent. M. de Bresson a d'ailleurs inspiré un projet créant une « instance régulatrice » qui, selon ses détrac-teurs, lui permettrait de réformer les décisions qui ne lui agréent pas.

« Comment jurer qu'il n'y a aucune erreur de procédure dans une juridiction qui a examiné 68 000 dossiers en 1991?», interroge le haut magistrat, ancien directeur général de l'ORTF. La commission ressemble, il est vrai, à une bouture montée en graine. La discrète instance rendait, voici vingt ans, 350 dossiers par an dans une salle du Conseil d'Etat. C'est anjourd'hui une usine qui tourne jusqu'à cinq jours par semaine et sept heures par jour dans neuf salles d'audience réparties entre Fontenay-aux-Roses, le Palais de justice et la rue de Tolbiac à Paris. Elle a public l'an passe 61 000 décisions, sept fois plus qu'en 1986. Pour ce faire, la commission a dû recruter parmi les conseillers d'Etat en activité et surtout honoraires, les conseillers-maîtres à la Cour des comptes et les présidents de tribunal administratif.

Cette situation s'explique par le gigantesque retard accumulé, faute de moyens, par l'OFPRA, et par la décision gouvernementale de le résorber à partir de 1989. Le délai d'attente, qui pouvait alors attein-dre trois ans, a été réduit à moins de trois mois en moyenne. «Avec le maintien de garanties juridiction-nelles sans égal dans le monde», précise M. de Bresson. Les avocats et assesseurs qui expriment leur malaise ne nient pas la qualité for-melle du système français dont ils défendent les principes (2). Ils dénoncent, en revanche, l' «hypocrisie » de son fonctionnement

Le demandeur d'asile n'est convoqué par la commission que s'il le demande expressément. Ceux qui ne lisent pas le français et n'ont pas d'avocat ont peu de chances de saisir cette subtilité écrite au dos d'un imprimé. « On traite les étrangers au mieux comme des mendiants, au pire comme des voleurs», accusent des habitués de la commission. «La commission est chargée d'un tri difficile entre réfugiés politiques et non politiques, répond M. de Bresson,

Rester à faire cesser le trouble eté par les récentes «bavures» sur le système de traitement des andes d'asile, bastion avancé des libertés publiques hérité des idéaux républicains. La commis-sion des recours, l'un des derniers sas légaux pour l'entrée en France des étrangers, voit converger sur elle toutes les tensions migratoires. Raison de plus pour préserver son irréprochabilité et la tenir à l'écart du lourd climat du débat français sur l'immigration.

PHILIPPE BERNARD

(1) La convention de Genève de 1951 complétés par le protocolo de New-York de 1967 définit le réfugié comme «toute personne qui, craignant avec raison d'être persécuté du fait de sa ruce, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

(2) Les décisions de l'OFPRA sont sus-ceptibles d'appel devant la commission de recours, dont les décisions peuvent elles-mêmes faire l'objet d'un pourvoi devant le Conseil d'Etat.

Le Monde VOYAGES

TERRES DE FRANCE

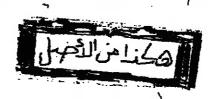


Le Monde voyages vous propose reportages, guides et sélections pour découvrir et choisir le lieu de vos prochaines évasions.

Supplément magazine avec

Le Monde

MERCREDI 15 AVRIL (numéro daté 16)



MICHAS VIAL

qu'ils se trouvent en Asie ou en

Europe, doivent utiliser les recettes

éprouvées par la Walt Disney Ima-

La recette repose sur des attrac-

tions bien rodées, un parc où le

visiteur, pris en main dès l'entrée,

est conduit là où il doit aller, sans

faire un pas de côté. Les tapis rou-

lants servent autant à soulager l'ef-

fort qu'à canaliser l'imprévu, l'en-

nemi mortel de ces grands

professionnels que sont les hommes

de Disney. Le hasard est donc sys-

tématiquement traqué. Tout est

parfaitement contrôlé. Les specta-

cles et l'enchaînement des attrac-

tions se déroulent comme un ballet

huilé. Les points de vue sont tous

soigneusement étudiés, comme les

objets sont carrossés pour être

observés sous un angle précis. Un

Disneyland, c'est un immense film

se déroulant devant des visiteurs

qui ont l'illusion de bouger dans un

Les bătiments implantés sur le

pourtour du parc d'attractions pro-

cèdent de la même logique cinéma-

tographique. Les hôtels, par exem-

ples. Il sont six, totalisant cinq

mille deux cents chambres, disposés

autour du Lake Buena-Vista. Des

architectes européens ont été

contactés pour les réaliser : Jean

Nouvel, Christian de Portzemparc,

Hans Hollein, Rem Koolhaas ou

Aldo Rossi: tous recalés. « Leurs

projets étaient parfois splendides,

explique Robert Fitzpatrick. Mais

ils étaient mai adaptés à notre pro-

jet. Celui de Jean Nouvel, un monu-

ment très impressionnant, n'était

pas assez hidique, celui de Portzem-

pare s'accordait mal avec ses voi-

sins, celui de Koolhaas, que j'aurais

vraiment aimé construire en Califor-

nie, ne correspondait pas à notre

budget. » Aldo Rossi, à qui on veut

faire refaire sa copie, refuse et,

piqué, envoie une lettre à Fitzpa-

trick où il compare ses déboires à

ceux du Bernin « recalé » par

Louis XIV. Et de conclure : « Je ne

suis peut-être pas le Bernin, mals

vous n'êtes sûrement pas

ginering.

HEURES LOCALES

L'ouverture d'Euro Disney à Marne-la-Vallée

Pour séduire les Européens en France, les Américains ont gardé Mickey mais ont recruté Jules Verne

CHERNOBYL cultu-rel», Ariane Mnouch- l'Opéra-Bastille? Le divertissement kine n'a pas máché ses mots pour qualifier l'implantation d'Euro Disney à Marne-la-Vallée. En l'entendant, Robert Fitzpatrick a cru tomber de sa chaise. N'avait-il pas invité la responsable du Théâtre du Soleil à faire le voyage aux Etats-Unis pour visiter les parcs d'attractions de la firme? Celle-ci n'avait-elle pas accepté de poser au bras de la célè-bre souris? Finalement, le président de la société Euro Disney n'a voulu voir qu'une boutade dans le propos de « sa grande amie française ». Propos pourtant repris, cà et là, jusque dans l'entourage du ministre de

Robert Fitzpatrick, qui se flatte de bien connaître la société française - et donc le rôle que les intellectuels y jouent, - est à la fois irrité et préoccupé par ce tir de barrage. « J'ai été scandalisé, confiet-il, d'entendre le conservateur d'un grand musée parisien faire état de la différence qui existerait entre son public et celui de Disney. Il affirmait qu'aucun visiteur du parc ne viendrait fouler le sol de son établissement. Doit-on ignorer Vinci parce qu'on apprécie le western? Pour moi, la culture n'est pas une sèrie de petites boîtes imperméables. Nous voulons divertir, c'est vrai, mais pourquoi établir une ségrégation entre ceux qui viendront passer qua-rante-huit heures à Marne-la-Vallée

Mode d'emploi

Situation : 32 kilomètres à l'est de Paris, en Seine-et-Marne, secteur IV de la ville nouvelle de Mame-la-Vallés.

Création: lettre d'intentions signée la 18 décembre 1985, oar Laurent Fabius, premi ministre, Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'ile-de-France, et Paul Séramy, président (UDF-CDS) du conseil général de Seine-et-Marne. Convention signée le 24 mars 1987, par Jacques Chirac, premier ministre, Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, Michel Giraud et Paul Séramy.

Début des travaux : août

Quverture : 1" tranche. dont le 1º parc à thème Euro Disneyland, dimanche 12 avril. La 2º tranche, dont le 2º parc à thème Disney-MGM-Studios-Europe, est prévue pour 1995. avec, outre les attractions. 3 400 chambres d'hôtel supplémentaires et un Palais des congrès (2 000 slèges).

Superficie: 1" tranche: 600 ha, 6 hôtels, centre de divertissement, golf; totale: 1 943 ha (le cinquième de Paris).

Horaires : ouvert tous les jours. Jusqu'à fin octobre, de 9 à 19 heures ; jusqu'à minuit pendent les vacances sco-

Prix d'entrée : 1 jour, accès illimité à toutes attractions et spectacles, 12 ans et plus : 225 francs, 3 à 11 ans : 150 francs, moins de 3 ans gratuit. Passeport 2 jours (consecutifs ou non) : 425 francs et 285 francs. Passeport 3 jours (consécutifs ou non): 565 francs et

375 francs. Activités : 30 attractions, 32 boutiques, 29 restaurants, 6 hôtels, 5 200 chambres (550 à 1 950 francs la nuit pour 4 personnes), campingcarevaning avec bungalows, un golf de 18 trous, clubs de mise en forme, patinage, location de bateaux. Centre de divertissement et de spectacles (18 000 m²)... et 360 000 arbres plantés.

est aussi une forme de culture. Les Français le savaient bien. Auraient-ils perdu la mémoire?»

Mais ce que reprochent les intellectuels à la société Disney, avec plus ou moins de véhémence selon le degré de leur irritation, c'est l'implantation brutale, sans nuances, sur des terres briardes, d'une portion du rêve - ou du canchemar américain, voire d'un morceau de «sous-culture». «On aurait pu souhaiter que les attractions accordent une place plus belle à la culture des différents pays d'Europe, regrette Jack Lang (1). Tel n'est pas le cas.» Fallait-il « européaniser » le projet pour mienx le faire passer? « Nous avons fait des enquêtes auprès de dizaines de milliers d'Européens, répond Robert Fitzpatrick. Tous nous ont donné la même réponse : nous voulons un vrai Disneyland, pas un parc au rabais. N'essayez pas d'être plus européens que les Européens : vous vous tromperez et vous

Jean-Claude Carrière sur grand écran

originale, les scules modifications apportées sont d'ordre climatique (élimination de certaines attractions qui ne supporteraient pas l'humidité de l'Ile-de-France, comme Jungle Cruise) ou gastronomique (toutes les cuisines européennes seront représentées). L'image du Far West - « plus forte en Europe qu'aux Etats-Unis», insiste Robert Fitzpatrick - a même été renforcée. Au centre du parc d'attractions, le château est censé « s'inspirer des Très Riches Heures du duc de Berry ». Le résultat est un énorme cornet de crème glacée, que même Louis II de Bavière aurait eu du mal à imaginer.

Discoveryland, en revanche, le monde futur va à travers les lunettes de Jules Verne, est inédit. Il remplace le Tomorrowland américain, jugé « périmé ». Son attraction centrale sera un film de vinet minutes projeté sur un écran de 360s. Le scénario est né d'une idée de Jean-Claude Carrière. Il met en scène l'auteur des Vingt Mille Lieues sous les mers et sera interprété par Michel Piccoli et Depardien. Cette œuvre de fiction raconte un voyage à travers le temps. Les Français parlent leur langue, les étrangers rencontrés au cours du périple (H. G. Welles, Vinci), la

Ailleurs, l'anglais est dominant. Les grandes sections du Magic Kingdom ont gardé leurs noms originaux - Mainstreet, Adventureland, Westernland, Senie concession : les personnages des contes européens, base de la mythologie disneyenne - Cendrillon, Blanche-Neige, la Belle au bois dormant sont désignés par leurs noms propres. « Nous n'avons pas traduit le nom des principales auractions pour favoriser le dépaysement : les visiteurs doivent avoir l'Impression d'être ailleurs, explique Robert Fitzpatrick. En revanche, la langue française sera prédominante dans la signalisation et dans la présentation des spectacles. N'oublions pas non plus que ce parc est destiné à toutes les, nations qui composent l'Europe. a Un concept américain destiné à tous les Européens, le projet initial n'était pas aussi net, au début des années 80, quand Michael Eisner s'est assis dans le fauteuil présidentiel de la Disney Company.

L'idée d'installer un parc d'attractions en Europe a germé à cette époque. Les quatre cents employés de Walt Disney Imaginering, la succursale chargée d'élaborer les idées qui seront mises en œuvre par la compagnie tout entière (les nouvelles attractions en particulier), font donc marcher leur matière grise. Jon Jerde, un architecte californien, mentor des Jeux olympiques de Los Angeles, qui travaille volontiers dans l'aléatoire et le collage, leur est associé. Un autre architecte - français, - Jean-Paul Viguier, est consulté pour « donner des tuyoux sur l'Europe ». Des dizaines de visites sont organisées à travers le Vieux Continent, histoire



ques » : San-Giminiano, Bruges, Bath, Baden-Baden, Monte-Carlo, Copenhague.

Les dirigeants de Walt Disney doivent répondre à quelques questions très rapidement : Peut-on transposer en Europe une réplique des pares d'Orlando et d'Anheim? Faut-il créer une sorte de patchwork des grands lieux européens de villégiature? Doit-on revenir à la source des mythes disneyens (Perrault, Grimm)?

De l'utopie à la rentabilité

Un séminaire se tient à Palm-Springs, en Californie. Là sont réunis les grands patrons du groupe. Au bout de deux jours, la réponse est nette : pas d'adaptation, on fera en Europe ce qu'on sait faire. La panoplie éprouvée en Floride. en Californie et au Japon se retrouvera donc au milieu de la Brie. Jules Verne, mythe déjà dégluti par le système Disney, sera la seule concession à la culture française.

Mais y a-t-il un système, une «idéologie» Disney? Il existe un petit film, rarement montré, qui peut être considéré comme le testament du fondateur de la firme. On

y a là un univers qui est très

différent des autres. La question

est : est-ce que quelque chose

qui est d'une conception telle-

ment américaine peut être

transplanté avec succès en

Europe? Je ne paux pas vous le

dires, explique le ministre, qui

maquette d'une ville du futur - une liards de francs. Les nouveaux, ville, pas un parc d'attractions, - en train d'exposer ses idées, son rêve. Le but de sa vie, explique-t-il, c'est de bătir cette cité idéale où la violence serait bannie, où les conflits entre les classes sociales seraient estompés. Il vante l'image d'un monde rond, sans aspérités, peint de couleurs tendres, un peu niais, à l'image des scénarios qu'il affectionne. En quelque trois minutes, il esquisse son utopie à base de partage consenti et de gentillesse, une sorte de fourriérisme mou. Il n'était pas le seul à formuler cette idéologie sucrée. Elle était revendiquée par un certain nombre de ses collaborateurs : ceux de la vieille généra-

Avec Michael Eisner - le salarié le mieux payé des Etats-Unis (68 millions de dollars, près de 4 milliards de francs, en 1990), les choses changent, C'est un homme de cinéma. L'utopie ne semble pas être le premier de ses soucis. La rentabilité de l'entreprise passe avant tout. Disney est une chaîne de profit qui repose sur les images du monde disneyen : on ne change pas une formule qui

Jack Lang : fasciné par Orlando continue : « Je n'ai iamais,

L'hebdomadaire américain Newsweek du 13 avril publie jamais dénoncé € l'invasion une interview de Jack Lang, culturelle » de l'Europe par l'Amérique. Cette expression, ministre de l'éducation nationale et de la culture, à propos de qui n'est pas mienne, m'horrifie. l'ouverture d'Euro Disney. « J'ai visité Disney World à Orlando ainsi que Universal Studios et j'ai trouvé cela assez fascinant (pretty fascinating). II

Je suis un des principaux propagateurs de la culture moderne américaine. L'Amérique des idées audacieuses et Inventives est chère à mon cœur. La question n'est pas la même, ai-je dit, quand on parle de la culture standardisée, de la culture du plus petit commun dénominateur. Il s'agit alors moins d'une culture américaine que d'une culture de marchands (marketing one). 3

bach: il construira le Sequoia Lodge, inspiré des hôtels des montagnes Rocheuses. Les autres seront dessinés par des Américains qui ont accepté de « raconter une histoire ». Robert Stern, pour Le Cheyenne, aligne les images tirées d'un remake du Train sifflera trois fois. Paul Predock juxtapose les petits cubes de ses quarante-deux pueblos pour faire passer l'esprit de la frontière mexicaine, Michael Graves, héros de l'architecture post-moderne, et qui joue un rôle important auprès de la compagnie Disney, a reconstitué un petit bout de Manhattan avec ses gratte-ciel miniaturisés et son palais des Congrès. Un architecte qui ne fait pas par-

Louis XIV. » Seul Européen à tirer

son épingle du jeu, Antoine Grum-

tie de la «famille» Disney, le Californien Franck Ghery - une star à Los Angeles, - a réussi une construction très structurée. Il avait proposé pour le centre commercial un espace occupé par soixantedouze piles de 3 mètres de côté et de 12 mètres de hauteur venant mailler régulièrement la surface où seraient disposés des bâtiments dans un ordre aléatoire. Les piles sont reliées par des fils lumineux, métaphore des villes américaines vues d'avion. Amoindri, le projet a été accepté : les piles sont moins nombreuses, moins hautes, mais l'ensemble, avec son clin d'œil à l'architecture courbe des années 50 et ses couleurs acides, est plutôt

La culture sans majuscule

Réussie encore la gare du RER, dessinée par Jean-Paul Viguier : deux niveaux transparents, un excalator, un mur où l'eau cascade, un autre recouvert de végétation, le tout coiffé de trois chapeaux blancs posés sur des structures vitrées. Une rigueur et une discretion d détonnent. Mais ici le commanditaire est la RATP. A côté, Jean-Marie Dutilleul construit pour la -SNCF la future care du TGV, qui drainera les classes movennes venues de l'Europe entière.

C'est en effet le public qui est visé. L'entrée du parc est chère pour les couches de la population les moins favorisées. Les plus riches ont-elles besoin de se payer cette a tranche de rêve américain » ? Dec images d'abondance et de facilité. de bonheur aseptisé, bien loin, d'ailleurs, de l'Amérique réelle. « Notre rôle n'est pas d'être les psychiatres de la réalité, répond Robert Fitzpatrick. Si notre but, c'est de distraire les gens, notre butiness est bien d'ordre culturel. Mais nous. Américains, n'employons pas toujours le moi culture avec une majus-

La polémique qui se développe en France repose-t-elle sur une incompréhension sémantique? Aux veux des responsables américains de Disney, il s'agit là d'un problème qui n'a pas lieu d'être. Leur unique souci, c'est de faire tourner. en Europe, une machine bien rodée. Ses effets secondaires - pervers? sont du ressort des usagers. A eux

EMMANUEL DE ROUX

(1) L'Express du 19-25 mars 1992.

LIRE AUSSI un coup d'accélérateur pour la desserte de l'Est

■ Embauche à guichets

■ Une première réussie au Les profits du rêve.

■ Le portrait de Michael Eisner, PDG du groupe Walt

■ Les promoteurs démarchent les professionnels du tourisme dans toute l'Eu-

Las cartes des voies routières et ferroviaires d'accès au parc, et de la situation du site par rapport aux capitales

Le Monde VOYAGES

TERRIS DI IRI

A trente-sept minutes du Châtelet

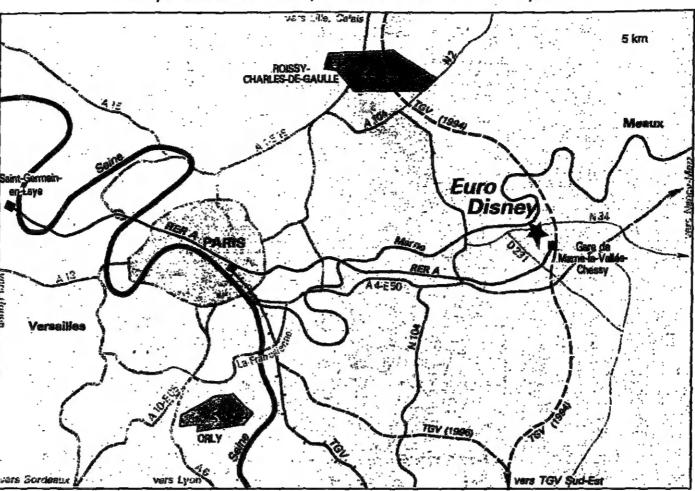
Un coup d'accélérateur pour la desserte de l'Est parisien

ES pouvoira publica om investi près de 3 milliarda de francs dans les différents traveux d'aménagement des transports autour du parc. Bertrand Ousset, directeur général adjoint de l'Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée qui a acheté puis équipé l'ensem-Disney, prend bien soin de préciser que leur prix a tenu compte des différents équipements : «La négociation avec Disney a permis d'anticiper la réalisation d'équipements qui étaient de toute façon prévus dans le SDAU de 1976. Nous avons gagné quelques années, un peu comme l'a fait le Savoie alympique.

Jusqu'à la fin de 1992, le prolongement de la ligne A du RER ne comportera cependant que la gare de Marne-la-Vallée-Chessy, située à l'entrée du parc. Six millions d'amateurs de Mickey devraient l'emprunter chaque année, contre seulement 1,5 million de résidents de cette partie de la ville nouvelle. La station de Bussy-Saint-Georges, qui ouvrira à la fin de l'année, permettra, par contre, de desservir un autre sec-

ur où doit se développer l'urbanisation future de Marne-la-Vallée. Les aménageurs de la ville nouvelle attendent avec beaucoup d'impatience la décision de créer una nouvelle gare à Serris. Elle devrait desservir le futur centre d'affaires de 1 million de mètres carrés de bureaux dont la mise en chantier est prévue en 1994. Ce projet constitue pour les aménageurs du secreur IV de la ville nouvelle le deuxième volet du développement de la zone après l'ouverture des deux tranches du

Autre élément important du dispositif de desserte du parc, et par



même du centre d'affaires de Marne-la-Vallée, la gare d'interconnexion das TGV. Contigue à la care de RER, celle-ci n'ouvrira qu'au milieu de 1994. Elle devrait recevoir, sur ses cinq quais, des TGV en provenance du nord de la France et de l'Europe et un peu plus tard ceux venant de Grande-Bretagne par le tunnel sous la

Manche. Tous cas trains bifurqueront sous les pistes de Roissy pour se rendre à 270 km/h jusqu'à Euro Disney. Plus tard, en 1996, une liaison sera réalisée à Massy avec les lignes du TGV Sud-Est. La SNCF a délà prévu des TGV-charters pendant les week-ends. Une navette à grande vítessé est même envisagée pour

desservir l'aéroport de Roissy où sont attendus le quart des visiteurs. Cette gare doit aussi favoriser la commercialisation du centre d'affaires de Marne-la-Vallée.

Alors qu'Euro Disney n'apporte qu'une garantie de recettes pour l'exploitation de la lione RER. la société américaine a largement participé (plus de 200 des 800 millions de frança! à la construction d'une gare qui n'était pas prévue sur le site même dans

la convention avec l'Etat. Pour la SNCF, cette interconnexion représente un investissement de-7,6 milliards de francs sur ging ans, à rapprocher de ses 22 milfiards de francs de budget annuel. La desserte routière du site conti-

nue à poser de nombreux problèmes aux services départementaux de l'équipement. Même si ella ast à contre-courant des flux en direction de la capitale, la circulation vers le parc va s'ajouter à celle d'une zone difficile.

L'élargissement de la Francillenne

Les autocars en provanance de Roissy devraient emprunter jusqu'à l'autoroute A 4, une Francilienne déjà très chargée. Son élargissement, programmé pour l'été 1995, va devenir indispensable. Les habitants de Lagny, Montévrain et Chessy s'inquiètent de voir passer cartains des cars en provenance de Roissy sur l'étroite nationale 34, qui traverse leurs communes situées au nord du perc, et qu'ils appellent déjà la collectrice. Les responsables de la DDE estiment que cette voie d'accès s'avérera en fait beaucoup plus difficile pour les transporteurs, qui n'auront d'autre solution que d'accéder au parc per le sud et par l'autoroute A 4.

Si les deux échangeurs sur l'autoroute A 4 ons été logiquement financés par l'Etat et la région, les nombreuses voies d'accès au site (pénétrantes, boulevard circulaire) ont été à la charge du conseil général de Seine-et-Marne. 250 millions de francs qui n'apperaîtront que dans le nom donné à la principale voie d'accès au site. Calui de Paul Séramy, le président du conseil général récemment décédé, qui avait signé, au nom du département, la convention avec la société

les comptes

2000 100 123, 1114

Sec. 25

CHRISTOPHE DE CHENAY

Embauche à guichets ouverts

14 500 salariés : la moitié des emplois créés en France en 1991

en débarquant sur le Vieux Continent, s'est lancée dans le recrutement. Depuis le 2 septembre 1991, Euro Disney a embauché 14 500 personnes, saisonaiers compris. Mais l'opération n'est pas terminée. Par affiches, dans le métro ou ailleurs, la société de Mickey s'évertue à attirer encore plus de candidats et fait même les yeux doux aux étudiants qui pourraient travailler à mi-temps.

Pour la première année d'exploitation, il fallait créer davantage que les 12 000 emplois prévus, explique Pierre Janier, directeur des resberger. Et si le rythme se maintient, c'est qu'il faudra, en permanence, compenser l'inévitable turn over. Pour les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, par exemple, à la fois les plus volatiles et les plus soumis, en région parisienne, à une estime même que les effectifs sont renouvelés à 70 % au cours d'une année. Euro Disney a éprouvé de grandes difficultés dans ce secteur et, parce qu'elle prévoit d'accueillir une clientèle à 75 % étrangère, ses recrutements ont été très internatio-

Le chiffre des emplois nouveaux (14 500) donne dans la démesure. A titre de comparaison, dont on ne se prive pas au siège de Marne-la-Vallée pour balayer les reproches régulièrement faits au groupe américain, les effectifs salariés ne se sont accrus que de 31 000, pour la France entière, en 1991. Avec l'aide de tous, du conseil régional d'Îlede-France (qui a subventionné des formations en (angues) à l'ANPE (qui a organisé des stages et parti-cipé à l'opération), il a fallu monter un énorme dispositif pour être prêt à temos.

a La fusée comportait trois étages », raconte Pierre Janier, avec la vague des recrutements en région parisienne (71 %), en province (8 %), puis en Europe (19 %). Le reste provenait du monde entier, dont la moitié des Etats-Unis, où une campagne, ait's time to go home » (il est temps de rentrer chez

gine européenne. En fait, les Français ne représentent pourtant que 62 % du personnel car, localem des étrangers ont pu se manifester. C'est ainsi que les Britanniques constituent le deuxième groupe national, avec 12 %, suivis des Nécriandais, avec 4 %, « mais il failait aussi sélectionner un cuisinier mexicain pour un restaurant spécia-

Un contrat de travail en trois heures

Pour réussir, les grands moyens ont été utilisés. A Marne-la-Vallée, mais aussi lors d'un week-end mémorable à l'Aquaboulevard, les candidats pouvaient venir sans rendez-vous, et repartir avec un

vous), a séduit 200 managers d'ori- contrat de travail en poche, trois dehors de Paris, les candidatures ont heures plus tard. Du jamais vu. Puis il a failu résoudre en masse les problèmes de logement, en participant à la construction de trois résidences, en s'associant à des programmes avec des organismes collecteurs du 1 %, puis en œuvrant avec des partenaires financiers pour disposer d'un parc locatif. Actuellement, 600 salariés sont logés chez l'habitant, et nombreux sont ceux qui vivent à l'hôtel, en attendant.

Progressivement, les moyens de transport s'organisent avec des circuits de cars mais l'arrivée du RER devrait apporter une amélioration. « Globalement, nous avons reçu un meilleur accueil en province que dans la région parisienne», note toutefois M. Pierre Janier. «En

été plus positives. Le Parisien, lui, est grognon. Il rôle plus facilemen et il dénigre davantage.» Cette année, les 2 500 saisonniers travailleront d'avril à septembre dans le parc aux côtés des 12 000 salariés sous contrat à durée indéterminée qui se répartissent entre 5 000 dans le parc, 5 000 dans les hôtels et 2 000 dans ce que Disney appelle la « zone support » (administration et

Selon la règle maison, deux seules grandes catégories existent pour les 1 200 métiers recensés, les cadres, qui pesent 13 % de l'ensemble, et les non-cadres, tous soumis à une convention collective unique et spécifique, signée il y a un mois par la CSL (Confédération des syndicats libres) et la CFE-CGC. «La CGT. prévenue de la négociation, n'y a pas participé et la CFDT ne dispose d'un délégué syndical que depuis quinze jours », prévient M. Janier. pour réfuter toute influence patronale dans le choix des affiliations à une centrale. Il se trouve, affirmet-il que la CSL était la seule organisation à être présente sur le site. lors des premières élections professionnelles, en juillet 1991. « Nous ne l'avons pas créée, contrairement à ce que j'ai bu », insiste-t-il.

en scène

Quant à la convention collective. elle tient compte du caractère particulier de l'activité et devrait rester propre à Euro Disney, selon la

direction. Certes, il y a bien en discussion one convention collective des parcs de loisirs en France. « mais elle n'est pas encore finalisée », et, objecte-t-on, en tout état de cause, a nous sommes différents v.

Volontairement à part, donc, la société de Mickey a également dû former tous les arrivants, sans exception, au point d'y consacrer 7 % de la masse salariale en 1990, « plus en 1991 et surement autant en 1992 ». Au sein de l'université Disney, chaque membre du personnel a consacré une à deux journées à la découverte de « la philosophie du groupe » puis, dans son département d'affectation, a appris au cours de deux autres journées les techniques plus précises liées à son

Il a fallu faire répéter des cohortes de personnages, héros du e merveilleux monde de Disney », entraîner les serveurs et les vendeurs des bontiques, parfois pendant quelques semaines. Tout a été vérifié, une partie du personnel interprétant le rôle de clients, selon des scénarios définis. Tous les cadres ont suivi des programmes pour s'adapter au « style de management Disney », et 800 managers out passé une semaine en stage. Près de 300 d'entre eux sont allés aux Etats-Unis pour apprendre à travailler dans leurs secteurs correspondants et y sont restés jusqu'à

trois mois «Si on a bien fait notre boulot, nous avons recruté les compétences qui seront nécessaires à notre développement », veut croire Pierre Janier, dans la plus pure tradition Disney. « Nous misons sur la personne et sur l'évolution. Les Firzpatrick de demain sont déjà parmi nous. » Sûr d'offrir des perspectives de carrière, il rappelle les objectifs, « doubler nos effectifs dans les cinq ans qui viennent », avec l'ouverture, toujours prévue en 1995, d'un autre parc et ses bôtels. «Le 12 avril, ce n'est qu'un démarrage.

Le syndrome du maître de l'univers

DIFFÉRENCE de culture ou rejet du gigantisme? L'opi-nion publique française a été surprise, et quelquefois choquée, par le déferiement des cast members, en lieu at place de salariés, ou amusée par l'arrivée des *₹imagénieurs* », condensé des ingénieurs et créatifs, chargés d'inventer les attractions du perc. Au milieu des champs, en ile-de-France, Euro Disney imposait ses concepts et ses habitudes avec la certitude de l'expérience. Máfience ou mésentente? A la

suite de quiproquos ou de quelques incidents, moins anecdotiques qu'ils n'en avaient l'air, des divergences prirent forme. Ainsi à propos du fameux a code des apparences», qui stipula avec une précision pointilleuse comment chacun doit être habillé, coiffé et maquillé. Tout y est prévu, du port de « sousvétements appropriés » à la longueur millimétrique des ongles, en passant per le nombre et la

forme des boucles d'areilles ou les chaussettes, nécessairement noires. Parce que le document en question ne figure pas dans le rèalement intérieur, l'inspection du travail a dressé procès-verbal, an novembre 1991, et transmis le dossier au parquet du tribunal de Créteil (Val-de-Marne).

licenciements

il en fut de même, en février, quand l'une des sociétés, la SARL Euro Disneyland Imaginesring, procéde à de premiers licen-clements. Officiellement, la masure intervensit pour cause de fin de chantier, alors qu'on avait promis aux aménageurs « du tra-vall jusqu'en 2017». Mais il samble aussi que, au fil du tamps, un fossé d'incompréhension se soit creusé entre les équipes françaises et les tenants du savoir-

Entre autres désaccords, il y eut la délicate question du res-

sécurité, les uns se référent eux snácifications françaises et les seconds ne pouvant admettre que les estandards Disney». Il fallut que le bureau Véritas et la commission départementale, composée de pompiers, déclarent Blanche-Neige non conforme pour que la menace fût prise au sérieux et les modifications opé-

pect des normes en matière de

Mais faut-il mettre tout cals sur le compte de l'esprit gaulois et de l'incorrigible suffisance américaine? Un livre de Joe Flower, traduit en français (1), permet de corriger ca cliché. Devant le succès du groupe Dianey, bien des professionnels d'Hollywood mettraient en cause l'arrogance des enfants de Mickey. Des maires protestent parca qu'ils ne sont pas consultés sur des projets qui bouleverseraient Orlando, Burbank ou Long Beach.

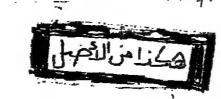
A l'intérieur des parcs, les reistions avec les syndicate sont

comme en France, le « code des apparences > n'est pas toujours supporté. Le capitaine, britannique, du transatiantique Queen Mary, transformé en attraction, a été licencié pour avoir refusé de couper sa moustache.

Même des clients contestent. Ainsi, une femme et sa fille, qui arborait des cheveux verte, ont gagné un procès parce qu'on leur refusait l'entrée d'EPCOT. La communauté homosexuelle de Los Angeles a obtenu la condemnation de Vidéopolis qui séparait. sur la piste de danse, les couples de même sexe.

Selon l'auteur de l'ouvrage, un analyste de Wall Street prétendraft que Disney pourrait, un jour, être menacé per «la syndrome du meltre de l'univers ».

(1) Disney, les managers du rêse. Edi-



L'OUVERTURE D'EURO DISNEY A MARNE-LA-VALLEE

Une première réussie

Situé dans la périphérie de Tokyo, Disney Land vient de fêter son cent millionième visiteur

TOKYO

- 7 - 16 Assessment

Makes My

correspondent

OINT de Mickey samoural. Et pourtant, en dépit des konnichiwa (bonjant) qui ont tumes qui accueillent in visiteurs, le Disney Land de Tokyo urbaine du grand Tokyo, perd dans le kitsch architectural

Maihama, la d'Urayasu le le le sait des all coquillages. Après l'avoir remblayée, promo-teurs décidèrent d'en faire un lieu des loisirs 🍱 💶 🖹 📆 industriel comme Mail le rede l'autre au La baie. Yani yuen, l'un des premiers Luna Parc . du Japon, ouvert dès les années 30

Urayasu, avait de la Oriental antile a toutefois un inconvé- semaine, a fret autres la mem pou Steel, le géant de l'acier, and Land, société dans la Mitsui Real Estal (qui remblayait la baie), la mune. Elle terrains en bordure de mer et, en 1974, contacta Disney, qui la d'abord la la Puis, en 1979, la Japon la réplique du parc de Cali-fornie. Disney en échange 10 sur les entrées et de 5 % sur les ventes; Oriental Land financer, particular gerer la partic Celui-ci fut la la en la contra la cont lient de Galles.

noint de un commercial. c'est un succès; en mi dernier, Tokyo Disney Land a fêté son un indicate processe de la constant devenue le pôle d'attraction d'une industrie de loisirs. L'euphorie mer-

nients: Unima Land un devenu un si puissant contribuable que la mairie doit capituler devant ses exigences. Ainsi, lorsqu'elle voulut construire un cimetière, elle se heurta à un veto. L'odeur de l'encens dérangerait les visiteurs de Disney, Les habitants d'Urayasu bénéficient d'un prix réduit pour pénétrer dans le monde de la fête. pénétrer dans le monde de la fête. mais, pour enterrer leurs morts, ils étaient priés d'alter ailleurs...

La vague de loisirs √de massa

L'une des clés du succès de Dis-L'une des clés du succès de Dis-ney au Japon tient aux initiatives de sa direction pour attirer plu-rois les mêmes visiteurs en renouvelant constamment les mani-festations, mais aussi en rendant très difficile une visite complète en une scule journée. L'ouverture d'un second parc est envisagée, et la société a acheté 350 000 mètres carrés de terrains. Les hôtels out surei comme ham-Les hôtels ont surgi, comme barnaprès la pluie, autour du parc. Ils disposent au tient de 3200 chambres. Le Tokyo Bay Hilton est complet toutes les fins de

cours de construction. Le Dinney ne Tokyo el porté pur la verne de loisirs de mana qui a l'archipel. Les Japonais disposent de pins d'argent, ont un peu plus in temps libre et sont en quête de dis-tractions, sans for preuve de plus d'imagination que leurs homolooccidentaux. Disney, le plus du Japon, surprise. Il partie bien remplies, un endroit l'on vient dépenser 190 frança de migrana de la his n a mit mill

La multiplication and parcs d'attraction une le modèle le Disney, an Japon même et dans le reste de l'Asie, a symptomatique d'un ma «dépayement» garanti. Il modelle de l'on puise de malle. Ainsi de Space W. . Yahata, la ville sous in the hauts-four-neaux in Kyushu, c'est in lapin Lucky, in the lapin larene en forme de habital qui es le guide. Ce parc, construit par Nipcienx de diversifier ses activités
l'industrie des loisirs, a la parvouloir du ludique-éducatif, donnant aux visiqui le de rudiments

Neige artificielle en Malaisie

Il a actuellement au Japon quatorze pares ir loisirs il grande taille, il vingt il pour un marché annuel dont in prévoit qu'il chiffrera à quelque 100 milliards de francs. Villages du monde entier (hollandais, tyrolien), Village du Père il ou Village il l'époque in (règne des shogun Tokugawa), chacun est soigneusement ciblé, Séoul, Tripei, Hongkong, Sipour il bientôt delle ont, il auront, il se pares. Phitôt il se auront, is pares. Phitôt se dans de répliques l'annovent mêlant de la spatiaux quel-

A Sécul, le roi du chewing gum, Lotte Wald Adventure auquel il

ajouta un un plus tard Magic Island, un parc en plein air. Les par les Mickey Minnie, sont là. Les deux parcs d'immedia Ludi an. Ils font partie d'un gigantesque complexe d'amusements au sud de comprenant hôtels, stades, village folkling et grand magasin.

types américains. C'est le un du Middle Kingdom (l'Empire du Milieu) ouvert en 1990 à Hongkong qui pour thème l'histoire de Chine (1,6 million in visiteurs). Singapour fait in même avec un Haw Par VI I millions M visiqui joue la mythologie chi-noise. L'Etat de Johore, en Malaid'un de II milde dollars, dénommé Pays
d'hiver, qui sera saupouartificielle. Il
Américains,
Japonais et par 1,4
million d'Asiatiques. in a lance in a la nimeralia.

Les comptes de fées

Michel Threat attles de premier ministre la nomination d'un négociateur unique par l'Etat et région : Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez et de la Banque Indo-Suez et ancien directeur adjoint du cabinet et-Marro, à Matignon. Le pré-du conseil général et-Marne, Paul Séramy (UDF-CDS), se jette dans le bataille aux côtés la président du conseil régional.

Ce sera lui qui, un soir de décembre 1985, fèra basculer la décision de ses hôtes américains qu'il a invi-lu au château de Vaux-le-Vicorate, en engageant le département pour in millions de la man de travaux voirie contre une garantie conjointe de l'Itat et de Disney jusqu'à un maximum de 200 millions si le département apparaît perdant en 2003 | Une « lettre d'intention » sera signée quelques jours plus tard, le 18 décembre, par Michael Eisner, patron — Walt Disney Company,

Une ville **200 000 habitants**

Les dirigeants de Mickey s'amusent lorsqu'ils tales aujour-d'hui que leur choix le Marne-lavine au détriment de Barcelone arrêté des l'origine. Jusqu'à ces jours de de la light 1985, jurent-ils la main sur le cœur, ils hésitaient Le le septembre, le ministre espagnol du tourisme transports n'avait-il 2004 :
voulons obienir Disneyland à n'importe quel prix!»

n'importe quel prix!»

le man pouce de Paul
Séramy, le fallu triompher plusieurs épreuves partir du
moment où Disney jeté man
dévolu l'Europe, continent de
ses plus cinématographiques et le le cinématographiques et le cinématograph ques in pays d'accueil qui se devaient in ne pas paraître « hos-tiles aux affaires in aux étrangers », jouerait un rôle déterminant.

De fait, après la laure d'intention signée par Laurent Fabius,
Jacques Chirac qui paraphera, le
24 1987, la convention définilive. Et la Rocard, quelque
temps plus tard, un technientreprise verra passer, que. L'entreprise verra passer,
l'inauguration, cinq
ministres: tous l'soutiendront.
Quand la droite cohabitante créera
un établissement public, EPAFrance, pour ôter à EPA-Marne,
présidé par un socialis e la
de l'aménagement, les deux établissements disposeront néanmoins du
même directeur général, Jean Poulit, puis Gilles Ricono.

Deuxième critère de sélection:

Deuxième critère de sélection : infrastructures. La aéroports à proximité. E RER que la RATP — sous la présidence de Claude Quin. du PC - a finalement accepte de prolonger de 10,9 kilomètres jusqu'à l'entrée du parc, l'autoroute A4 équipée de des échangeurs supplementaires : « Aucune ville, estime Robert Fitzpatrick, n'avait dulant d'infrastructures.

Mais l'atout ultime fut le « bassin de population ». La Seine-et-Marne couvre la moitié de l'Île-de-France où le 10 millions d'habitants,

lions de touristes Paris, mille curiosités. Neuf millions per-

Disney sont deux route, 41 millions quatre heures, 109 millions à heures e voi (roir entre ci-coutre). L'affaire était presque entendue. Elle pious même de le météo moiss rousie qu'à que entendue. Elle si joua même de la météo, moins propic qu'à sidone. Marne-la-Vallée le site, « le plus au sud de l'Europe du l'anno où vit la clientèle la plus friande des parcs, Illian Robert Fitzpatrick, « et l'expérience du parc Disney à Tokyo, dont le cliressemble à la de Marne-la-Valle a montré la accès été obstocle n'en

La quasi-unanimité en faveur de Disney en France, dans la montre politique — l'exception des Errar de PC et de moins nombreux à l'époque qu'aujourd'hui, du Front national et de proposition et le roppulation de la roppulation de Van - me dans la population - 85 % de personnes interrogées, selon un sondage réalisé l'initia-tive du conseil régional d'lle-de-rance par surprend en par gaulois. Elle a en, en tout cas, pour effet immédiat une rapidité inaccoutucale dans la mariere et l'infermation And Addressed

Le bouclage de l'autoroute A 166 baptisée « périphérique» 10 kilomètres de Paris et commencée dans les 70, a ride dix ans de retard; le
Etat-région, déjà un
de Marge-la-ValLe cous ans et demi, 4 millions
de mêtres cubes de terre out été de mètres cubes de terre ont été déplacés. Les cibles, les d'energie, d'eau potable et d'eaux mécessaires à une ville de 200 UU habitants en los mis en Une light et une gare de the out he receipt, a mine qu'une gare un futur TGV. Les dents de quelques d'entre-pre ont partie grincé, au l'entre-les de prèvus, et serrés, ont

Des recettes pour les communes d'accueil

apparu d'emblée et continue d'apparaître, est de taille. Tous les d'apparaître, est de taille. Tous les protagonistes d'ailleurs : d'arrepe d'ailleurs : d'arrepe d'abord en termes d'emplois, et d'emplois d'abord en termes d'emplois, et d'emplois d'arrepe d'a l'ouest un emploi pour de l'est, contraignant de mi lions d'employés à lui transhu-quotidienne. Hut Disney millier d'entreprises et quelque 10 000 ouvriers du bâtiment, in génie civil, des de métier. Le chantier phase II

s'onvrir 👊 août prochain en 📼 moins and jusqu'en

Pendant que s'achevaient les premiers travaux, le recrutement du personnel Euro Disney commen-cait. Robert Fitzpatrick cite le chiffre de 14 000 personnes engagées. Certains spécialistes mettent un bémol à ces chiffres d'emplois. bémol à ces chiffres d'emplois. L'urbaniste Pierre Merlin souligne que 90 % sont de emplois non qualifiés. Alain Lipietz, «l'économiste de Verts», avait estimé, il y quelques années, qu'en tenant compte du fait que les emplois Disney de le jour au détriment d'autres, nécessaires à l'Île-de-France — mais que ne les a-t-on créés! — et des emplois agricoles supprimés, le solde d'emplois nouveaux churais notablement.

Quoi qu'il un soit, lui chiffres réels seront aisément vérifiables

les pares Disney II nun Disney-Ville». Soixante-dix Disneycarrés de bureaux man prévus, mo une université ou un la la univer-siteire, de la 5001 logements.

Au piein de la deurième phase, la fin du siècle, le nombre d'emplois d'Euro Dimin de la propocher 10 100, a en 2017, an du projet, 60 000. Pour être lointaine, la perspective de l'Ile-de-France. La chambre de l'Ile-de-France. La chambre de commerce et d'industrie. Paine commerce et d'industrie E Reims et Epernay moté que Marne-la-Vallée n'est qu'à une heure de de la capitale de la Champagne, se va lancer 13,08 millions de francs di travaux d'aménagement rendre l'aéroport le Reims capable près de 500 000

le le aux exploitants agri-scul prix le le revendus, viabilists, portera, bon a mai 150 mil-le le le le le aux exploitants agri-coles, le revendus, viabilists, 530 francs le Euro Disney, selon M. Fitzpatrick. Aujourd'hui

Quand on soupèse ces chiffres, on est unité de comprendre le mot reprocher d'avoir accueilli Disney.

Les d'espérer profiter Disney, auront, au ricochet, une part du gâteau. Pour l'instant, les de Il 000 places près de la du RER d'espérer du royaume анх honorables sujets du royaume Mickey, mais — négociations en cours pour en l'accès i la population il l'acà parier que le prolongement du RER, sur le quel qu'ait été encore en service, pas

coles, revendus, viabilisés, 530 francs a Euro Disney, selon M. Fitzpatrick. Aujourd'hui ell absurde de Américains. Ce avons fait pour attirer accueillir Disney cher payer.»

L'idylle qui a présidé à la nais-sance de Disney à Marne-la-Vallée, et que le n'a n'a entamée n'écarte pas une les nuages. expropriations, il l'origine, n'ont pur melle beaucoup de réclama-tions, de l'une place, de même de céder la place, de rectement indemnisés. Ceux qui rectement indemnisés. restés souffrent du bruit des feux d'artifice, du pennes l'ordures d'artifice, de la fonle omniprésente, qua d bien

Beaucoup d'employés de parc pensent qu'ils ne supporteront pas longtemps de conditions de tra-vail : salaires plus que de grignotés par des exigences vestimende transports, de logement. L'absence de prévision tion logements (1 000 seulement dans la première phase) n'arrange rien. Ils croient | aux | aux | de promotion.

Les rigueurs du droit américain

De entreorises ont connu queldéboires. Huit d'entre elles plus d'un millier - lestar du parc. « Ces sociétés nous ont pris pour des infants parce que vivons dans le monde Mickey et Cendrillon », de la Robert Fitzpatrick. Quarante sous-traitants groupement al de bilan de Euro Disney qui, selon la Fédéra-tion nationale du bâtiment, é de une seconde fois des travaux qu'elle avait déjà réglés au groupement ». Il semble um certains entrepreneurs se laissé prendre la subtilités la aux rigueurs du Imat m de l'usage mal ricains. Quand on connaît les déplorables habitudes des françaises, qui marchés on décrocher subventions (à peine commencés, etravaux de la ligne Météor de métro à la ligne. voient déjà l'estimation leur par la RATP dépassée de... 40 %!), on rame moins.

difficultés mettent en lumière la capacité réciproque de Disney et de Européens I s'adapter le uns aux autres. L'histoire ouvrière et sociale de la vieille Europe, exemple, ne ignorée, qui suscite une grève des transports le jour de l'inauguration et pourrait, n' jours, gripper le fonction-nement de la belle Cette intelligence et les amateurs et impitoyables Yankees acquise, Euro Disney devrait sur de caux plus calmes, comme le pressentent les investisseurs puisque l'action émise il y a deux ans et demi a déjà donbié de valeur. Et tant pis pour ceux qui gémissent le péril d'une « colonisation culturelle ». Ils s'inquiètent du risque voir contaminés le liteurs qui viendront à Disney, prois l'an, mais ignorent le succès d'une émission comme «Disney Parade», regardée chaque dimanche par millions de jeunes



quand l'affaire tournera. Il l'alla aussi, ne l'alla de rappeler les promoteurs, prendre en considération le lair que, selon les expériences américaine et japonaise, un parc « génère quatre emplois extérieurs pour un chez Disney.

La deuxième tranche apportera un la au moin équivalent. Un deuxième parc à thèmes « Disney-MGM-Studios-Europe» emploiera 4 500 personnes. Le siège social de Disney-Europe regroupera lu filiales installées actuellement la Londres, Francfort Milan, 90 000 mètres carrès de bureaux et des plateaux de production, de décors extérieurs permanents. On construira aussi un millier de loge-ments. Le centre urbain du Valde centre urbain du val-d'Europe profitera du val-de Disney. Il courribuesa, schoa le voeu de Charles Boetto, président du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des Portes de la Brie qui réu-nit les cinq villages du secteur IV, à « faire exister une ville qui accueille

Des emplois donc. Il l'argent d'arraires prevuilles prochaines :

demi francs. En 2001 : plus de 22 milliards. Selon des la dépense étrangère due la première phase devrait gén un solde positif la bala paiements 4 milliar de la paiements 4 milliar de la paiements 4 milliar de la paiement 1 4 mi de 0,28 %,

Les cinq verront La commune d'Chessy
(1 000 habitants) encaissera
364 millions francs, cumulés d'ici à l'an 2000. De 1992 à la fin du siècle, Euro Disney devrait apporter 2,636 milliards la fiancs à la fiscalité la La TVA produira 750 millions la première année, 4 Euro Disney affirme avoir versé près 40 millions l'Handland près 140 millions l'Handland par un du l'American par un de l'Ame

plus échangeurs l'A 4.

Pour emplois ne emplois ne emplois ne venus d'un coup de baguette magique. L'Etat, la région, département, les communes ont eux-mêmes investi. cours de la plant phase, 2,7 milliards francs d'argent public ont dans 1,2 devraientt d'a au r la Le SAN le Portes de la a engagé 650 millions de a engagé 650 millions de francs a apprête à apporter encore plus d'un milliard pendant la deuxième phase. Il particicommun : prêt d'un montant de 4 milliards de francs de la Caisse des dépôts à un taux préférentiel de 7,85 %, appel public à l'épargne miliards...

Quant au « cadeau » qu'auraient pouvoirs publics sur le prix 2 000 bectares acquis par Disney, il kau, pour juger, savoir qu'EPA-France a acheté termina au les payant 11,10 france

L'OUVERTURE D'EURO DISNEY A MARNE-LA-VALLEE

Al la muse all première qualité ».

admettait en privé War Disney

quand on évoquait devant lu

ses productions.

l'indigence de l'une ou l'autre de

A qui reprochent aujour-d'hui I Michael Une d'avoit

transformé Mickey Mouse

simple tiroir-caisse, l'actuel

patron se marie en grie in réponse de line en cravate i l'ef-

figie de la tellim muit aux

grandes oreilles, un désignant in doigt le maine de la felle au

dormant, le joyau d'Euro

comme Es E monde, vum vier-

Il y n plus 🔠 trente 🛤 us

anticapitaliste notoire, Milita

Khrouchtchev, avait tenté de for-

l'entrée du royaume de

Mickey Anheim I l'occasion

d'une visite diniber sur Etats-

Unis. Des raisons de la disauder. Il

y quelques semaines, in fin février, un les service de sécu-rité quadrillait le même

plement pour autre la protec-tion de Lie Taylor et de ses mille

in the second different in solvan-

Ucres anniversaire de la célèbre

La légende continue.

(1) Disney, les managers du rêve. Le Walt Disney à Michael Eisner, par Joe Flower. Editions United du Mesnil, L. F.

SERGE MARTI

Les profits du rêve

Le groupe américain tire aujourd'hui l'essentiel de ses bénéfices de l'exploitation des parcs

NEW-YORK

de notre correspondant

MPOSSIMA de mettre la main sur un document offi-ciel rédigé par Michael Eissans qu'à un moment à un autre le PDG du groupe
Walt Disney y ait — quelques
informations — les
études de fils ou la dernière
mégéniale de épouse.
Impossible aussi d'ouvrir m document comptable went limit impressionné par-les courbes de d'affaires, de bénéfices d'imadiamenti qui, en dépit 🕼 la passe observée m 1991 pour caractérisent la gestion nu

■ Famille, travall, profit », till est, depuis 1984, le credo il = transfuge studios Paramount qui, parachuté la Walt Disney, développer usine rèves pour en faire une formidable machine économique. Dans and Land, je w constitute de la fasse and bien. Tous all madelles le regardent una envie », confirme les magasins et l'industrie 📥 loi-

Wait Disney ne voulait pas qu'on parle de sexe »

C'est & Hollywood que s'installe, en 1923, Walter Helias Disaprès avoir quitté Kansas-City, où il a fait faillite trois plus tôt en essayant de comir ses notamment le Lice au pays in merveilles, said personne ne voulait in C'est in a qu'ont été créés d'abord Mickey Mouse, pu tous les per-sonnages nés de la manima gination de ha Disney, d'abord des o au de la captés à partir de la pour la télévi-

La sama année, Walt Disney ouvre son premier are d'attrac-tions à Anheim, toujours en Californie, avent de lancer is plans d'une deuxième installation, qui devra être bâtie à Orlando, en Firmide. Ce must a things ouvring ses portes an octobre 1971, Entretemps, le groupe - après la mort le son fondateur, en de la mort 1966, il et confié dans un premier temps I son frère, Roy O. Disney, puis à un trio composé Card Walker, Donn Tarum Miller, pourtant rodes par Miller, pourtant rodes par Miller Disney – semble avoir perdu son dme. Il ne la capacité de massa d'antan qui lui a permis 📠 🚾 développer de Walt Disney Company: cinema, la télévision, la produits dérivés chargés 🛍 commercialiser 🕍 🎮 III groupe, qui, soixante-dix ans après m création, figure mum parmi les cinq logos les plus

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

d'indéniables (par exemple coccinelle), les studios, dans la coccinelle) début la années la n'arri-vent la équilibrer leurs comptes. I plus Disney Channel, un de diffusion qui s'avère plus coûteux que prévu. Heureusement, la l'ar-l'ouverture d'un troisième Disneyland au Japon permet d'attirer les convoitises. En 1984, Walt Disney Company échappe

peu une Wal lancée par

Steinberg, spécialiste de mauvaise grâce de confier was

Bon père, bon patron, mais dur en affaires, selon l'image tradi-tionnelle du chef d'entreprise amèricain, Michael Eisner. d'une imagination débordante, prend de passion pour ce groupe, dont il fait dont il fait
l'activité sans en changer l'
culture. Du moins trop.

Disney n'aurait
Pretty Woman. Il ne vouloit pas
l'on parle sexe»,
Los Angeles Joe Flower, l'auteur
d'un consacré il
groupe (1). En six mexplicue-t-il. que-t-il, in mental en devenue méconnaissable. Ses actifs au Illtriples, and que son chiffre d'affaires. Les bénéfices multipliés par huit, a la cours mutipues par huit, a cours l'action en Bourse par douse.
Comment s'étonner dans ces conditions l'admiration d'appen Bannon) your l'Disney version Elsner?»

Fig. 1991, la anun affichait un chiffre d'allaine annual de courre
6,2 milliards en 1987), en augmentation sur l'aprèet un bénéfice net de 824
de dollars, en baisse, lui,
de 23 %. Le pares à thèmes et les
le de la le ont encore mais les bénéfices tirés de ce qui reste la «vache à les a du groupe, ma chuté de 31 W l'année dernière, en raison d'une moindre fréquentation par le public américain, d'où l'intérêt particulier que Michael Elsner porte in premier parc euro-

Le dernier anniversaire de Liz Taylor

Comme d'habitude, il a tout inventé, tout supervisé un personne. Là ceiui qui n'af-fiche d'autre ambition que de a rendre les gens heureux » l'al avestissant un minimum d'argent (160 millions en delles au un programme dépassant le miliards 🌆 dollars an total), 🖦 pariant sur des personnages de la d'origine européenne qui devraient éviter la phénode rejet d'un modèle trop américain, estime los Flower...

* Nous faisons de la soupe, mais

Eisner le Kid

Du Middle West à la Californie une vie qui ressemble à une légende

LOS ANGELES Correspondance

L était une fois un gamin issu d'une famille huppée III New-York. Il dormait avec un Russes man sa chambre, at Malai lire une heure pour war le and de regarder de télévision. Elsner, une decide of average or all industries, l'art occupait une place importante. « 7mm fincularment je préthe mer the Days, seems

Plus tard, l'étudiant le le Est per entreprendre de habita médecine in un petit col-West, Alors même que, de son propre aveu, Il s'ennuie **de la la de** organique, Il s'éprend d'une la la du départhéâtre, qui ne répond guère la situation, il imagine quer la situation, il imagine aurait le rôle principal. Michael Eisner trouvé 📟 discipline, il s'inscrit en descine the training in an langue

Excité per la télévision, il se fait rest de rejoindre ABC, all il apprend arm milital ill producteur.Chaque soir, II 💴 🖼 🚃 théâtre in fréquente 🛏 musichalls, « ce qu'on feit 📭 plus

sophistiqué dans le domaine de la culture populaire». Il n'est tou-jours pas allé à Disneyland, mais que c'est l'age de vingt-cinq ans. un un du qu'il preémotion Disney, avec

En 1976, le New-Yorkals s'installe à La Angeles, et Barry Dillier l'appelle à la Paramount, président du studio. De la le même flair s'impose. La Fine du soir, soir, le Chevaliers de perdue, c'est lui. ∢ Je lin des films Disney-es-que», explique-t-ll (1).

> Sous le contrôle des fous »

Et, huit my plus terd, quand Disney, après de années de marasme, manda un chef, on lui. Quelqu'un = maison where sinsi is seemed the minimum : Thus he grands studios ont mu des fous i leur tête. Dans à Walt Disney, i un complètement dingue l doit retomber controle of fous, j'entends de Michael Elsner on embauché : le gamin entre des le plus grand magasin de joueta monde, was un maro-

Travailleur scharné, tenace im sffaires, il 🔤 devenu 📓 premier

véritable héritier de Welt Disney, fem paymu bénéfices de l'entreprise au rythme de In m l'an (2). Il déborde il il auxqueis i ta moitié an am le télévision (Disney Channel), parcs is it entreprend is grands martin li la manière rimonarques. Plus la attentif, cet homme de cinquante ne s'est jamais d'un anthousiasme et naïveté.

Le parte du Prince Michael 🛁 🖢 🗎 légende américaine. Parti 🖮 l'Est, sélect 🕮 grincheux, trempé aux **** du Middle Will - travail, famille, rigueur, - qui limin i i i Wal Disney, il atterrit naturelleman i rivage californien grands mythes populaires, L'uni-Disney valeum innocemment. Im adéquations anna le gome et l'édulte, l'homme jaloux 🕒 📟 🐸 privée son warmed d'entrepreneur font / réussites un lim histoires qui finissent

CLAUDINE MULLARD

(1) Storming the Magic Kingdom, ohn Taylor, Ballantine (2) Pari tenu depuis 1984, à l'excep-

Démarchage tous azimuts

Compagnies aériennes, tour-opérateurs, agences de voyage, les promoteurs du parc ont mis dans leur jeu tous les professionnels européens du tourisme

aussi sur la capacité à remplir les 5 100 chambres d'hôtels qui ont été construites autour de lui 🖷 représentent une capacité monte de la celle de hôtels qui existaient im le département avant l'arrivée Américains.

sa première en la d'activité, Euro Disney sur un d'affaires d'environ 6 milliards de francs répartis également entre le parc et les six hôtels. Or, il n'est pas acceptent d'y loger. Pour réduire l'insques, Euro Disney a développé une offensive commerciale avec des par professionnels du tourisme,

Les clients du part no servat per les mêmes que ceux des hôtels. La première année, Euro Disney compte remplir chambres avec une majorité de ançais, d'Anglais (20 % pour nationalités). En revanche, rance, dont une part la la region partisenne. Selon la prévisions d'Euro Disney, le 1,4 million auxquelles la s'atauxquelles s'alla première seront réserpour environ la l'ampels ou par l'interméappels ou par l'interménir d'une agence de voyages,
pour 30 % à 40 % par des tour-opérateurs, et pour % à 10 par les
congrès ou séminaires. L'Alle-Londres disposent de numé

pour réserver.

« Nous prévoyor un remplissage parc hôtelier de 70 % la première plus un l'année suivante ». John Winder, directeur ventes, qui reconnaît cependant que l'exploitation du parc ceux hôtels, en jouant les heures d'ouverture et les emplois sai-partiel ».

Exclusivité ou pas?

Pour commercialiser as séjours de 3 ou 4 jours avec 2 on 1 nuits, comprenant la more du parc el éventuellement l'arre excursions. Euro Disney ■ passé 🗺 accords avec 💵 quarantaine 🗎 tour-opérateurs, pour l'essentiel des Euro-péens. Accords commerciaux, « préférentiels » ou plus d'exclusivité selon les cas. Dans pays lointains, la société a préféré passer accords d'exclusivité. comme au Japon we la

Un accord, signé avec la compagnie SAS, lui l'ex-voyages par avion

A réussite d'Euro Disney va depuis la la Sa filiale en tant que partenaire prio-se juger sur là fréquentation «tourisme», Vingresor, sea le seul ritaire, sur un contingent de parc de loisirs, mais tour-opérateur en Suède à or 40 chambres par jour que na comme toutes les agences de des séjours et bénéficiers de speciatix pour les rendant en While depuis leur pays. En échange, SAS pris il engage-

réservations suivant Mais pour que l'exclusivité ait un sens, il faut que le mande ou la compagnie aérienne contrôle réellement une part importante des voyages. Or, en Europe continen-tal, on m déplace beaucoup plan par la mana ou le rail, et m individuel surcroft, qui par avion : d'où la réserve des compagnies s'engager vis-à-vis de Disney. Marrie le-Valle n'est par isolé comme intel de Hamila.

L'inquiétude de hôteliers parisions

Air Frage : jugé inntile il se présenter prime transporteur cofficiel» du parc.

Disney et
la position privilégiée de l'aéroport il Roissy. La compagnie a un accord managed par la state of the land operating Tourisme France Interna-par lequel elle à dre un certaines destinations. En revanche, Visit France, filiale d'Air Inter, a réussi après de rudes négo-ciations, à vendre de tels ambili à partir de la produce (voyage en avion, de voiture, 2 nuits, 3 jours dans 🖃 parc) sans obligation

En Allemagn ey s
des accords « majeurs » avec
deux grands tour-opérateurs.
accords avec
nous permettent couvrir 80
marché national », explique John
Winder Winder. La négociés aprement, font remarquer voyagistes. Les responsables du parc placent la ber in in me exigent un engagement un un volume réservation, quand ce n'est sur un chiffre d'affaires. s'entendre avec la

Der berhandem d'Euro Disney des Américains. Il même, la société, qui al ser ses petits concurrents, a néanmoins demandé à certains professionnels du tourisme de ne pas travailler avec d'autres parcs de loisirs. Les intéressés s'en défendent 🖪 expliquent qu'il a tout au plus ilmandê à male ment eux de ne pas faire figurer un autre parc que le leur dans un même forfait. Certains tour-opérateurs, comme Imholz en Suisse, suitant avoir pris en risque. Neu nous sommes

devrons remplir été comme hiver ». explique un cadre d'Imholz.

Dennéep de clients, en princ-

nance M l'étranger, préférent rési-der à Paris, voire des des des moins coûteux des environs. En Angieterre, la société de fauy Sealink, qui n'a d'accord sur la séjours dans la hôtels d'Euro Disney, a mis la point ses propres la dens la hôtels parisiens on 1 moins 1 30 kilomèum du mu Conforfaits, affirme-taont chers que les forfaits de la compagnie concurrente P and O, partenzire « privilégiée » d'Euro Disney, qui

Il n'y a pas de comparaison pos-sible, affirme Euro Disney qui joue la spécificité de parc hôtelier. Ses la reconstituent une ambiance typique, Far-West, Nouveau-Mexique, New-York. Une chambre, qui peut chambre, qui standing». Pour limiter idévelopstanding». Pour limiter dévelop-pement de concurrence, Euro Disney dispose arme non négligeable : grâce à une conven-tion passée pouvoirs publics 1987, préala-le tout limiter dévelop-per de l'implantation de tout dans un

Durs en affaires prometteurs

En France, Euro Disney . . son propre tour-opérateur, Euro Disney Vacances. Comme l'expli-son directent, Luis del Olmo, un ancien de la hôtelière Holiday Inn, les professionnels vente de séjours m France. Les clients français composent nêmes leur directement à la agences In voyages, ilm caristes. Euro Disney Vacances a rim objectile medican il compte pour ses douze premiers mois d'exploitation sur 20 cm seulement.

Deuxième raison, il n'y a pas en France, de société vraiment puissante qui puisse constituer pour Euro Disney un partenaire intéressant, ell n'y a pas de portes fermées, pas d'exclusive. Mais nous préférons évidemment travailler avec des gens avec qui nous avons l'accord le plus large », remarque John Winder. Façon élégante de parler : e l'accord le plus large » signifie un engagement solide. L'accord que les responsa-bles du parc signé avec Havas

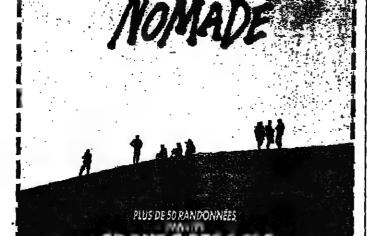
voyages, les forfaits mis an point par Disney Vacances, il préparer avec de d'autres lu faits (hébergement, vacances, weekeura l'exclusivité.

De la même façon, Euro Disney a signé un accord d'exclusivité avec le partenaire de Havas-Voyages France-Tourisme. Ce dernier a concurrente Cityrams auca l'exclusivité de GIE qui eu en face de lui « les » spécie parisiens des visites en zer de la capitale.

négociations ont 🛗 🗂 demeurent encore difficiles : taut qu'Euro Disney n'aura pas réussi sa première saison, des doutes subsisteront. Certains cependant n'hésitent pas a s'engager : The ne comprends pas l'attitude hostile l'égard d' Disney, à l'automne dernier. Laperche, France-Tonrisme. Certes, ils sont den en affaires. Use il es en qu'ils fassent valoir leurs Roberto Laperche, déjà correspondant In PTS, in premier tour-opérateur bri-parc, parc, croit bare, croit parc, man réserves : « Nous me gagnerons pas grand-chose la pre-mière année, sculigne-t-il. Nous pré-30 000 clients, dixième de ce nous faisons Paris. Mais c'est un investissement. Je 👊 🞮 n'engager sur 🖟 moyen 🖂 🙈 parce que nous sommes tous accroître 🖟 nombre 🏄 rullerin à Et nous espérons en récupérer maili um portie de renten Darc ... y

De leur côté, in the same of the salons, voire certains grands hôteliers parisiens, partagent, en ce diagnostic. L'apport en chambres d'Euro-Disney peut très imp au ou l'on manque parfois de chambres à Paris. » De fait, Euro Disney table sur les séminaires pour remplir ses hôtels de «haut de gamme». En particulier sur les visiteurs d'outre-Atlantique, à qui l'on pourrait decor u un sejour auxsont labbe en même temps qu'un certain dépaysement. Ainsi, les responsables du parc antils foudé leurs calculs sur la base «un adulte pour un enfant» au lieu d' and adulte pour trois enfants»,

> **GUY HERZLICH** MARTINE LARONCHE



L'ÉCONOMIE

Contamination: le sang des prisons

Querelles de spécialistes, lenteurs administratives, volonté de ne pas aggraver les tensions en milieu carcéral : ce n'est qu'après l'été 1985 que les collectes « à risques » prirent fin

Plusieurs documents jusqu'alors inédits montrent qu'un grand nombre contaminations par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines s'expliquent par 🛮 fait que des prélèvements massifs ont eu lieu, pendant i première moitié des années 80, dans 🟬 prisons. françaises (le Monde du 11 avril). Dans la seconde partiel de notre enquête nous montrons dans quelles circonstances fut décidé, de manière trop tardive, l'arrêt de collectes

« Cote d'alerte Im prisons », titrait Une du du dation du climat - milieu pénitentiaire, notamment les agressions nombre record détenus 5 000 pour 32 500 places). En mai, moins de dix jours, il y avait en six de de la compour de la compo groupe d'intellectuels lançait un appel a favenr d'une a nouvelle son comble durant l'été,
le président de République
accordait, l'occasion du 14 juillet, une grâce dont devaient bénéficier 2 763 détenus, pour la plupart
incarcérés l'Fleury-Mèrogis,
Fresnes, la Santé Bois-d'Arcy.

Les responsables de la direction, générale de la santé et de la transfusion sanguine invoquaient, comme chaque année à la même époque, une pénurie de sang face II l'augmentation prévisible des accidents de 🗎 route. Tau craignaient

N 11.5

GE S

La mise en garde du docteur Espinoza

Le 26 juillet 1985, 🖢 📥 teur Espinoza adressalt su professeur Jacques Roux. directeur général 📥 la 🚃 M Mm Myrlam Ezratty, Ertenish de l'administration port sur le 🖦 de sang su grand quartier de Fresnes. Il donnait en particulier les résultats 🛅 la collecte qui avait eu lieu li france le 11 juillet w pour laquelle li will pu disposer de testa de dépistage in virus du sida. Sur 298 sujets qui s'étaient présentés à cette www. svaient all récui la mille l'interrogatoire III funda toxico-menes). 44 funda sur les 204 prélevés manu de élia la suite 🖮 dépistage biologique (15 semas séropositifs). Une analyse rétrospective III IIII made com pénitentiaires hall montré 🖿 outre 🚃 🚻 donn'avaient pas leur appartenance I un groupe à risque mm méde-CDTS. 25

Cia résultate, destado la docteur Espinoza, montrent qu'il n'était envisageaili ili poursuivre 🗷 ilise ilis ury au grand quartier du Centre pénitentiaire de Fresnes. 🔤 🖹 plan éthique, sur le plen den mique ». Indiquant que 🖃 fréquence an porteurs du virus de l'hépatite B 페 du virus LAV m m m population pénale posait «un problème santé publique», il préci-sait que donneurs qui s'étaient pré-Market & La Lotter appartenaient à m groupe i risque. Et que, sur les donneurs ayant III effectivement prélevés, M & appartenaient & un groupe à risque.

Dans ces conditions, écrivait-il, 🛮 dépistage par 🔤 médecins interrogateurs du CDTS «n'est pas fiable», pas plus d'ailleurs que le dépistage par M service médical pénitentiaire. Quant 🔤 dépistage biologique, le docteur Espinoza estimait qu'il n'était pas « efficace à 100 % ». En conséquence, il annonçait qu'il 🚛 décidé 🔤 🖚 pas collects prévue le 1≠ acût.

que l'annonce de l'arte col-lectes de en milieu péniten-tiaire ne soit de

Le docteur Jean-Baptiste Brunet (épidémiologiste à la direction générale à la santé) fit, le 20 juin, générale la santé) fit, le 20 juin,
communication sur les collectes de sang en prison devant la
consultative nationale
la transfusion sanguine, structure chargée de conseiller le gouvernement sur la politique transfusionnelle. « Il apparaît actuellement
peu raisonnable, déclara-t-il, de collecter du sang dans des lieux où la
population appartient
catégories risques. » Au
cours de la même réunion, le docteur Bertrand Saint-Paul, du CTS
de Versailles, indiqua 1 %
Bois-d'Arcy avaient Bois-d'Arcy avaient scropositifs Pour autant, mesure immédiate de prévention généralisée ne fut

«La mesure des dégâts»

Toujours le cette période, une autre enquête, réalisée auprès des détenus de Fresnes par le docteur Najib Duedari (directeur du Najib Duedari (directeur du départemental du Val-de-Marne) démontrait la dande telles collectes. « Dès que j'ai négocier avec la différents producteurs la fournides tests disponibles à cette époque, j'ai orga une collecte pilote. C'est la j'ai pris la mesure des dégâts que confie Duedari. enquête portait sur 298 détenus enquête portait sur 298 détenus enquête portait sur premier permis exchue 92. Les 06 détenus restants, nous utrouvé 15 porteurs du virus du sida, soit 7 %. Il l'agissait vraisemblablement de détenus qui avaient participé à collectes de sang préalables. Nous avons, par détenus qui exécus de cette détenus qui été exclus de cette détenus qui été exclus de cette détenus qui été exclus de cette de l'artili. logiques incompatibles avec l'utiliieur dossier médical démontra, par ailleurs, 🚃e certains, qui ne présentalent ces stigmates, avalent antécèdents de toxi-

Le denter Duedari salema le Laurent Fabius, alors premier ministre, an ministère de la santé et au professeur Jean Ducos, prési-dent de la Société nationale de transfusion sanguine. Il reprenait

il conclusions du travail qu'il

venait d'effectuer au grand quartier
des prisons de Fresnes. Ses résultats furent transmis à la même époque i M. Ezratty et à la chan-cellerie par le docteur Espinoza qui situait alors, l'appui, l'ampleur du problème (lire mes

Toujours durant 1985, cestre de transfusion de Bordeaux, qui réalisait quatre six collectes annuelles I la maison d'arrêt de Gradignan (700 détenus, dont plus d'une centaine de toxicomanes), les responsables décidèrent au vu des premiers résultats sérologiques, détruire les 55 poches de sang de la collecte mais le la juillet, puis d'annuler la collecte prévue de devait révéler peu après que sur 242 prélèvements ins prati-242 prélèvements ins prati-en 1985 1986 sur des détenus toxicomanes (198 entrants déjà incarcérés), on relevait plus 55 % de sérologies positives vista du (1).

Le 1= juillet 1985, le comité
té-justice, structure réceni rémismembres l'inspection
générale des l'associales, la
direction générale la santé de
l'administration pénitentiaire se
réunit. Ordre du jour : les collectes
de sang en prison. On évoqua alors
le de deux études en
cours l'amplique de de l'amplique de de l'amplique de de l'amplique de de l'amplique de l de perturbations hépatiques que cinq d'entre eux présentaient un tablean clinique très évocateur du sida. Les résulats de l'étude Bois-d'Arcy furent également

décidé qu'une collecte de sang pré-vue E 11 juillet 1 Fresnes n'aurait lieu que e dans 🕍 mesure où elle fecultation de l'écourait de l ties visant à les por-teurs de maladies évolutives.»

« Suspension temporaire »

Durant l'été 1985, plusieurs collectes de sang furent encore organisées dans des prisons françaises, à Toulouse et à Rennes notamment. C'est en octobre que M= Myriam Exatty, directrice de l'administra-tion pénitentiaire, estima qu'une telle situation ne pouvait plus durer. Une « note» datée du
11 octobre fut les par les
directions régionales l'administration pénitentiaire aux chefs
l'administration pénitentiaire aux chefs
l'administration pénitentiaire aux chefs
l'administration pénitentiaire aux chefs
l'administration pénitentiaire aux chefs raire» les collectes de sang dans

Le 7 novembre 1985, le destate Bahman Habibi, directeur scientifique du CNTS, présenta un rapport à la commission consultative nationale la sanguine. Il indiquait notamment qu'une enquête internationale effectuée par

Isolement psychologique

Le Habibi aux fran-cais le transfusion d'a éviter le collecte II sang II milieu pénitentiaire comme dans tout lieu ou collectivité un nant potentiel-lement un nombre élévé de perconstats décisions qui venaient de le de le de le décisions qui venaient de le de le de le decisions qui venaient de le decision de difficulté par la commission. Le docteur Jean Ducos, président la commission consultative natio-nale la transfusion sanguine, directeur du LII in Toulouse, directeur du l'année l'éviction i lieux collecte [no] renforce l'isolement usychologique détenus. D'autant, ajoutait-il, qu'il les de sang pris en compte les de sang les les de s peine». Lors le la même réunion, le docteur Brunet le qu'une position officielle la chancellerie aurait été « préférable », mais que ne pas « souhaité ».

actuels du sysque les collectes pratiquées ... milieu carcéral, jusqu'à la fin de 1985, et pu être à l'origine de contaminations transfusionnelles. Le premier cas connu est celui de l'affaire Courtellemont, du nom d'une femme contaminée par le ini du side plusieurs années rès des sious un accident de la route. L'expertise judiciaire avait démontre un la contamination avait pour origine le sang d'un létenu de Fleury-Mérogis (2).

Interrogés par a cliniciens cherchant a établir l'origine de nombreux cas de la post-transfu-sionnels, responsables de plu-tiera centres de transfusion, comme celui d'Evry qui a collecté jusqu'en juillet 1985 à Fleury-Mérogis, sont à la marche d'anciens détenus — considérés comme pouvant la l'origine de contaminations. Ces situations se multiplient depuis la mise en place de la procédure d'indemnisation.

Comment expliquer qu'aient perduré le pratiques dont on mesure aujourd'hui le conséquences qui, en toute logique, auraient pu mise évidence, un mannées 70, le la forte prévalence du virus de l'hépatite B

Erreurs mortelles

par Jean-Yves Nau 🗗 Franck Nouchi

ON per prendre plei-nement conscience des conséquences mortelles d'une pra-tique qui manda au fond, précisément là ni la fallait prenait statistiquement la plus grand risque infectieux. Tout passe en militaria si la comportements margineux - la toxico-manie premier lieu - avaient pour conséquence de «marquer» biologiquement les personnes concernées; un marquage da nature contagieuse, par sexuelle mu sanguine.

Pourquoi ne pas avoir tenu compte, des la 2004 70, des nombreux enseignements tirés des études épidémiologiques sur l'hépatite virale il type B, une patho-qui préfigurait ce qui les se produire avec le sida? Plusieurs transfuseurs expliquent aujourd'hui qu'en du sang en prison ils répondaient à une impératifs humanitaires. vince notamment, and avoir cherché a l'époque à and a les détenus à risques et les sangs potentiellement infectieux. Au vu demières révélations officielles concernant la guerre des centres fractionnement (le Monde Science Médecine du 1º avril)

miques ont puissamment joué, la la milieu pénitentiaire temps crecord et pour un coût modique de Paris dans man quartiers pour être fréquentés par personnes appartenant à les groupes à laut risque la contami-virale. Les collectes ont eu que les pouvoirs publics avaient de la depuis 1985 de limiter i remboursement des tests dépistage, qui ne pouvait qu'inciter le plus démunis le les donner leur sang ... pour connaître **L** sérologique.

🗛 vu de la faillite ங 🖫 transfusion sanguine française, un mesure combien le professeur Jacques Ruffié, éphémère président du conseil d'administration du CNTS, avait de réclamer la création véritable spécialité médicale un transfusion sanguine. Mais, quelles que les les res-ponsabilités des transfuseurs, on ne peut, pas plus que dans l'affaire des hémophiles contaminés, se borner à jeter l'anathème sur un 📹 faite.

tout petit responsables auraient empoisonnant im made. La haut niveau de aujourd'hui en litera 🕮 am rapproché il al l'utilisation of any of the produits guins, qui – **Sanda** III nelles III mythe de la pureté du bénévolement man - diam l'un tien plus de du monde. On peut manquer d'am stupéfait au cloisonnement, à 🖫 somme de dysfonctionnements ou ministères concernés, a 1 supplantant impératifs sanipersonne ne militari li synthèse informations disponibles. Au total, in the et la diffusion a virus de l'épidémie de and dem la population.

L'absence de gestion du risque sanitaire fait que l'on n'a toujours pas Mi les lecons du scandale du par l'indemnisation. Plus que jamais, 🖾 graves 📶 du rapport Lucas étant établies, s'impose nécessité que toute la lumière

la circulaire de la direction de la santé en 1983?

arguments peuvent avancés. Il y a d'abord une querelle de disciplines, sinon de chapelles médicales. ponsables transfusionnels reconne which we pris au cette circulaire, émanant de virologie et d'épidémiologie peu an fait, croyaient-ils, la questions la transfusion. Il y avant aussi le sentiment diffus, chez nombre in transfuseurs, que, pour l'essentiel, les problèmes virologiques étaient d'un mar-depuis qu'il disposaient d'un mar-queur il l'infection par le virus il l'hépatite B. On retiendra encore l'erreur commise par nombre d'enproportions des détenus (homosexuels toxicomanes) potentiellement le virus du sida.

Le poids du silence

Cela n'explique pes In I II y aussi les sous-estimations II I erreurs minises par les bles de la transfusion sanguine bles de la transfusion sanguine française, la mesure la effets dramatiques. Il majouter le poids du silence, la politique du lors que l'on la la question du sida la des prisons. Les priorités n'étaient pas d'ordre sanitaire. Il s'agissait, le tout, de la compatible des préservatifs aux déstribuer des préservatifs aux déstraus on encore si vatifs aux détenus ou encore si la prison était, promiscuité aidant, un ieu «sidatogène».

Plan éléments témoignent de la certains représen-pouvoirs publics d'empêcher certaines min médicales ou scientifiques d'expliquer qu'une proportion importante des diam était ou pou-vait l'être. Un risque épidémique que l'on pensait a tort maîtrisé, la

volonté m poursuivre une pratique aidant au maintien du fragile équilibre pénitentiaire et le souci de ne stigmatiser gardiens et explique que l'on 🔤 continué les reflected de la la risque de contamination était le plus

sieurs responsables de centres, disposant des premiers de dépli découvrant les «incroyables» résultats premières sérologies en milieu pénitentiaire, « voulant les dans les prisons s'opposer leurs autorités tutelle, préfet « direction départementale de l'action sanitaire m sociale. C'est ainsi ment aujourd'hui avoir dù mentir, pendant l'automne 1985, en prétendant qu'ils n'avaient plus 🔤 techniques de collecter en milieu carcéral. en prison mais n'ont pas monde mil fini par comprendre qu'il risquait

J.-Y. N. 🗰 F. N.

(1) Sida, toxicomanie milieu ral: enquête épidémiologique la maison Bordeaux-Gradignan, nº 123, 1987. Thèse université Bordeaux). La 10 février 1986, à la tri-bune de l'Assault nationale cine, le docteur Michel Bénézech (Bordeaux) annonçait que le taux de détents séropositifs dans les maisons d'arrêt des grandes villes françaises était de 50 à 200 fois supérieur à celui de la popula-tion générale.

(2) La cour d'appel de Paris, confir-mant le jugement du tribunal de grande instance de Fontainebleau, a accordé, le 7 Julilet 1989, 2 300 000 F & M= Courtellemont « en réparation de son préjudice strictement personnel, découlant de la contamination ». Cette indemnisation devan incomber an conductor du véhicule à l'origine de l'accident, à son employeur ainsi qu'à la compagnie belee d'assurances, La Patriotique.

Abandonnant la notion de « faute lourde »

Le Conseil d'Etat assouplit la jurisprudence sur la responsabilité des hôpitaux

Le Conseil d'Etat a annulé. vendredi 10 avril, un jugement du tribunel edministratif de Rouen, en date du 4 avril 1986, condamné un hôpital de Seine-Maritime I verser plus III I million de francs II une femme victime d'importantes séquelles après me série d'erreurs médicales commises im d'un accouchement par césarienne. Cette Mulden werming une étape importante im la jurisprudence quant la responsabilité des hôpitaux. Le la d'Etat ne retiem plus Menemula que la notion de «faute», la qualifier de «lourde» comme il le helet jusqu'à présent.

Le 9 mai 1979, quelques jours avant le terme de sa grossesse, M= V., de la trente-trois subit une sous anesthésie péridurale, I l'hôpitalclinique in Belvédère, un établissement public in cinquant lits spécialisé en chirurgie situé à Mont-Saint-Aignan (Seine-

Az cours de l'intervention, chutes brusques tension rielle, suivies d'un arrêt cardiaque. M= V. est réanimée sur place, puis soignée au CHR de Rouen on elle restera hospitalisée jusqu'au 4 juil-let. Elle demeure aujourd'hui atteinte d'importants troubles neurologiques moteurs, séquelles de l'anoxie cérébrale due à l'arrêt car-diaque. Le 4 avril 1986, motribunal administratif de Rouen rejetait les demandes d'indemnité U hauteur de II 437 600 F) de M. et M. V. et mettait I leur charge II frais d'expertise médicale. C'III ce jugement que le Conseil d'Etat vient d'annume condamnant l'hôpital-clinique du Reluvidire à verger à M. et que du Belvédère à verser à M. et M. V. la somme de 1,3 million de M=V. la somme de 1,3 million de francs auxquels il ajouter les intérêts à compter avenuels l'as frais d'exper-

charge de l'établissement hospita-

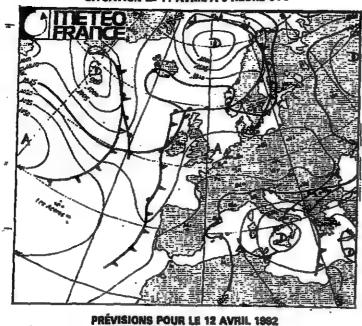
ier.

M. V. avait, du de l'inserparticulière du placenta (plapravia) un risque particulier d'hémorragie. Ce risque était connu grâce réalisation rieure d'une échographie. Cela pas empêché le d'administrer avant l'intervenune excessive d'un médial hypotenseur puis durant l'intervention un produit anesthésique contre-indiqué, compte tenu son la la hypotenseur. Pour le Conseil d'Etat commises constituent une faute médicale de nature à engager la responsabilité de l'éta-blissement hospitalier.

Après la décision le la cour administrati le le Lyon qui avait tenu médecins qu'ils font courir leurs en thérapeutique nouvelle (le 1990), en déciune évolution impor-tante la jurisprudence en matière la responsabilité hospita-lière.

Jusqu'à présent, la la clourde » pouvait, dans le thérapeutiques, mettre en jen le responsabilité du service hospitalier. Désormais « de ce de ce le fonte le de la le ce le c que la faute lourde est devenue de moins en moins spécifique», le Conseil d'Etat a uniformisé le régime de mise en cause de la res-ponsabilité des hôpitaux et n'exige plus désormais, y compris pour les actes médicaux, qu'une faute, sans qualifier. Il a de la sorte simpli-lu et assoupli sa jurisprudence.

« Une telle évolution n'aura pas note tette evolution n'aura pas pour autant pour effet de transfor-mer dans le service public hospita-lier l'obligation de moyens des médeclas en obligation souligne-t-on au Conseil d'Etal. En particulier l'ivez administration particulier, w juge administratif continuera de tenir compte, dans



LEGENDE 🔆 servene SCLARICUS PEU IRMOE COUNTIES FOLLANCE OU COMPET HIII PLUE AVENDES ₹ ORAGES SEPERATE AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PE

vars l'Est au fil des heures, recouvrant régions des Pays de Loire et marin, puls s'étalent du Nord-Pas-de-Calaia à la mi-journée man du maseif Central aux Ardennes en fin d'aprèsmidi. Cette bande mugues sera peu active, elle ne donnera pas de précipiteactive, elle ne donners pas de précipitations seuf près des côtes dans le nuit
et le matin. Elle ira même en se fragau le le le le matin et le matin. Elle ira même en se fragle le le le matin et le matin

TEMPS PREVULE Dimenshe 42 Avril 1852

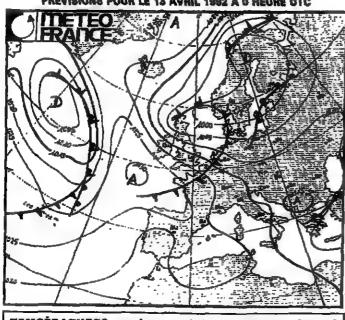
progressivement la Normandie, Pays mid, toutes les réglons situées d'une ligne

VERS AID!

Le mistrei et la tramontagne ambe-ront à 70 kilomètres/heurs en rafame et le vent de nord-ouest des pointes de 50 kilomètres/heure des Côtes-d'Armor en

Les températures resteront printales les miles s'étageront de 1 degré il 1 degrés dans l'intérieur des terres, it de 5 degrés à 11 degrés près des il Les maximales, relativement homogènes, avoisinaront 15 degrés. le Sud. Le prema même dépasser la graduation des 20 degrés régions Provence-Alpes-Côte-d'Azar, Languadoc-Roussilion et Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1992 A 6 HEURE UTC



TEMPÉRATURES maxima - minima 📹 temps observá Valours extrêmes relatives erare
In 10-04-1992 II 18 heures UTC et le 11-04-1992 à 6 heures UTC LIDEMBOURG. 16 7 MADRID 1 D MARRAEREH 23 D D MELL 13 M MIAN 1 D MONTRÉAL 2 C C PITE 32 D ÉTRANGER BOURGES ____ BREST _____ CAEN _____ ALGER 15
AMSTERDAM 11
ACTURES 23 MOSCOU_____ 1 NAIROBI____ 26 BARCPLONE 38 NEW-YORK 21 CREMOBLE ___ BRUXELLES___ PONTO INCIDENTAL PROPERTY OF THE PROPERTY OF T LIMOGES_ LYON____ COPENHAGUE 14 DAKAR 23 ARREIT J.R. EOME SINGAPOUR 32
STOCKHOLM 10
SYDNEY 10 GENEVE ___ HONGKONG 25 22 Q ISTANBUL 22 Q ISTANBUL 23 12 D LE CAIRE 34 D LISBONNE 28 II N LONDRES 17 4 C VANTER NICE PARIS MONTS .. TUNIS 18 9 P VAESOVIE 7 -3 D 17 6 D . A В D N 0 P T **246136** COMP iompå: ويفد

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins Il heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Metéorolo

Samedi 11 avril

TF 1 20.50 Soirée spéciale : Euro Dieney, l'ou 23.05 Sárie : Duo d'enfer. 0.00 Magazine : Formule sport.

A 2 20.45 Chempionnat du monde d'orthographe : Le Corrigé.

22.05 Magazine : La Nuit des héros. 0.00 Magazine : Double jeu. 1.10 Journal et Météo.

FR 3 - Do 20.00 00 à 1.20 La Sept --

CANAL PLUS 20.30 Téléfilm : Double vision. 22.00 Documentaire : Colobes des singes en habit. 22.45 Flash d'informations. 23.01 Le Journal du cinéma. 23.05 Clnéma : Simetierre, #

LA 5 20.50 Sárie : Commissaire

0.45 Sport : Golf.

22.25 Sport : Patinage artistique 23.20 Série : Freddy,

de vos nuits. 0.10 Journal de la nuit. M 6 20,30 Obvertissement: Lee Dents de l'humour

20.40 Téléfilm : Gladietor justicier de la route 22.25 Téléfilm : Le Naufragé des étoiles 0.00 Magazine : Flashback. 0.30 Six minutes d'informa

LA SEPT 21.00 Documentaire : Identy Kid. 21.55 Documentaire: Robert Languer 22.30 Le Courrier des téléspes

22.35 Soir 3. 22,50 Téléfikus Women and Men. 0.15 Magazine : Mégambu.

Dimanche 12 avril

TF 1

19.00 Interview de M. François Mitterrand, président de la République. 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.

20.50 Cinéma : Le Môme. 🗆 22.35 Magazine : Cine dimanche. 22.40 Cinema : Le Ruma de Don Camillo. 🗆

HEOU Interview de M. François Mitterrand, pro 19.59 Journal

Journal des courses Série : Nestor Burma.
Corida aux Champa-Elyaées.
Leoavise en sera dans les
milieux du cinéme.

22.15 Magazine : Bourllon de culture. Invitée : Catherine Den 23.40 Journal et Météo,

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'informetion. De In II i 19.35, le journel 🎞 le région. 20.05 Dessin animé:
Las Contes défaits.
20.10 Série : Bermy Hill.
20.45 Spectacle :
Partire l'estival

international du cirque à Vérone.

22.05 Magazine : Le Divan.
Invité : Vtadimir Fedorovski,
diplomete et homms politique
russe (l'Histoire secrée d'un
en d'Etal).
22.25 Christone : Météo. 22.50 Cinéme : Der Junge Mederdus. mm (1.13 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Chasseur blanc cosur noir, mun 22.15 Flash d'informations. 22.25 L'Equipe du dimanche.

LA 5 20.00 Journal in Météo. 20.50 Il est moins 5

M 6

III III minutes d'Informa tions et Météo. 20.00 Série :

de LA 5.

Madame est servie. 10.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Cinéma :

Le Promeneur de il la compania de 22.15 Magazine : Culture pub.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements:

46-62-74-43

17.55 Documentaire : Voyage en Amérique avec un cheval

18.55 Le Salon littéraire l'Europe. 20.00 Le Métier de

tateurs. 20.35 Cinéma : Partition inachaváe:

Le Dessous ties cartes. 22.20 Cinéma : The Require Es

LA SEPT

20.30 Le Courrier des téléspes

pour piano mécanique, « m

CARNET DU Monde

-Couvreus. Xavier Couvreur, Yannick et Bertrand Huch Ghistaine, Jean Christian, Fabrice et Argond,

ses enfants, familles Convreur, Guiardel,

a faire part de

COUVREUR, professeur de sciences social l'université de Grenoble,

au CNRS, consciller du président Léopold au Sénégal.

L'incinération aura lieu dans l'inti-

m mi couronaci. faire-part.

compagne, Ses enfants et ses petits-enfants

Jean-Yves, Signi Dela Vincent Delange Véronique Delango,

ont la douleur de faire part 🖦 décès de DELANGE, professeur de lettres classique au lycée-Malherbe de Caen,

au lycée Henri-IV III Paris, # 7 avril 1992, # 154 d. o-sopt IIII

La cérémonie religieuse sur lieu le lundi 13 avril, il 10 h 30, en l'église Saint-Germain Charonne, suivic Pantin.

- В Масанх. M. I Macaux, M. Alain Macaux, leurs épouses et leurs enfants, Le docteur Jean Dorst

immilie i ses amis, ont in douleur de faire - - - -M. Gustave MACAUX,

survenu à Lyon, le vendredi 10 avril-

Les obsènues religiouses auront lieu le lundi 13 avril, à 15 h 45, en la | rappel à Dicu de collégiale de: Montmorency (Val-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5756

HORIZONTALEMENT I. Peut encore apporter le charbon dans les villes. S'allonge après un bon repas. — II. Il faut la corriger quand elle embrasse mai. Ouvrages Il ramages. Supprime une reprise. — III. Sont écorchées avec il máchants instruments.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 15 14 15 Emprunt sans in it is (plusieurs mots). - V. (plusieurs mots). – V. Pays du bengali. Symbole. Les pions y sont ш nombreux. Désigne
un corps simple, -VI.
Regroupe III nombreux « rats ». Elle vi
enlace son iudans un jardin. - VII.
Apportent de l'asu à VIII
la rivière. l'illir de ix
« quartier ». Abrévistion, - VIII. Bienc. Est
souvent III. Est nombreux. Désigne un corps simple. - VI. Regroupe III nomles hôpítaux. Participe. – IX. N'a pas sujours les piede sur tem Interjection. XIV Rasent parfois le xv menton. - X.

Ordonne des régimes aux gros lar-dons. Grande partie de cartes. — XI. Annesux. Sur un pli. — XII. A des carpes ses On peut l'être par la victoire. ... XIII. S'oppose su rapprochement parties. Ses par MAII frivoles. - XIV. Tames du présent. Croisé dans la forêt. Bien disposé. - XV. Non répandus. On ne peut

VERTICALEMENT

1. Poulet en... pêté. Feit employer in mitraile pour les règlements de comptes. - 2. Tourmentés par une dent. Adverbe. - 3. Familière à caux qui ont l'habitude de ne pas respecter la Parties de -4. Effets de coups répétés. Réserve d'essences. - 5. Ses seux vont au Congo. Précise une possession. Maison d'arrêts. -6. Un expert en mailes. Dans les marécages ou les bas-fonds, -7. Outils de forgerons. Descend à tombeau ouvert. - 8. Attiss en partie. Capacité trop grande pour une cruche. - 9. Evite une répétition. Vaut bien cela. Politique étrangère.

- 10. Faire appel ii son assurance. ii¹ - 10. Faire appel is on assurance. It is most exprendes but conceile qui en a un ne le sait pas. - 11. Renouveler des cravates. Jeu d'ombrelles. - 11. Le plaisir de sas n'y est pas nuages. - 13. Itemme le loi alle-pared. Se met et clou lie le passe. mend. Se met au clou. Un reconue: des courses. - 14. L'un suit l'autrel un officier. Producteur de Symbole chimique. -à tous les organes, qu'ils soient à droite ou il gauche. Très sobres.

Solution du problème nº 5755 **Horizontalement**

I. Barbari. - II. Ecorcheur. - III. Liter. - IV. Leine. - V. Ire. Va. Ru. - VI. Saigner. - VII. II. U. - VIII. Sorts. Sai. - IX. Tieré. Ana. - X. Musqués. - XI. Susi. Trl.

Verticalement

1. Belicistes. - 2. Acier. Loi. -3. Rôties. Rama. - 4. Bren. Autrui. - 5. Ecrevisses. - 6. Ahl Age. -7. Uélé. Saut. - 8. Trépaner. -9. Prieur. lest.

GUY BROUTY

- Saint-Quentin, Dunkerque,

M. Marius DELMAERE.

[24/3]

Décès

François Delmacre. Le lieutenant et Me Prédérie M. Jean-Marie Delmaere, M. Jacques Rouch. M= Josette Rouch.

la douleur de faire part du décès

officier réserve, M. M~ Bonduc, médaille militaire. national Mérito

croix 1939-1945, croix 1939-1945, croix 1939-1945, in Résistance, survenu Saint-Quentin, le mereredi avrit 1992, l'Usa quatre-ving-dix muni

Le service religieux sera célébré samedi 11 avril, à 11 heures, en la basilique de Saint-Quentin, sa paroisse, 🚾 l'on 🗩 réunira.

La du corps tiendre fien de condoiéances.
L'inhumation e fere au cimetière de Dunkerque (Nord), le lundi 13 avril, vers 1 l h le le le la famille.

🚛 avis 🖮 lieu ា faire-part.

12. rae Chantrelle. 02100 Saint-Quentin. Lieutenant Delmaere. Quartier Lemaître, and the Control of 77022 Melun Cede... Pompes funèbres générales Est marbrerie, 35, place de l'Hôtel-de-Ville, 02100 Saint-Quentla. Tel.: 23-62-35-27.

<u>Avis de messe</u>

- La messe | la mémoire |

Roger CHAPELAIN-MIDY. sera célébrée mercredi 15 avril 1992, à 16 houres, m l'église Saint-Médard.

M= Chapelain-Midy, Et se moune remercient très sincèrement tous ceux qui massociés leur deuil par leur présence, onvoi le fleurs et

> Messes anniversaires - Pour premier anniversaire du

Jean-Michel DETROYAT,

une messe à son intention sera célé-brée, le lundi 13 avril 1992, à 18 h 30, m l'église Spint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6*.

<u>Anniversaires</u>

- Le 12 avril 1991.

Jean-Marc BERNARD

a quitté les siens, Helen Bernard III rappelle II ses amis qui gardent son souvenir.

- Il y a cinquante ans, au Mont-Valérion, de fusillé Jean STÉPHAN.

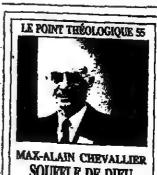
fi mana ana. Que ceux qui l'ont

Pour toutes vos commandes de fleurs Naissance, baptême, honçoites, monage et décés Le Fleuriste de Vaugirard Livraisons II domicile, Paris,

banlieue grande illieue.

131, and de Vaugirard, 75015 PARIS

Tel. : 47-34-56-09 -





72

BEAUCHESM

4.

Fallss

===

Sup PRIVABLE

L'art du ballet selon Bournonville

Méconnu en France, ce « Danois de cœur et d'âme » mort au siècle dernier est un modèle pour les chorégraphes du monde entier

COPENHAGUE

notre envoyée spéciale

Si le petit Danemark (5 millions d'habitants) siège à la table des superpuissances du ballet, à côté de la Russie, de la France, des Etats-Unis et de l'Angleterre, il le doit à un chorégraphe qui n'avait pas une goutte de sang danois dans les artères mais se proclamait «Danois de cœur et d'âme»: Auguste Bournonville, fils d'un danseur français et d'une servante suédoise, né et mort à Copenhague (1805-1879). Un buste poussiéreux dans le foyer du Théâtre Royal, jaloux de la célèbre Petite Sirène qui draine les touristes dans le port? Tout le Si le petit Danemark (5 millions touristes dans le port? Tout le

La bournonvillomania galope.
Cent trente-huit critiques de danse, accourus du monde entier Jusque d'Hawai), viennent d'assister au Festival Bournonville Brganisé par le Royai Ballet Danois. Présexte : le cent cinquantième anniversaire de la création de Napoli, l'œuvre la plus fameuse du maître. Le premier Festival, en 1979 (centenaire de sa mort). n'en avait tenaire de sa mort), n'en avait attiré que quatre-vingts, mais son retentissement aviva l'intérêt généretentissement aviva l'intérêt général, favorisa recherches et reprises.

son vivant, Bournonville n'avait bross Danemark, qu'à Stockhoim Vienne. In lest qu'an lendemain la seconde guerre mondiale que mouvement international se déclenche: an 1952, le chorégraphe danois Harald Lander remonte pour le Grand Ballet Marquis de Cuevas. I Paris, la marquis de Cuevas, I Paris, la la landement, quelques observateurs anglo-saxons invités à Copenhague découvrent l'héritage bournonvillien Depuis, me découvrent l'héritage bournonvil-lien d'addissant Depuis, un recense d'addissant deux cent quarante-cinq productions de bal-lets de Bournonville, montées par quatre-vingt-dix compagnies. Soit, à ce jour, plus de cinq mille repré-sentations...

Formé par Anguste Vestris

Dire III Bournonville était III suadé que ses ballets ne lui survivraient pas! Non par modestle, an demeurant, mais parce qu'il jugcait, d'une part, que les scènes des nouveaux théâtres, irop grandes, leur nuiraient (ce qui se révéla fank, car il était, sans le savoir un grand dévoreur d'espace), et, d'autre part, que ses successeurs désintéresseraient. Or, aur la cinquantaine de ballets qu'il sur la cinquantaine de baneis du li composa – sans compter les diver-tissements d'opéras ou de théâtre, – une dizaine n'ont pratiquement pas quitté l'affiche du Théâtre pas quitté l'affiche du Théâtre Royal de Copenhague depuis sa Napoll, qui s'est iamais absenté plus de trois de suite, connaissait, durant ce festival, sa 692° représentation, battant d'une courte tête la Sylphide (659°). Cette tradition ininterrompue explique de vitalité de « corpus » chorégraphique bournonvillien, le plus ancien qui present exhumés, de fille mal gardée, la Fille mal gardée, més, la Fille mai gardée, de Dauberval (1789), Jason et Medée, de Noverre (1763), sont l'objet d' «interprétations» plus ou moins après deux d'oubli.

Est-ce à dire que nous voyons



Cristina Olsson et Lloyd Riggina : un monde d'harmonie et de joie de vivre

ville dansés exactement comme ils ville danses exactament comme in l'étaient en son temps? Nullement.

« Il n'y a qu'une seule représentation authenti ... c'est la première,

Erik Aschengreen, vivante clopédie du ball ... possessur des plus belles moustaches de Scandinavie. Il ... seconde, ... altération commencent. Puis l'une envers l'héritage change ... en époques. Après en l'estain l'étaine de pour moins et respect envers les euvres ... passé, et c'est ... mieux » An fil du les de ballet danois ont mounte des détails, en fonction des danseurs et des goûts du public, et transformé certaines scènes (le deuxième acte de Napoli et plusieurs passages d'autres ballets ne sont plus de Bournonville », et son fameux «style», que l'on invoque là-bas à tout instant.

Formé à la danse, tout petit, par l'étaient en son temps? Nullement.

Formé à la danse, tout petit, par père et par l'italien Vincenzo Galeotti, alors directeur du Ballet Royal, Auguste Bournonville fait ses débuts en scène à huit ans. Il sera marqué par mois, le second de six ans, dans les années 1820), où il travaille avec l'erre Gardel — surtout m'illustre Auguste Vestris, le «dieu de la danse»: élécance et grâce sont la danse» : élégance et grace sont alors les dominantes d'un style alors les dominantes d'un style funçair qui se perdra complètement à l'Opéra de Paris lors de la décadence du ballet, I la fin du siècle.

dernière rigueur envers mes défauts et me traite avec beaucoup de considération, écrit Auguste à son père. Ce qui est singulier, c'est qu'il me corrige absolument sur les mêmes points que vous, ce qui me fait voir que j'al eu un excellent maître en vous, s

Rentré Copenhague, il mommé à vingt-cinq ans, en 1830, directeur du ballet, poste qu'il conservera, avec quelques échipses, jusqu'en 1877. Esprit extrêmement ouvert et curieux, il est sans cesse

informé de ce qui passe en Europe; grand voyageur, il observe et rapporte de partout du matériel chorégraphique, ce dont témugent les titres de ses ballets: l'Toréador, Napoll, Loin a Danemark, des fleurs à Genzano, à Brugez, Abdallah, De la Sibérie à Moscou... Homme de théâtre, il met en scène Lohengrin, première représentation wagnéthéâtre, il met en scène Lohengrin, première représentation wagnérienne au Danemark. Il mène également une lutte pour la reconnaissance du statut social des danseurs, leur obtient pension de retraite: après sa mort, on écrira que « grâce à Bournonville, l'Dan est le premier pays le mot de ballerine ne soit pas le mot de ballerine ne soit pas de celui de courtisane. hop, le style a disparu.» Curieusement, l'école Bournon-

Un subtil code de positions

Cress morale apparaît en fili-grane dans le monde des ballets de grane dans le monde des ballets de Bournonville, un monde d'ordre, d'harmonie, de beauté et de joie de vivre. Si les forces du mal apparaissent, elle sont vaincues; les amants séparés par l'intervention de créatures fantastiques (naïades, trolls, etc.) se retrouvent, les fiancés volages se repentent, et le happy end est prétexte à d'exubérants divertissements, feux d'artifice de danse. Le romantisme de Rouromyville est un repentieure à Bournonville est un romantisme à la danoise, fort éloigné du roman-tisme «noir» européen : l'art doit être positif, sa mission est d'élever les esprits et de nous rendre mell-leurs – le chorégraphe se montre lei proche de ses compatriotes écri-vains et autres artistes. Notamment de son ami Hans-Christian Andersen, l'anteur des Contes.

Le fameux «style Bournon-ville»? Immédiatemment recon-la scène, plus malaisé à décrire. Son premier de la décrire. Les brance comme indécente. Les bras, souvent tenus, pendant les sauts, en position basse, arrondie, au lieu de battre l'air comme des ailes, contribuent à

impression d'aisance 🗷 🛍 📰 🔛 « propretó» 📖 pius appréciée que l'im : mieux value pirouettes parfaitement terminées que six Comptent aussi Γείέgance, substil positions du corps l'es-pace : C'est difficile danser, dit Frank Andersen, qui a stoppé une brillante carrière 🍱 danseur pour prendre depuis la la direction du Royal Ballet, que de exige I tout instant extrême coordination de la tête, du jambes. Les petite erreur des épaules et

elle a produit et mallima de pordirer plus de grands danseurs que de grandes danscuses. Revers de la pointqu'on peut parier d'une véri-table danish de parier de entre le Parette et les Elab-line : Eric Bruhn, le plus parfait danseur de l'époque, Peter Martins, aujourd'hui directeur du Ham York City Ballet, I Schaufuss, II Anderpartis conquérir la gloire outre-Atlantique. Aujourd'hui, c'est Nicolaj Hübbe, vingt-quatre em qui suit la filière : il partira en juillet prochain un contrat d'un an pour le 1702 – nui de sa un la splendeur le de sa danse n'y ravages. In geance, pour une fois : de chercheurs de la danois ont kidnappé, en plein Michigan, il a a cinq ans, le merveilleux Lloyd Riggins, and de and augustation que

Dieux, qu'on danse bien, au Danemark! De William halls ries crucu line Oct ou la mou jeune Schandorff rivalisent avec masculines, mais tout le corps de ballet semble avoir or d'income progrès depuis me sées, Paris. La pantomime, qui ville une place importante, 📟 exéavec una clarté, une précision, un naturel incomparables. Mais = moments de danse d'hui, et, sur ce plan, la l'inda aura d'un le l'A d'une Sylphide historique, d'un Napoli ébouriffant, on retiendra la découn'avait au donné au Danemark depuis IIII - romatron et magie diem un Irak di conte de fées. Les deux productions nou-velles étaient celles de Napoli et d'Une légende populaire, les décors et costumes de celle-ci étant signés de la reine Margrethe II, supporter numéro un de la troupe.

Rendez-vous 🔳 déjà pris à Copenhague pour la 3º Festival Bournonville, a 2005, pour le bicentenaire 🍱 sa naissance. En tion du Royal Ballet Danois au Palais Garnier, M il n'a pas mis chaussons depus WWW Ou l'entrée au répertoire de l'une Bournonville, chaînon outrageusement manquant dans un

CINÉMA

L'anniversaire de «Positif»

La revue célèbre ses quarante ans d'engagement cinéphilique

La naissance de Positif ne fut pas un événement aussi considérable que celle des Cahiers du cinéma en avril 1951. Il s'agissait, au départ, d'une revue provinciale, on dirait aujour-d'hui de décentralisation. Positif tut fondée à Lyon, en mai 1952, par un étudiant, Bernard Chardère, qui, avec quelques camarades de khâgne, fré-quentait les ciné-clubs. En cela, il n'était pas bon bec que de Paris. Le n'était pas bon bec que de Paris. Le mouvement des ciné-clubs essaimait d'un bont à l'autre de la France.

Les jeunes geas de Positif le la la cinéma, de Jean George Auriol, les Cahiers qui lui avaient succédé et Raccords, autre revue animée par Gilles Jacob. Ils pensaient le cinéma n'avait de le vue universitaire et conturel, le rang anquel il avait droit. La revue lyonnaise

paquit de cette exigence.

Elle d'abord numéros petit format puis, en 1953, un numéro spécial J. Vigo (le cinéaste maudit du l'addition de l'années commençait d'être de la juste valeur), qui assura sa réputation au-delà des bords du Rhôm et de la Saône. Quelque temps après, Positif émigrait à Paris, pour être publiée aux Editions minuit.

En 1955, alors que je venals d'entrer aux Cahiers du cinéma, j'eus la curiosité de mieux connaître cette autre équipe de cinéphiles ardents avec laquelle la rédaction des Cahiers entretenait des polémiques. J'ai rencontré Bernard Chardère, rue Bernard-Polises dess no actif bursus eris contre bernard chartere, the bernard Palissy, dans un petit bureau qui res-semblait à un placard. Son accueil fut cordial et nous sommes restés en ami-tié depuis toutes ces années, établis-de la contre de la co sant une sorte d'axe Paris-Lyon - cela passe par l'histoire l'Institut

Mais lorsque, à propos d'une reprise Reine Christine, Chardère me demanda un article sur Cutta («La fin d'un mythe»), un de ses collaborateurs rédigea un texte contradictoire («La découverte d'une actrice», par Jacques Demaure), publié dans le même (14-15) de novembre 1955. Fin de la live de réconciliation des le enemis», qui, par revues interposées, se livraient une guerre virulente.

Attaguée per Truffeut

On a trop tendance à dire aujoura nu que c'etati une sate de jeu. L'es-prit de Pasitif, alors très à gauche (mais non stalinien), surréaliste, anti-clérical, antibourgeois et porté, par Ado Kyrou et Louis Seguin en particu-Ado Kyron et Louis Seguin en particu-lier, à l'exaltation de « l'amour fin était irréductible à la cinéphille hollywoodienne, esthetisante, et à la politi-que des auteurs en vogne aux Cahiers. Positif anna pourtant aussi ses suteurs: Autant-Lara, Bunuel, John Huston, Richard Brooks et Michelan-gelo Antonioni: rien en cotamun avec a publication rivale.

Chapelle de gauche, Positif pronon-Chapelle de gauche, Positif pronon-çait des excommunications majeures : ainsi Roberto Rossellini... Les partis pris faisaient rage. Un jour, Truffaut s'attaqua violemment à l'idéologie et à l'esprit de la revue dans un de ses plus brillants articles, «Positif : copie 0», daubant, au passage, sur l'expression « nous autres à Positif » qui, de l'autre côté, faisait florès pour dire l'étroite camaraderie. Venu le temps de la nou-velle vaeue. Positif ent sa revanche en velle vague, Positif ent sa revanche en s'attaquant systématiquement à Godard.

Godard.

L'ex-revue lyonnaise ne paraissait pas de façon régulière. Des Editions de Minuri, elle était passée chez Fasquelle. En 1960, Eric Losfeld la reprit dans sa maison d'édition, Le Terrain vague. Dans l'officine de la rue du Cherche-Midi se tensient des conversations passionnées sur la littérature, la politique, le cinéma l'érotisme, entre Ado Kyrou, en Benayoun, Jacques Demeure, Paul-Louis Thirard et Gérard Legrand, entre autres. La plupart de des Cahiers devenus réalisateurs. Sculs, à Benayoun et Kyrou tentèrent l'aventure.

adoucies. Positif (où Michel Ciment, l'actuel animateur de la revue, apparut à partir du numéro 60) allait maintenir une critique analytique et historique, appliquée à sulvre les grands coudu cinéma, en de former une de famille qui s'élarave les années.

Editeur non conformiste, tracassé Editeur non conformiste, tracassé par la commission de ceusure et accablé de procès pour la publication de certains ouvrages d'avant la liberté sexuelle, Eric Losfeld dut cesser la publication de Positif en 1973. Après six mois à La Marge, la revue fut accueillie par les éditions Opta, qui publiaient de la littérature policière et de science-fiction. Elle devint une revue vraiment mensuelle, ferire entiè. de science-fiction. Elle devint une revue vraiment mensuelle, écrite entièrement par des bénévoles. Et elle connut des le stabilité qui lui furent profitables, la dénonciation, fin 1989, du protocole d'accord avec Opta du fait d'un conflit avec l'éditeur.

Au 70, où elle soutint notamment in cinémas du tiers-monde, in nouveaux cinéastes américains, it films de femmes, la comédie italienne, Luigi Comencini, Maurice Pialat et Bertrand Tavernier, itif évita les pièges du lesquels tombèrent les Cahiers du manage de su perque sauchisme marrisque de s'y perdre : gauchisme, mai

Et la famille comptait pas d'universitaires, le goût d'ensei-gner façon claire et précise, d'est les films i travers leur sociologique, économique et technique, la la réalité contemporaine est la caractéristique fondamentale d'une revue qui, après avoir échappé monolithisme des années 50, suit sans défailance sa propre liene culturella.

indépendance

Altman, Scorsese, Rafel-Altman, Scorcese, KarmCoppola quelques
que l'anti-américanisme, au des
années 80 avait quasiment
loi, c'étal montrer une indépendance
plutôt rau Aujourd'hui, Positif,
publiée aux éditions POL, a changé de publiée aux éditions POL, a changé de format et de maquette, mais pas de contenu ni de vocation. Elle n'a pas de directeur, pas de rédacteur chef, juste un comité de rédaction, garantie d'une ligne démocratique, même si le nom de Michel Ciment, dont l'inlassable activité s'exerce en tous domaines (festivals, livres de cinéma, radio); est immédiatement associé au titre.

La revue ne se laise pas aller la la tentation médiatique de «l'événemate comme certains mensuels on hebdomadaires, ni au consensus auquel il arrive que se rallient critiques blasés. Revers la médaille: on est volontiers, Postif, de leçom – aux lecteurs comme aux confrères.

La revue publiera un mai un numéro double pour célébrer cet anniversaire, également marqué par une série de projections, jusqu'au 29 avril, à la salle du Palais de Tokyo de la Cinémathèque française. La rédaction a choisi une programmation de films qui reflète ses grands choix éditoriaux au cours des ans : un titre par an, qui fit une des couvertures de la revue. Par silleurs, les festivals de Campes et Par ailleurs, les festivals de Cannes et de Locarno, le MOMA à New-York, la Villa Médicis à Rome, le National Film Theatre à Londres, les chiémathèques suisse, luxembourgeoise et catalane rendent hommage cette année

JACQUES SICLIER > Festival au Palele de Tokye, 13, avenue du Talele. Wilson, Paris (16-). Tél.: 47-04-24-24.

Soupcons

SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID de Phil Joanou

Aujourd'hui I Francisco, detective ne porte plus chapeau détective ne porte plus chapeau mou imper mastic. Il reçoit toujours sur rendez-vous, mais pas dans son dans son dans son les Américains disent shrink, qui différencier derrière préfixe, chanalyste, les ou chologue, c'est pareil. Dans une production chic, ce sen pourra avoir les chic, ce gen pourra avoir traits de Richard Gere, également comme expert auprès

On peut s'étonner qu'il n'ac-corde qu'un regard corde qu'un regard
patiente pourtant rorêtée par
Uma Thurman, tout à fait découles Liaisons dangereuses
Stephen Frears. C'est que Kim
Basinger vient passer le
décor (bourgeo moderne).
Démarre une idylle brûlante avec
une la clé, puis procès tel
que Hollywood ne se lasse pas d'en
filmer. Gere + Bassinger = soupon
d'érotisme, c'est bien le moins.
Mais aussi sonpçon que de personnages sont peut-être moins innocemment charnelles

Soupçon enfin, vite confirmé, que ma cela n'a guère d'importance, que Phil Joanou s'est glissé sans vergogne dans les facilités du polar-poncif, avec emprunts à Hitchcock i taux préférentiel. Et une souveraine indifférence au servers en seul presses parcennages au tent presses parcennages ses personnages, au seul profit de ses personnages, au seul profit de ses vedettes. Si le film s'était sou- de son sujet, le contenu de la première heure, interminable, aurait été réduit à cinq minutes. On aurait eu ainsi une petite série B sympathique, au lieu de cette «série A» bouffie et déplaisante.

JEAN-MICHEL FRODON

ARTS

Fausse symétrie

Un artiste qui use du redoublement comme d'un procédé de composition picturale

BERNARD PIFFARETTI 🖹 la galene Fournier

Soit une blanche, rectangu-laire un carrée, Bernard Piffaretti la divise deux moitiés égales par un trait vertical. Dans l'un des compartiments ainsi détermines, il place une composition traite, très vivement colorée d'ordinaire, construite à l'aide de figures géométriques de signes qui tous semblent avoir été dessinés à la hâte. Les angles droits in le sont qu'à demi, les lignes chavirent, les cercles s'aplatissent un peu. On dirait essais un peu chaotiques d'un artiste à la longue mémoire qui pasticherait tantôt le néo-plasticisme E tantot l'expressionnisme abstrait, mais qui i pasticherait à la va-vite, maladroitement et irrespectueusement pour tout dire. Cet imitateur n'aurait pour vertus que sa prolixité et le sens du décoralif, qui l'incite a user 🚈 🗪 roses

Reste l'autre moitié i la toile. Piffaretti y reproduit le motif qu'il vient d'inventer. De la rapidité de l'improvisation il revient à la leal'improvisation il revient à la len-teur d'une exécution calculée et méticuleuse. Il reproduit de effets de hasard. Ce qui semblait relever de la pulsion et de l'accident relève désormais de l'imitation, imitation attentive, mais point si exacte que l'œil ne mesure la différence entre les deux parties du tableau. La symétrie n'est que d'apparence, fausse identité de l'image et de son double fisé.

Piffaretti use du principe de Piffaretti use du principe de répétition systématiquement. Il en a fait sa marque de fabrique, au risque de lasser – et il lasse parfois, particulièrement quand il se satisfait de compositions rudimentaires que le redoublement ne suffit pas à rendre intéressantes. Mais quand le procédé opère avec efficacité, l'in-

vention et sa négation s'équilibrent étrangement. Tout est trompeur dans ces œuvres-là, indécis. La copie ruine toute peinture vraie », et émouvante. Quelle est la première image, Poriginale? Quelle seconde, la fausse? In ne plus. Et si dectaient également fausses? Il pourrait y avoir un original caché. qu'il n'y ait, à l'inverse, que deux artifices en trompe-l'œil.

Dans l'art de tirer parti de l'in-certitude et de la déception, Piffa-retti est fort habile. Qu'il se métie cependant. A s'en tenir fidèlement à son système, il pourrait finir par ne plus peindre que de faux Piffa-retti, des simulacres de simulacres, vides, trop vides.

THÉATRE

34

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). L'amour est aveugle : 19 h. Dépressions renouses : 22 h. AMANDIERS DE PARIS 13-66-42-17). Yerma : 20 h 30, dim. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Feux : 17 h = 20 h 45, 16 h. ARCANE (43-38-19-70). La Lacare 20 h 30. 17 h. ATALANTE (46-06-11-90). M Meret, Devid : 20 h 30. Devid: 20 n 30.

A TELIER (46-06-49-24).

L'Antichembre: 21 h, dim. II h

A THÈNÉE-LOUIS JOUVET
(47-42-67-27).

de bois: 20 h 30, dim. II h.

BASTULE M9-57-42-14) BASTILLE (43-57-42-14). 21 h, dim, 17 h. BERRY (43-67-51-55).Dim. BOBINO (43-27-75-75). dre : 21 h, dim. 15 h, BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Ruy : 15 h 20 k BOUFFES (42-96-60-24). George M Margaret : 17 h 30 et 10 h 45, dim. 15 h 50. BOUFFONS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53). Llith,

Dies: Th h The Land of the Lan à la menthe ou t'es citron : 20 h 15.Dim. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (42-08-39-74), III III III III Songe CARTOUCHERIE THEATRE DE

L'AQUARIUM (43-74-99-61). Emma-nuel et ses ombres, le Piège : 10 h, dim. 16 h, La mai et les la : 18 h, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). L. L'Eveil printempe : 20 h 30, dim. h. h. lie l. La Mangause de crottes : 21 h. dim.

21 h, dim. h RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Y a-t-II = ______ dans is sette? : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE MATHIS (40-34-50-80). Che-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES

(42-71-26-16). Force tuer CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). La Jeu de l'amour 📰 🔤 hasard : 🞹 h 🔤 CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (48-05-95-95). Les Sept Jours 🔤 🗷 Bible : 16 h et 21 h.

COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). Krescja : 20 h 46, djm. 16 h 30. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-23-37-21). mm montée : 21 h, 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. COMEDIE DE FITTE (42-81-00-11). Voltaire's Feet : III h, Grand-Peur e misère du Ille Reich : III h, dim, 15 h, COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15)

Le : 14 h. : 20 h 30.0km, La : d'Eccarba-gnas ; George Dandin : 14h. DAUNOU (42-61-69-14). Counct le Danis du Spiendid : M h 45,

DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02). Le Rôdeur : III h, dim. 17 h. DEUX IN (46-06-10-26). Cresson s'en : 21 h, dim. III h

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). SORT THE 22 h

EDOUARD-VII 14 0114 GUITRY (47-42-59-92), 14 1 : 20 h 46, 11 11 11 14 142-49-60-27). Monsieur : 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-82-35-00). Las ESPACE MITTING (48-04-91-55). Le-Merlage de Figaro : 18 h, dim. III h 30, La Mouette : 20 h.

MENUE DE PARIS (42-78-48-42). The last ill core voix: 15 h. Salle I. Titre provisoire: 20 h 30, ill. 16 h. Salle II. La Cueta de la femme cisseu: ID ii 30, 16 h, FONTAINE (48-74-74-40), Le GRAND THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). The state of the

tout ça : EA HALLE DE LA VILLETTE SALLE BURN 11 UN (42-48-77-22). Les Pieds dens l'eau : 17 h et 20 h 30. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chant du cygne: 18 h 45. Trois pettres planches et trois pettrs clous: 20 h 30. Le Perroquet de Martin: 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL

(42-46-79-79). Elle 🗷 Moi... : 🚮 h 👊 dim. 15 h 30. HUCHETTE (43-26-38-99). III Cantatrice chauve : II ii II II Leçon : 20 h 30, Les Gastronomades : II h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). C'était : M h. . 15 h. : 1 h, 15 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-13).

Supplement de Bougei 20 h 30, 17 h. LE BOURVIL (43-73-47-84). riente Algérie i 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). ques : 20 h 30. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le

20 H 25 LIERRE-THÉATRE (45-86-65-83).

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.
privées, 1969 : 20 h. La
n'est pas un film de Doris Day : 21 h 30.
h. Journée du maire : 20 h. Entre chien et loup

31 h 58 MADELFINE (42-65-07-09). pas, mesdames | 21 h, 📥 15 h 💢 MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30).Dim.

DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53), Traki, w vertige umesux : 40 h 20, 44 16 h. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole 145 MARIE STUART (45-08-17-80). Les

Anciennes Odeurs : 🜃 h 30. Savage Lave : 20 h 30. MARIGNY (42-56-04-41). La thrope: 21 h, dim. 15 h. (PETIT) (42-25-20-74). Cher Menteur : 17 li 30 et 21 h, dim.

MATHURINS (42-65-80-00). Caligula : 20 h 45, dans 15 h. MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70).

1640: 21 h, 15 h.

15 l.

1611: 142-65-35-02).

161: 18 h 3021 h 30 et 21 h 15, 15 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je faire du cinéme : 21 h, dim. 16 h. MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables | 16 h et 20 li 16, MONTPARNASSE (43-22-77-74).

21 h 15, dim, 15 h III. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30), il ceffé del signor Proust (spectacle en italien) : 21 h, dim. III il 3018 h.

MUSÉE D'ORSAY JAUDITORIUM 40-49-48-14).Dim. Théâtre d'ombres : NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99), R, P, ... LERT.Q.C.I: 18 h, ... ou L'aigle se réjouira : 10 h 11 dim. 15 h 30.

ŒLIVRE (48-74-42-52), Im de M. | 1 : 20 H 45. OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83). Le Fantôme de l'Opéra : 14 h 30 et 20 h 30, dm. 18 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). PALAIS DES GLACES (PETIT Spectacle de Risboukins : 21 h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). : III ii et 20 h 30.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). et le et le 117 h 30 et 20 h 30, 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). 18 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h. PROCREART (42-08-59-91). Don THE STATE OF THE S

PARIS EN VISITES

«Les passages couverts (deuxième parcours), en als set dépaysement assurés », 10 h 30, 3, rue de Patestro (Paris autrefois).

«Les thermes gallo-romains, le Moyen Age Misée de Cluny», 13 h 30, entrée, 6, place Paul-Painlevé (Paris passion).

«Le l'auts de justice en activité », 14 heures, devant les grilles du palais (M.-C. Lasnier). «Le jardin des Missions étrangères et quelques hôtels de la rue du Bac», 14 h 30, 128, rue du Bac (S. Rojon-

«L'Opéra de Charles Garrier, cathédrale mondaine du Second Empire», 14 h 30, dans l'entrés (C. Merie).

«Chemins inconnus et jardins secrets de la butte Montmartre», 14 h 30, métro Blanche (C.-A. Messer). Exposition | « La Cour des Stuarts », 14 h 30, entrée extérieure du Musée des retionales, à Saint-Ger-Laye (Parls et son histoire). «Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la Cour», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Conneissance de Paris).

LUNDI 13 AVRIL

clas du line ofice. grandes crin (Tourisme culturel).

e Belles façadas et jardins ignorés du quartier de la Pompea, 14 h 45, angle se la piese du Troubliko et de l'avenus Georges-Mandel (V. de Lan-

«La cathédrale russe. Histoire de la religion arthodoxe», 15 heures, 12, rue Deru (P.-Y. Jacied).

e L'île Seint-Louis pas à pas », 5 heures et 17 heures, métro Pont-arie (Connaissance d'Ici et d'ail-

« De Bauys à Malevitch : la croix comme symbole», 19 heures, Musée d'art moderne (Centre

CONFÉRENCES

Ecole Carhédrale, 8, rue Messikon, 20 h 45 : « Famille monoparentales. Entre douleur et espérance : une perole, des chemins pour vivre», par D. Denisu (L'institut de la familie.

veaux Nez dans Cinq folies en cirque mineur : 20 h 30, dim. 17 h. Gardi Huster dans Jeanne d'Arpo : 22 h, dim.

15 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Eniors 18 h. Le Voyage en halle, le Bout de la nuit, le Champ de bezzerwes : 20 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Macheth sessesine le somme h 45, 17 f 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin La 20 h 45, 11 15 h. BRASILIA (GALERIE BRASIL

INTER ART (48-07-20-17). Les Bornes : 20 h 30. SHOW-BUS (42-62-38-56) Dim. Show Bus: IMMII 8PLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Charité bien ordonnée : 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES

\$1000 DES CHAMPS-ELTSESS \$47-20-08-24, L'Amérique de Jean-Paul \$16 h 30 et 20 h 30. THÉATRE 13 (45-88-82-22). L'Echenge: 20 h 30, dim. II THÉATRE 14 - JEAN-MARIE \$15 L 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). La Gental du phare : 19 h 30, dim. III h 30.

THÉATRE UN DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends pour li toi ; 20 ii 30. Deniel Leavire dans Juste pour de: 22 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Muit de l'en 2000 ; 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47). Un

Mei. Après l'emour : 21 h. 16 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou de bassen :

THEATRE MAUBEL-MICHEL GALA-BRU (42-23-15-85). Marie

THÉATRE DE MINIMANTAIN (46-36-98-80). La Passion à Ménimontant : 17 h, dire. 15 h.
THÉATRE-NATIONAL DE CHAILLOT 47-27-81-15). Le Galerie. Un coeur sous une soutane : 18 h 30. Selle Gémier. Andromague : 20 h 30, dim. 15 h. Selle Jean Viller. Le Nuit des rois : 20 h 30, dim. 15 h. THEATHE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Petite salle. Les Videurs : 16 h at 21 h. THÉATRE NATIONAL DE L'UNIONAL D

20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE MALLIM) (43-25-70-32). L'étau ; Je rêve (meis peut-être part : III h 30, dim. 18 h 21 h 30. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Lorsqu'un poète meurt... Federico Garcie Lorss: IIII h 45.Dim. Le Libertinege:

22h. THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49), Lisbeth est ment pétés : 16 h et 21 h. THEATTE DE PARIS (48-78-22-00). Smalls: 18 k at 21 h. Je vous dame plate-III : 20 h 30. THEATRE PARIS-PLAINE

10-43-01-82). Teatr : 20 h 30, dlm. THEATRE SILVÍA MONFORT 45-31-10-96). Le Soir des rois : 20 h 30, 17 h. THEAT! DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Don Quichotte : 18 h 45, dim. 17 h. Lettres de Jecobson: 21 h, dim. 15 h.
THÉATRE TREVISE (42-73-10-66).
Lucitor pervers: 21 h, dim. 15 h 30.
THÉATRE VALHUBERT

(45-84-30-60). Cas dames aux peaux verts: 15 h et 20 h 30. Le l'am ambulant Chopalovitch : 20 h 30, dim. 15 h. TOURTOUR (48-87-82-48), L'Education d'un prince : 19 h. TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-

(42-54-91-00). Pedaços : TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Patrick Timeit: 21 h. VARIÉTÉS (42-33-08-82). La Trilogie marseilleise: 16 h 20 et 20 h 30, dim.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-87-67). Le Régi-mort de Sentire et Meuse : 21 li, dim. 16 c. Grande salle. Le Mort de Pom-pée : 20 h 30, dim. 16 li. BATEAU-THÉATRE A COURBEVOIE (QUAI MARÉCHAL-JOFFRE) 40-51-84-53). Les Pieles ivres : 20 h 30. BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-

BOSIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-46). Grande salle. 20 h 30, dim. 15 h CHATENAY MALABRY (THÉATRE DE L'ECOLE CENTRALE) (48-83-75-30). J. C'est Pariel : 20 h 30, dim. 16 h. CHATENAY-MALABRY (THÉATRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). Médor; la Croimbre oublée : 20 h 30, in. 16 h.

CHOISY-LE-ROI (THÉATRE PAUL-ELUARO) (48-90-89-78). Minter Kaight : 10 h 30. COMBS-LA-VILLE (LE THÉATRE, L'ARÈNE) (84-88-69-11), Vasan Goloz-

EPINAY SUR-SEINE MAISON DE LA CULTURE D'ORGEMONT) (48-41-41-40), Les contre Thèbes :

26-30). Je suis Hiroshima, 100 000 degrée de plus que tol : 20 h 30, dim. 17 h.

MALAKOFF (THÉATRE 71) (46-55-MOISSY-CRAMAYEL (LA ROTONDE)

NANTERRE (ESPACE CHORUS) (47-32-24-42). Murial Robin : 20 h 30. NANTERRE (THÉATRE DES AMAN DIERS) (48-14-70-00). Grande selle. Un homme pressé : 20 h 30; dim. 16 h. polyvelente. Rumour à Wall Street : 21 h, 16 h

MEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). Pauline 1890: 20 h 45. MOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL SIMON) (49-31-02-02). Vol-pone: 21 h.

ORSAY (SALLE JACQUES TATI) (69-28-70-33), L. Déposition : 20 h 30. GEORGES SIMENON) (49-35-38-88).Dim. Apports-moi is fund : 1884-SAINT-CYR (CENTRE ELSA TRIOLET) (30-45-11-10). La Dispute: 21 h. SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-45-00-59). Grande sais. Chef-lisu: 20 h 45, dim. 17 h. Sais J.-M. Servesu. Romaius is grand: 20 h 45, dim. 17 h.

SAINT-MAUN (THEATRE ROND-POINT-LIBERTE) (48-88-99-10). Las Fernmes sevences: 21 h. cmm. La h. SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (ESPAZIMARCEL CARNE) (69-04-98-33). Le Ournor: 21 h. Duemor: 21 h.

SAINT-OVEN-L'AUMONE (SALLE DES FETES) (34-21-25-00). Le Tragé-dien malgré lui ; les du tabad ; le Fleur à la bouche : 21 h.

SARTHOUVILLE STHÉATRE) (38-14-23-77). : 21 h,

SURESNES (THÉATRE JEAN-VILARI (46-97-98-11). In Land Land La Décameron des ferorpes : Il la VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THEATRE) (43-65-63-63), (e) Maiade imaginaire: 15 h et 20 h 30, (VITRY-SUR-SEINE (THÉATRE JEAN-VILAR) 84-90), (The 23 h, dim. 17 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO 447-04-24-241 SAMEDI

2001, l'Odyssée du l'espace (1968, v.a. s.t.f.), de Stanley Kabrick, 20 h.

DIMANCHE Andrei Floublev (1986, v.a. s.t.f.), de Andrei Tarkovald, 20 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI. se à-le .Warner Bros ; le Vis flam Dieterie, 14 h 30 % for Viella Fille (1939, v.o. s.t.f.), d'Edmend Goulding, 17 h 30 : My Fur Lady (1964, v.o. s.t.f.), de George Cukor, 20 h 30.

DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros : Un tram-[1952, mar.1.5.], 5 Ella Kazan, 14 h 30 ; Fill Maria (1988-1987, v.o. s.t.f.), Stanley Kubrick, 17 # 30; (1939, v.o. s.t.f.),

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Control Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Le Ventre de Paris : le Marché noir : Ecleir journal, Gibier de potence (1951) de Roger Richebé, 14 h 30 ; la Cuisi du rire : la Grande Vacircuite (1966) de Gérard Oury, 16 h 30 ; les Maîtres de la table : Recette d'un chef parisien (1981) de Christien Peureille, Tu m'as seuvé la vie (1950) de Secha Guitry, 18 h 30 ; Nuit le Culsine de Renoir : Spots Gervals-Danone (1987], la Règle du jeu (1939) de Jeen Renoir, 21 h ; Spots Yopkan (1989), Boudu sauvé des eaux (1932) de Jean Renoir, 23 h ; Spot Nescafé, Une pertie de compagne (1936-1946) de Jean Renot, 0 h 45 ; Spot Champignons de Paris (1984), le Caporel épinglé (1961) de Jean Renoir, 1 h 45 ; Spor nint de Lutti (1984), la Chi

(1931) de Jean Renoir, 3 h 45.

DIMANCHE Le Ventre de Paris : les Halles : Actualités Gaumont, les Helles carareles (1927) de B. Kaufmann, la Nuit fantastique (1941) de Mercel L'Herbier, 14 h 30 ; le Marché noir : Paris l'outregée (1889) de Guy Seligmann, le Demier Métro (1980) de François Truffeut, 16 h 30 ; le Pein quotidien : le Goûter de Josette (1981) de Gérard Frot-Coutaz, Best Tempe mais orageux en fin de lournée (1988) de Gérard Frot-Coutaz, 18 # 30 ; les Helies : Bende annonce : Voici le tamps des assassins (1955) de Julien Duvivier, Un mort sur le carreau (1967) de Roland Bernard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : The first (42-25-10-30); Marignan-Consorde, V.S.: mont Opére, 2- (47-42-60-33) ; 8- (42-22-57-97) ; ntion, 15- (48-28-42-27) : The M Clichy, 11 (45-22-48-01). LES AMANYS DU PONT-NEUF (Fr.): Ciné Secubourg, III (42-71-52-38); Médicie Logos Louis-Jouvet,

5- (43-54-42-34); Denfert, 14 (43-21-41-01). AMOUREUSE (Fr.) : Epée de Bois, 5-43-37-57-47).

ATTACHE-MOII (Esp., v.o.) : Latine, == (42-78-47-86) ; (43-54-72-71).

LE BAL TIME CASSS-PIEDS (Fr.) : ---Opéra, 🕨 (47-42-60-33) ; 🔝 (43-69-19-08). BARTON FINK (A., v.o.) : 14-(43-21-41-01); Grand Pavois, 154 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15-

45-32-91-681.

LA BELLE HISTOIRE (Fr.) : I Hori-1- (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 1- (47-42-60-33); Tax. 2-(42-36-83-93) | Bretagne, (42-22-57-97); UGC Den (42-25-10-30); George V, (45-62-41-46) ; Marignan-3- (43-59-82-82) ; Lyon (43-43-01-59) ; 13- (47-07-55-88) ; [------11 (48-28-42-27) ; Fund Wepler, III (45-22-48-01) ; [III - 20-

(46-38-10-96). BUGSY (A., v,o.) : 14 (43-59-19-08) ; (45-62-20-40) ; 14-(43-35-30-40) | 1 | Mailot, 17(46-33-79-38); III Pagode, 7-(47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade. (43-59-19-08) : 15- (45-44-25-02).

EUROPA (DANOIS-Su., v.o.) . Cinoches 6- (48-33-10-82). FIEVEL AU FAR WHAT (A., W.f.) : Cinoches, 5" (46-33-10-82); Club Genment (Publicis Matignon),

143-59-31-97) ; Saint-Lambert, 45-32-91-681. FISHER KING (A., v.a.) : Cinaches. 6. (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6-(45-44-57-34) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) | Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). LA GUERRE SANS NOM (Fr.) : André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). HOOK (A., v.o.) : Forum Horizon, 14 (45-08-57-57) ; Les Here. 1-(40-26-12-12) ; | Hautefeuille. (46-33-79-38) ; (42-25-10-30) : 8- (43-59-19-08) ; W. Biantz, (45-62-20-40) ; Le Bestille, 11. (43-07-48-80) ; Escurial, 13-(47-07-28-04) ; 14 Juliet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17-(40-68-00-18) : v.f. ; Rex Re Grand Rext, (42-36-83-83) ; Montparnesse,

LES FILMS NOUVEAUX

LE PLB DU MÉKONG. En français de François Leterrier : Forum Orlent Express. 1- (42-33-42-26) ; Rex. 2-(42-36-83-93) : George V, 8- (45-52-41-46) ; François, 9- (47-70-33-88) ; Farmania, 13- (47-07-55-88) ; La Montpernos, 1- (43-27-52-37) ; Pathé Citchy, 18- (46-22-45-01)

HILSH-A-BYE, MATT, The irelandate de Margo Harina, v.o. : Utopia, 8-(43-26-84-85) | L'Entrapôt, 14- (48-

43-41-63),
JOHNNY STECCHINO. Film
Benigni, v.o.: Ciné Beaubourg, 1- (42-71-52-35); 14 1- (43-25-59-83); UGC
11- (43-07-48-60); UGC
11- (43-07-48-60); UGC
13- (45-61-94-65); Mistrel, 14- (45-39-52-43); Sept Parnaselena, 14- (43-20-32-20); 14 Beaugranelle, 15- (45-75-79-78); v.f.: UGC
Opéra, 9- (45-74-95-40); Miramar, 14- (43-20-89-52); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

18' (40-22-47-54).
LOULOU GRAFFITI. Film français a Christian Legalé: Rax, 2' (42-3-83-93); George V, 8' (45-62-41-48); Pathé Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82); Pathé Français, 9' (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12' (43-43-01-59); Pauvette, 13-(47-07-65-88); Gaurront Plan, 13' (47-67-85-88); Gaurront Plan, (36-65-75:14); Pathé Monquemesse, 14- (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Cichy, 19- (45-22-46-01); Le Gambette, 20- (46-36-10-96).

MARCELLINO, film man de Luigi Comencini, v.o.: Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); George V, 8: (45-82-41-48); Les Montpar-14: (43-27-52-37); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Lyon Bestile, 12: (43-43-01-50). Misroel Bestile, 12: (43-43-01-50). Misroel 14: (45-12- (43-43-01-59) ; Mistral, 14- (45-

SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID. de de 1 Joenou, v.o. : Forum 1 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-

25-10-30) : Pathé Marignan-(40-68-00-16); v.f.: UGC Montper-**45-74-94-94)**; Opéra, 9- (47-42-56-31) : IIII 13- (45-81-94-95) ; USC Conven-15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler

L 18- (45-22-47-94). CÉLINE (Fr.) : Las Helles, (40-28-12-12); Defre, 2: (47-42-60-33); 14 Odéon, 6: (43-25-59-83) ; Elyedes Lincoln, 8-(43-59-36-14) ; 8- (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bestille, 11-(43-57-90-81); Fauvette, 134 (47-07-55-88) ; Farmassa, 1 (43-35-30-40) | Gaumont -----

LE CERCLE DES INTIMES (A., v.o.) : Lucameire, 1 (45-44-57-34). LA CUIT D'ADAM (Sov., v.o.) : (42-71-52-36) ; CROC-BLANC (A., v.f.) : Cinoches, 8 (46-33-10-82) Pevois, (45-54-46-85) Seint-Lambert, 18

(35-65-75-14)

GLESS AND LA IVATE DE COEUR (Brit, v.o.) : 5- (45-87-18-09). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Lucemaire, 🖿 (45-44-57-34) ; Grand 74 to 15 (Mars 44-01) DELICATESSEN (Fr.) : Forum 1- (42-33-42-26); UGC Den-

■ 6 (42-25-10-30) ; UGC Ratonde, ■ (45-74-94-94); IEC Triomphe, (45-74-93-50) | UGC Opéra, 45-74-95-401. LE DERNIER SAMARITAIN (7) (A., v.o.) : UIC Triampha 45-74-93-50) ;

(48-06-36-07) ; v.f. | Montpar-**14 (43-20-12-06).** DIÊN BIÊN PHU (Fr.) : See V, . (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31) ; MCC Gobelins, 13-(46-61-94-95) : Montparrios, 14-(43-27-52-37) ; USE Convention, 15. (45-74-93-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg 3- (42-71-52-38); Grand Pavole, 15-(45-54-46-86). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin. V.o.j 1 Geumont Opéra, 2-

[47-42-80-32] Pathé Heutefeuille,

8- (43-59-92-92); UGC Normandie, 9- (45-83-18-16); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); 14 Juillet Sesugrenelle, 15- (45-78-79-79); v.f.; Rex, 2- (42-38-74-94-94); Français, 447-70-33-88); La Maria 12º (43-43-04-67) ; LNU Lyon Land 43-01-59) ; LNU Lyon Land 45-

100

1 44

.

1 1 1

481,350

18000

200

...

4.8753.4

727, 100

120

 $\{A_{i}^{k}\}_{i=1}^{n}$

5 to 12 to 12

 $\{(a_{k+1},\dots,a_{k+1})\}$

Breezew

Para a gran

, has our

 $x_{(i^{\prime},i^{\prime},j^{\prime})}$

, State ...

425gg

...

a street

San ...

hy.

W12-17

 $\psi_{\psi_{i+1},\dots,i}$

Barrier Control

Stereon .

Parties y

· Carrier and American

Ar por

I Tage

No.

Hace

A. Carrier

Cap.

No year

in the second

Red Com

F. 2. 2.

I Barren !

ETATS-UNIS

103

14

GANCI-ARTAGNA

. Own

1800

The same

(Co.)

F

. ...

 $(T_{i})_{i \in \Delta_{i}}$

1000

Gambetta, Ex (46-36-10-86). TOUTES PEINES CONFONDUES. TOUTES PEINES CONFONDUES. Film français ... Michel ... : Gaumont Les Hallet, 1º (40-26-12-12); Gaumons Opdra, 2º (47-42-80-33); Rex, 2º (42-36-63-93); Pethé Hautafaulle, 8º (46-33-79-38); Publiole Saint-Germain, 8º (42-22-72-80); Ambassade, 8º (43-59-19-08); Fallet, 8º (47-20-76-23); Quier, 8º (43-43-04-67); UGC Lyon Baatille, 12º (43-43-01-59); Fauvette, 13º (47-07-55-88); Gaumont Teases, 14º (43-35-30-40); Gaumont Alégia, 14º (36-95-75-14); Pathé Alésie, 14 (36-65-75-14); Penhé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-50-60); V 17- (40-68-00-18); Clichy, V (45-22-

10-96 TRULY, MADLY, DEEPLY: Film brid'Anthony Minghella, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Elysées Lincoln, E (43-25-72-07) Sept Parnassiane, YOUNG SOUL REBELS. Fin bourg, = (42-71-52-36); # Juliet Parnesse, 6: (43-26-52-00) André-des-Arts), 143-28-48-18); Elysées Lincoln; 8 (43-59-36-14); 14 43-57-90-81).

6. (45-74-94-94); George V, 8. (45-62-41-46) : Saint-Lazare-Pasouier. 8. (43-87-35-43) ; Français, 9. (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 🖿 (47-42-56-31); Les Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon Bestile, 12-(43-43-01-59) ; Farme bis, 13-(47-07-55-88); Miramer, 14-(43-20-88-52); Mistral, 14-(45-39-52-43) ; 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17-(40-88-00-16) ; Weplet, 11 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20-(48-36-10-96).

JFK (A., v.o.) : UGC Normandie,

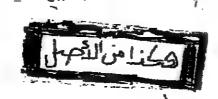
(45-63-18-16) ; v.f. | Les Montpernos,

14- (43-27-52-37). KAFKA (A., v.o.) : Gournant Les Halles, 1- (40-26-12-12); | Impérial, 2-(47-42-72-52) ; 14 (43-25-59-83) : Hautefouille, (48-33-79-38); La Pagode, 74 (47-05-12-15) ; Champs-Ely-sies, (43-59-04-57) ; 14 Julier Issue 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Alfsie, 14- (38-85-75-14); Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juliet Beaugrenalie, 15- (45-75-79-79); v.f. : Feuvette bis, IIII (47-07-65-88) ; Gaumont Parmasse, 14- (43-35-30-40). LES NERFS WYF (7) (A., v.o.) : Forum Hortzon, 1- (45-08-57-57); Pathé Impériel, M (47-42-72-52) ; UGC Danton, (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, (43-59-92-82) : UGC mandie, (45-63-16-16); (45-63-16-16) Panorama, 9- (48-24-88-88) | 14 Juliet 11. (43-57-90-81) ; Escurial, (47-07-28-04) : Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Beaugrenelle, 🐃 (45-75-79-79) : UGC Meillot, 17. (40-88-00-18); v.f. : Rex, 2. (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Les Nation, 12° (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95); Mistral, 14-(45-39-52-43) ; UGC Convention, 15

[45-22-47-94] ; 🖿 Gambetta, 🔳 (46-36-10-96). LA VIE SUR UN FIL (Chin., v.o.) : Espace Seint-Michel, 5: (44-07-20-49).

3

(45-74-93-40) ; Wepler II, 18



BILLET

EDF et les pylônes

Les temps changent... « Forteresse administrative », € Etat dans l'Etat », l'entraprise publique EDF a beaucoup fait, ces demières années, pour gommer l'image de mastodonte sûr de son fait et de sea droits que des pratiques impériales lui om assignée. Soutenus par des autorités politiques et administratives qui, à juste titre, reconnaissaient leur rôle primordial dans la modernisation de l'économie française, les électriciens se sont longtemps crus infaillibles. Leurs choix techniques ne souffraient pas d'être contestés. Œuvrant pour l'intérêt général, leur logique devait s'imposer. Des erreurs manifestes ont fini par ébranier l'assurance de la compagnie d'électricité et ramener les pouvoirs publics à plus de

Ou'elles scient voisines d'une centrale nucléaire, concernées par le tracé d'une ligne d'électricité, les populations locales sont désormais l'objet de prévenances accrues. II. faudra faire plus. Un jugament. inattendu rendu catte semaine a confirmé que la « toute-puissance » d'EDF avait bel et bien du plomb dans l'aile. A sa grande surprise, l'établissement public s'est vu débouté par le tribunal de grande instance de Rennes, Saisi' en référé par la compagnie d'électricité, le juge a interdit à EDF d'entrer de force pour installer des pylônes d'une ligne à très haute tansion sur les propriétés de huit familles d'Ille-et-Vilaine, qui refusaient cette implemation. L'entreprise nationale avait parfaitement respecté les règles. La figne a été jugée nécessaire après l'enquête d'utilité publique (obligatoire depuis 1985). L'autorisation de construire a été délivrée. Le dossier d'exécution avalisé par les autorités administratives. Pourtent, le juge a estimé ces autorisations « très largement insuffisantes pour justifier les activités que compte poursuivre EDF » et surtout a considéré « que la loi de 1906 (qui régit la pose de lignes électriques) organise au profit de la compagnie publique une véritable procédure d'exproprietion à côté de la procédure d'asservissement».

 $c = g_{1}(\mathcal{L}) \in \mathcal{L}$

THE RESERVE AND A SECOND

The same of the sa

Same and the same of the same

Same Same Street

general of home from

The state of the s

The State of the same

The second of the second of

A 44 4 40

المحمور مستوي المنا

Avec l'autorisation du tribunal des faillites de New-York

Thomson-CSF est retenu pour racheter l'américain LTV

Le tribunal des faillites de New-York a autorisé, vendredi 10 avril, le groupe français Thomson-CSF – associé à d'autres partenaires améassocié à d'autres partenaires américains – à racheter, pour 450 milions de dollars, les activités «défense» de la société américaine LTV. Toutefois, l'offre de Thomson-CSF (le Monde du 4 avril) a eucore besoin du «feu vert» du Foreign Investment Committee (qui dépend du Trésor américain) et du Penta-

Face à une proposition du groupe américain Martin-Marietta, d'un montant de 415 millions de dollars, le tribunal a retenu celle de Thom-son-CSF, qui, en coopération avec le groupe américain Hughes Aircraft et

la fione américaine d'investissement Carlyle, a offert 450 millions de dol-Carlyle, a offert 450 millions de dol-lars, dont 300 millions payés cash pour désintéresser les créanciers de LTV, au bord du dépôt de bilan. Au départ, Thomson-CSF, avec ses par-tenaires, avait proposé 400 millions de dollars. Mais, sous l'effet de la concurrence avec Martin-Marietta, le groupe français a dû accroître son offre de 50 millions de dollars au début de cette semaine. début de cette semaine.

Carlyle reprendrait les activités «avions» de LTV et, à hauteur res-pective de 85 % et de 15 %, Thom-son-CSF et Hughes Aircraft se partageraient le secteur « missiles ». Ces deux domaines occupent 13 400 salanés pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars (30 % des résultats globaux de

Le rachat a encore besoin de l'autorisation du département américain du Trésor et du Pentagone, et il doit être conforme aux lois antitrust américaines. LTV est en effet engagé dans des opérations sensibles et classifiées, dont le contrôle par un groupe étranger pourrait constituer une menace pour la sécurité des Etats-Unis. Plusieurs membres du Congrès ont déjà fait connaître à la Maison Blanche leur opposition au

La fin du quarante-deuxième congrès confédéral

M. Kaspar réélu secrétaire général de la CFDT

M. Jean Kaspar a été réélu vendredi 10 avril secrétaire général de la CFDT au terme du quarante-deuxième congrès de la centrale syndicale, qui s'était ouvert le 7 avril à Paris. A cette occasion, la confédération a confirmé ses options réformistes et sa stratégie fondée sur le renforcement des convergences ntersyndicales.

M. Jean Kaspar, cinquante ans, a négocié sans heurts le virage du quarante-deuxième congrès de la CFDT. Réélu pour un deuxième mandat de trois ans, il n'est pas parvenu à réduire l'influence des «contestataires», qui représentent encore quel-que 40 % des voix. Pour la direction portante, tel était sans doute le prix à payer pour que ce congrès confirme définitivement une stratégie fondée sur la recherche de compromis et le développement de convergences avec les autres organisations, hormis la CGT.

Vendredi, les congressistes ont donné une dernière illustration de l'ancrage réformiste de la CFDT en accueillant M. Jacques Delors, président de la Commission europécane, qui s'est taillé un beau succès.

M. Delors a plaidé pour que l'Europe aboutisse à «un espace économique et

social organist s'appuyant sur la coopération et la solidarité, et non à une zone de libre-échange». Le traité de Maastricht «doit nous donner les moyens de gagner cette bataille», a poursuivi M. Delors, qui s'en est pris indirectement à M. Jacques Churac en critiquant l'attitude de l'ancien premier ministre qui suscite «la révolte des apriculteurs» tout en réclanévolte des agriculteurs » tout en récla-mant que la CEE aide davantage les nouvelles démocraties d'Europe de

« Ouvrir des espaces de négociation»

Les trente-quatre membres du bureau national de la CFDT (qui accueille huit nouveaux venus) ont adopté sans surprise la composition de la commission exécutive (1) on adopté sans surprise la composition de la commission exécutive (1) où siègent désormais MM. Jacky Bon-tems (union régionale d'Île-de-France) et Gérard Dantin (métallur-gie). Ce congrès a aussi décidé de constituer une association distincte de la confédération, destinée aux jeunes, et de proposer aux adhérents un nouveau service d'information et d'assistance juridiques.

que la profession établirait elle-même en fonction du caractère spé-

cifique des produits ou services ven-dus et des modalités techniques de

la transaction. Les deux premières

entreprises communautaires de

vente par correspondance sont alle-

mandes (Otto Versand et Quelle), la

troisième est britannique (GUS), la

quatrième, La Redoute, étant fran-

Après un mois de discussion

Les caisses

d'assurance-maladie

signent un accord

de régulation

des dépenses de santé

Les trois caisses nationales d'assu-rance-maladie (CNAMTS pour les salariés, CANAM pour les non-sala-riés, MSA pour le monde agricole) se sont mises d'accord vendredi

10 avril avec la Confédération des

syndicats médicaux français (CSMF) sur un mécanisme de régulation des

Ce texte reprend le protocole du 27 février (le Monde du 29 février)

en y intégrant des modifications souhaitées par la CANAM et la MSA. Il fixe à 7,09 % la progression des dépenses de la médecine libérale pour 1992 et prévoit des sanctions individuelles pour les praticiens. Outre des chambres professionnelles,

il instaure un secteur apromotion-

nel» pour cinq mille médecins dont

les dépassements d'honoraires seront

M. René Teulade, nouveau minis-

M. Rene l'ensace, nouveau minis-tre des affaires sociales, va associer les signataires à la rédaction du pro-jet de loi que cet accord (qui ferait faire passer de 90 francs à 100 francs le tanif de la consultation du généraliste) nécessite.

dépenses de santé.

le travail à temps partiel. Pour M= Nicole Notat, numéro deux de la confédération, la réduction forfaila confédération, la réduction fortu-taire des charges sociales prévue pour inciter les employeurs à recourir à cette formule arisque d'aboutir à du temps partiel imposé » et constitue « une prime aux bas salaires ». «Pluiôt que de chercher à tout impo-ser d'en haud, mieux vaudrait ouvrir des espaces de négociation qui per-mettent d'obsenir des employeurs des contreparties réelles en terme d'em-ploi », estimo-t-elle.

Confirmée par ce congrès, la recherche de convergences intersyndi-cales ne devrait pas, dans l'immédiat, donner lieu à des initiatives spectacu-laires de la part de la CFD1. L'ap-proche des élections prud'homales de décembre incite en effet les cédétistes à la prudence, les autres cen-trales paraissant d'abord soucieuses de cultiver leur propre personnalité. A cet égard, le probable éclatement de la FEN ne devrait pas, selon la très court terme sur le paysage syndi-

JEAN-MICHEL NORMAND

exécutive est la suivante : Mª Nicole Notat et Marguerite Bertrand, MM. Alain Chapin, Jacky Bontems.

Un projet de directive européenne

Vers une protection communautaire du consommateur dans la vente par correspondance complétée par des codes de conduité

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

La vente par correspondance se développe dans la Communauté, notamment en France, au Royaume-Uni et en Allemagne, où elle représente environ 5 % du total du chiffre d'affaires du commerce. Afin d'éviter l'apparition de législations nationales plus ou moins divergentes et euteur d'essuer la protection du et surtout d'assurer la protection du consommateur, la Commission euro-péenne vient de soumettre aux Douze un projet de directive dont l'objet est d'instaurer un minimum de réglementation applicable d'un bout à l'autre de la CEE. Il s'agit de garantir l'information du conson mateur et, peut-être davantage encore, son libre choix face à d'éventuels démarcheurs indélicats. La Commission propose aussi de faciliter le recours du consommateur en cas de contestation.

Elle suggère que la directive soit

La DREE toujours partagée

Les attributions de M. Strauss-Kahn au ministère de l'industrie et du commerce extérieur

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur dans le nouveau gouvernement, aura pour l'exercice de ses attributions autorité « sur la direction des relations économiques extérieures [DREE] du ministère de l'économie et des finances», précise un décret publié au Journal officiel du vendredi 10 avril.

La DREE reste donc partagée entre M. Strauss-Kahn pour la par-tie commerciale (négociations des contrats et gestion des conseillers commerciaux français en poste à l'étranger) et M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, pour la partie financière. De ce point de vue, rien n'est change par rapport aux structures

L'arbitrage de Matignon

Concrètement, les deux ministres des garanties, organisme intermi-Trésor - c'est-à-dire M. Sapin l'arbitrage de Matignon.

c'est la fonction, a plutôt tendance à faciliter la conclusion de contrats avec l'étranger parce qu'ils sont favorables à notre commerce exté-rieur alors même que le Trésor, qui craint les non-remboursements des pays insolvables, est plutôt restric-tif. Les divergences d'appréciation ne sont done pas rares.

se communiqueront les notes de la DREE, mais aussi celles du Trésor, ce qui est nouveau. Il en ira en particulier ainsi pour l'étude des grands contrats et la commission nistériel qui accorde la garantie de l'Etat pour les crédits à l'exporta-tion. Si le Trésor et la DREE ne tombent pas d'accord, M. Strauss-Kahn pourra demander contre le

Cette précision est importante car généralement la DRÉE, dont

Surprenant les milieux financiers

La hausse des prix de détail a atteint 0,5 % en mars aux Etats-Unis

de notre correspondant

Alors qu'il faissit état, la veille, d'une augmentation des prix de gros limitée à 0,2 % au mois de mars, identique à celle du mois précédent, le département de l'em-ploi annonçait, vendredi 10 avril, une hausse des prix de détail de 0,5 %, la plus forte depuis dix-sept mois. Cette information a causé une certaine surprise dans les milieux financiers qui, convaincus que l'inflation est désormais contrôlée aux Etats-Unis, escomp-taient une hausse de 0,3 % dans le pire des cas, identique à celle du mois de février.

La plupart des observateurs se gardent de tirer une conclusion hâtive de cette indication pure-ment mensuelle qui va à contredepuis plus d'un an. Mais certains commentateurs font remarquer que le cœur de l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix calculée hors pro-duits alimentaires et produits énergétiques (deux postes jugés particu-lièrement volatiles), a atteint 0,5 % en mars, ce qui constitue un taux élevé. A ce niveau, calculée en base annuelle, l'inflation atteint 6,2 % alors que la hausse des prix de détail se maintenait à 3,2 % depuis mars 1991.

Selon les analystes du département, cette contre-performance ne devrait pas se reproduire en avril. Pour les trois premiers mois, fontils valoir, l'inflation a été mainte-nue à 3,5 % en dépit de la forte hausse de mars. Sur l'ensemble de 1991, la hausse des prix de détail avait représenté 3,1 %. Mais à Wall Street, où les bons du Trésor ont lourdement chuté à l'annonce de cet indice avant de se reprendre en séance, on craint que cette poussée inflationniste, sans doute passagère, ne vienne contrecarrer les efforts entrepris par la Réserve fédérale (Fed) pour continuer à peser sur les taux d'intérêt.

3,5 % contre 4 % précédemment les taux des fonds fédéraux (le Monde du 11 avril) qui détermine le loyer de l'argent entre banques A titre de comparaison, ce taux se situait à 6,75 % en janvier 1991. Pour sa part, le président Bush a estimé qu'il « y avait encore de la marge » en matière de baisse des taux d'intérêt, et il s'est dit convaincu que M. Alan Greenspan, président de la banque centrale serait certainement prêt à prendre d'autres décisions du même genre « si le besoin devait s'en faire sen-

SERGE MARTI

Face aux coûts de l'intégration des Lander de l'Est

La Bundesbank plaide pour une «solide discipline» budgétaire

FRANCFORT

de notre correspondent

Le Bundesbenk, dans son rapport annuel rendu public vendredi 10 avril, place le contrôle des finances publiques au premier rang des impératifs à respecter, et leur dérapage en tête des dangers qui menacent l'économie allemande.

Sans doute, et comme différentes indications le laissaient prévoir ces demiers mois, le déficit des budgets publics aura été plus faible que prévu en 1991. Environ 110 milliards de deutschemarks (plus de 370 milliards deutschemarks (plus de 3/0 milliarus de francs) et non pas 150 comme on le craignait. Mais le trou n'avait été que de 75 milliards en 1990 et le dérapage reste inquiétant. En effet la «réduction» de la dérive prévue s'explique par un manque à dépenser à l'Est : les travaux d'infrastructure, sont plus lents qu'escommé. Autresont plus lents qu'escompté. Autre-ment dit, la glissade n'est que repor-

tée.

L'institut de Francfort souligne, à propos de l'Est, qu'il faut limiter l'interventionnisme. Une façon directe d'entrer dans le vif débat qui partage les Allemands sur le rôle qui doit être celui de la Treuhandanstalt (organisme qui gère les privatisations). Faut-il qu'elle conserve, pour les redresser elle-même, les entreprises qu'elle n'arrive pas à vendre? Cette « politique industrielle» — le

terme est évoqué et le principe est soutenu par la gauche – serait dom-mageable, selon la Banque centrale allemande, qui écrit : « Cela pourrait retarder la restructuration nécessaire et accroître le risque que les régions de l'Est restent économiquement fai-bles pendant longtemps.»

Dès cette annés le déficit devrait s'accroître, avance le rapport, qui s'inquiète en particulier de la sécurité sociale (15 milliards de déficit contre un excédent de 13 milliards du fait des palements de retraites aux sala-riés de l'Est qui n'ont pas cotisé) et du secteur de la santé. La banque solide discipline» dans les années à venir. Les partis politiques qui s'apprétent à engager les premières discussions budgétaires, en mai, sont

En tout état de cause, la «Buba» assure qu'elle saura exercer sa discipline dans le domaine qui est le sien, la monnaie. Les périls ne sont pas dépassés, ils sont devant nous, indique la Banque. N'en déplaise à M. Pierre Bérégovoy, plus personne n'attend une baisse des taux monétaires à un horizon prévisible En décembre dernier une majorité d'experie de majorite
d'experies prévoyaient une détente
avant l'été. Désormais ils n'artendent
rien avant la fin de l'année... et

Selon le panel de l'APEC

Les recrutements de cadres vont encore baisser en 1992

L'effondrement du marché, en 1991, aura été toutefois moins important que ne le laissaient envisager divers indicateurs. Les 13 % de baisse, qui correspondent à 107 100 postes pourvus, sont à comparer à la chute de 50 % du chiffre d'affaires des cabinets de recrutement, dont besucour connaissent des ment, dont besucoup connaissent des difficultés, et aux 36 % de baisse de volume en moins qui a affecté la publicité de recrutement.

Non seulement les propositions d'emploi pour les cadres ont été moins nombreuses, mais, en raison d'un «comportement autarcique des entreprises», que détecte M. Jean Prével, directeur adjoint de l'APEC, le recours à la palette des techniques d'embauche s'est modifié. Il a été devantage tenu compte des candida-tures spontanées et les directions des ressources humaines ont moins uti-lisé les intermédiaires, même pour les jeunes diplômés, qui sont les seuls à avoir connu une hausse (+4,6 %).

Signe évident du ralentissement : Al. V. les promotions internes, de l'ordre de 29 000, ont subi une baisse histori-

Seion le panel de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) rendu public le 9 avril, le marché de l'emploi des cadres restera orienté à la baisse en 1992, comme il l'avait été en 1991 (1). Les recrutements reculeront de 10 à 15 %, après avoir finalement diminué de 13 % l'an dermite. Parmi les entreprises interropier. annuels, qui avait été franchie en 1987-1988, le sera cette fois en sens inverse. Parmi les entreprises interrogées, 18,1 %, contre 19,9 % en 1991, estiment qu'elles devraient faire croître leurs effectifs cadres au cours de l'année. Mais ce relatif pessimisme ne se traduira pas par un tassement des effectifs, car elles ne sont que 8,1 %, contre 8,9 % en 1991, à annoncer des compressions.

Si les intentions se vérifient, on devrait assister à de nouvelles ten-sions sur l'emploi des cadres, qui ont déjà été confrontés à une forte hausse du chômage l'an passé (+36 %). Les recrutements de jeunes diplômés pourraient fléchir légère-ment (-5 %), alors que ceux des jeunes cadres se réduiraient de 15 %. Les cadres confirmés risquent aussi d'en faire les frais puisqu'une décrue de 20 % est envisagée. Ceux qui sont au chômage éprouveront encore plus de gêne à se reclasser.

3

(1) Enquête réalisée apprès d'un échan-tillon permanent, depuis 1976, de 4 000 entrepties du secteur privé, com-plété de 17 échantillons régionaux regroupant 6 000 entreprises.

CAROLINE MONNOT

l'acceptable.

Etats-Unis ont progressé de 0,5 % en mars, après une hausse de 0,3 % en février et de 0,1 % en janvier, a annoncé le 10 avril le département du travail. C'est la plus forte augmentation enregistrée depuis octobre 1990 (+ 0,7 %), (Lire l'article de Serge Mard).

• Inflation: 4% en sythme annuel en mars. - L'inflation en Grande-Bretagne est tombée à 4 % en rythme annuel en mars, contre 4,1 % en février, a annoncé le 10 avril l'Office central de statistiques britannique. Cependant, pour le deuxième mois consécutif, le désinflation a áté plus lente que ne le prévoyaient les analystes. La City eveit escompté une inflation de 3,8 % sur les douze mois terminés en mars. Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % le mois demier après une hausse de 0,5 % en février. En excluent du calcul de l'indice le coût du crédit immobilier, conformément à le pretique des autres pays européens, l'inflation est légèrement remontée le mois demier, à 5,7 % contre 5,6 % la mois précédent.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

En demandant au tribunal

chentier, de faire cesser

l'opposition physique des

juge des référés y a été

visiblement choqué.

habitants concernés, EDF a

d'assurer la libre accès au futur

La défense de l'environnement

est à la mode. L'ordonnance du

sensible. Confirmé ou non en

cour d'appel, l'arrêt qui a été

montrer que certaines pratiques

sont désornais à la limite de

rendu sura eu le mérite de

Prix de détail : + 0,5 % en mars. - Les prix de détail aux

Turbulences nippones

NOICE CAC 40 La nomination, jaudi 2 avril, de M. Pierre Bérégovoy au poste de premier ministre avent mis un terme aux incertitudes politiques, les opérateurs

avaient la ferme intention de se concentrer de nouveau sur la conjoncture française et étrangère. Et les événements en la matière auront été loin de faire défaut l'Oue l'on en juge. Oès lundi, sur la bonne tenue

du MATIF et du franc et au vu de résultats d'entreprises meilleurs qu'attendu, les valeurs françaises entamaient un petit galop qui leur faisait gagner 1,65 % au terme nsactions. La séance suivante fut terne et sens relief (+ 0,03 %) dans l'attente du discours de politique générale du nouvel hôte de Matignon. Le gros coup de déprime du Kabuto-cho quelques heures auperavant ne troubla pes outre mesure le Palais Brongniart, tant la place française est peu sujette aux tribulations

Mercredi, alors que les boursiers s'apprêtaient à écouter, conflants, le discours de politique générale, un vent contraire et matinal venu de la lointaine rue des Guerriers contraria singulièrement leurs projets. Passe encore un repli de 3,5 % la veille mais bis repetita ne placent pas toujours. Le nouveau recul de 3,46 % commença à inquiéter les marchés. Après une ouverture en nette baisse (-1,28 %), le marché parisien ne cessa d'amplifier ses pertes tout au long de la journée. Le discours de politique générale

de M. Pierre Bérégovoy, bien qu'attendu de façon confiante, a, pour sa part, déçu certains intervenants. Si la suppression du taux majoré de TVA et la reconduction du mode de scrutin actuel pour les législatives de 1993 ont été des mesures bien accueilles, d'aucuns ont été chagrins de voir le nouveau premier ministre, non plus avec l'image du gestionnaire de Bercy, ardent défenseur du franc, mais avec celle de l'homme politique brandissant une liste de personnalités compromises dans des scandales... Frayeurs pour frayeurs, l'indice se laissa chuter au terme de la séance de 3,44 %, sans réelle conviction. Et les deux séances qui suivirent effecèrent la totalité des pertes.

Dès le lendemain, le nouvel accès de faiblesse de la Bourse tokyote n'eut que très peu d'influence, et la place de Paris cher-che à retrouver calme et équilibre (+ 1,90 %). La demière séance profits du spectaculaire rebond de la Bourse de Tokyo (+ 7,5 %), de la non moins spectaculaire pro-gression du marché londonien + 5,6 %), Rháré lui aussi de ses incertitudes politiques, sans oublier la bonne tenue du marché new-yorkais bénéficiant d'une détente surprise des taux d'intérêt sur les Fed Funds per la Réserve fédérale américaine. Après avoir un instant atteint les 2 % de hausse au cours de l'après-midi, l'indice CAC 40 ralentit son allure consécutivement à l'annonce d'une hausse plus forta que prévu du taux d'in-flation pour le mois de mars aux Etats-Unis (+ 0,5 % contre 0,3 %). En clôture, le principal indicateur afficha une progression

de 1,57 %. Au finel, en recherchant toutefois un peu leurs mar-ques, les valeurs françaises s'ap-précièrent de 1,61 % sur la période et l'indice CAC 40 gagna 31,33 points d'une semaine sur

> OPR et OPA

Tautre à 1 974,06 points.

Selon M. Didier Jolibois de chez MIA (Marché Inter Actions), la réaction des marchés européens au cours de la semaine écoulée a toutefois été surprenante. Tokyo a perdu près de la moitié de sa valeur en deux ans, passant de 38 000 points à 17 000 sans que les places étrangères ne sourcifient, ou si peu. Les places se sont paradozalement agitées alors qu'il ne restait plus que 2 000 points à perdre pour arriver au seuil des 15 000 points communément admis par les analystes japonais! Cela étant, une poursuite du rebond observé vendredi à Tokyo n'est pas forcément à exclure. Aux valeurs, l'action Société auxiliaire d'entreprises (SAE) sera radiée de la cote du marché à règlement mensuel (RIM) à l'isaue de la séance de Bourse du 23 avril, dernier jour du mois boursier d'avril : cette décision est la suite logique du succès de l'offre publique d'achat lancée par Fougerolle sur cet autre géant du BTP français qu'est la SAE, dont Fougerolle contrôle désormais près de 95 % du capital. A compter du vendredi 24 avril, les actions SAE seront cotées sur le

Le groupe français Pinault (transformation du bois, distribu-

Métallurgie, construction mécanique

10-4-92 Diff.

311 - 0,5

+ 8 -95 +14

261

Banques, assurances, sociétés d'investissement

marché au comptant.

Fiver-Lille

tion spécialisée) a réusai son offre publique d'echat (OPA) sur les grands magasins du Printemps,

pulsque les actionnaires lui ont apporté plus de deux fois le nombre d'actions qu'il s'était engagé à acquérir. Pinault, qui détensit 40,2 % du capital du Printemps (et 37,31 % des droits de vote) après avoir acheté la participation de la famille Maus, avait lancé une OPA sur les 2/3 du capital, comme la réglementation la lui permat encore.

La groupe Pinault s'était ainsi engagé à acquérir 1,953 million d'actions ou bons de souscription d'actions, ce qui était suffisant pour lui pennettre de porter sa participation à 68 %. Ce qu'il a feit, bien qu'on lui en ait offert 4,377 millions (actions at bons).

Enfin, comme annoncé la semaine précédente, le Conseil des Bourses de valeurs, organisme chargé de la réglementation boursière, qui se réunisseit mercredi 8 avril, a reconduit dans ses fonctions de président M. Bruno de Maulde, par ailleurs président du Crédit du Nord. Au cours de la même séance, le CBV a aussi donné son feu vert au texte réglementant les offres publiques d'achet - suppression des OPA partielles au profit des OPA à 100 %, avec le maintien des seulls de déclenchement à 33 % et 50 %. Ce texte n'attend plus que l'homologation du ministère des finances. Celle-cì devrait intervenir dans le courant du mois

FRANÇOIS BOSTNAVARON

10-4-92 Diff.

2,50 16

Baise S

+ 11

970 linch

18,45 +

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

6 UPA Locabail

5.2 Euro Disney ...

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM (*)

Nore de Vale ca

cap. (F) 36 750 970 39 143 862

40 037 456 41 084 527

CEP Commu

ancaire (C*)__

Filatures, textiles

magasins

NEW-YORK

Semaine mouvementée

milieu de semaine dans le sillage de Tokyo, Walt Street a réussi à finir la semaine en légère

hausse par rapport
à la période précédente. L'indice Dow Jones des valeurs vedenes a clôturé vendredi à 3 255,36 en hausse de 6,25 points, soit un gain de 0,19 % par rapport à la semaine dernière.

Wall Street avait débuté la semaine en hausse, grâce à un bond des pétrolières dans le sillage des cours du brut, avant de dégrin-goler dans la foulée de Tokyo, repassant brièvement sous le seuil de 3 200 points. Le marché crai-gnait que les investisseurs japonals ne retirent leurs liquidités des Etats-Unis pour éponger leurs pertes sur le marché nippon.

Les experts ont également attri-bué la forte baisse de Wall Street à una correction technique après les gains importants enregistrés depuis la fin 1991, quand la Réserve fédé-rale (Fed) avait baissé d'un point son taux d'escompte. La Fed a à nouveau assoupli, jeudi 9 avril, sa politique de crédit en provoquant une baisse d'un quant de point du taux interbancaire au jour le jour

Malgré la perte de plus de 94 points en milieu de semaine (Fed funds), signalant ainsi qu'elle continuait à veiller sur la reprise économique encore incertaine. Toutefois certains analystes restent sceptiques sur l'efficacité de cette dernière intervention. Pour M. Allen Sinaï, chef économiste chez Boston Co., wune baisse d'un quart de point (des Fed funds) ne va pas interrompre la correction sur le marché boursier ».

Indice Dow Jones du 10 avril :

3 233,30 (C 3 2	47,115.	
	Cours 3 avril	10 avri
Alcoa	68	68
ATT	42	41 7/8
Bocing	45 1/4	44 3/4
Chase Man. Bank	22 3/8	22 5/8
Du Pont de Neaustrs	46 5/8	47 3/8
Eastman Kodak	40	38 3/4
Exxon	55 7/8	57 5/8
Ford	39 3/4	40
General Electric	74 7/8	76
General Motors	36 1/4	38 5/8
Goodyear	67 1/2	68 5/8
IBM	81 3/4	86
17T	64 1/2	64 3/8
Mobil Oil	60 L/8	62 1/8
Pfizer	70 1/2	72 3/8
Schlumberger	54 1/2	57 L/4
Texaco	59	58 3/4
UAL Curp. (ex-Alicais).	139 1/8	131 1/4
Union Carbide	24 1/4	24 7/8
United Tech	52 1/8	54
Westinghouse	18 1/4	17 7/8
Xerox Corp	73 5/8	72 1/4
Vering Crab merinan	15 3/6	16 1/7

TOKYO

La peur du krach

BEXICE NAME Tokyo s'est vivement redressée vendredi 10 avril en progressant de 7,5 % dans un mar-

ché où les intervenants espèrent enfin avoir touché le fond. Cette sixième semaine consécutive de baisse (- 3,8 %) aura sans doute été l'une des plus spectaculaires de l'histoire du Kabuto-cho. Des lundi, le ton était donné, avec un recul de 0,66 % de l'indice Nikkei dans un marché très nerveux Mardi, le baromètre de la place nippone décrochait bru-talement de 3,5 % passant sous la barre des 18 000 yens. Et au lieu de se calmer, le mouvement s'est poursuivi de manière analogue durant les deux séances suivantes (-3,46 % mercredi et -3,36 % jeudi): 10 % de chute en trois jours, de quoi plonger les investisseurs dans l'angoisse, d'autant plus que le Nikkei tombait à son niveau de novembre 1986. « C'est un settentie de brach le march panière. poursuivi de manière analogue nario de krach, la grosse panique v, affirmait alors M. Joël Jeuvell, président du Crédit Lyonnais Securities. Et tous de se remémorer alors

les prévisions du courtier Nomura, qui s'attend à une chute jusqu'à

Euphorique

+8%

Après trois semaines de campagne électorale et de recul constant du marché (7 % au total)

par crainte d'une victoire travail-liste, la Bourse de Londres a

explosé de joie vendredi après la victoire absolue et inespérée des

conservateurs. Dans la seule jour-

née de vendredi, l'indice Footsie

des cent grandes valeurs a gagné

136 points, sa plus forte hausse depuis près de cinq ans, récu depuis près de cinq ans, récu depuis toutes les pertes accumulées depuis

l'annonce de la date des élections.
Sur la semaine, le Footsie aura
finalement gagné 189,9 points, terminant à 2 572,6 points, soit une
progression de 8 % par rapport à
vendredi dernier.

La chute du marché japonais en

début de semaine, à son plus bas

niveau depuis six ans, et la fai-

blesse de Wall Street ont initiale-

ment pesé sur la tendance mais la

reprise simultanée et ultérieure des

Indices «FT» du 10 avril :

Cours J avril

7,01 2,42 4,74 5,11 14,09 7,65 18,82 12,25 11,06 4,41 9,01 1,33

Cours

7,50 2,49 4,90 5,43 14,00 7,84 19,75 13,10 11,27 4,66 8,95 1,53

LONDRES

Après quatre 15 000 yens de l'indice Nikkei. séances de dégringo-lade, la Bourse de attente, le marché se reprenait vivement, enregistrant la cinquième plus forte hausse de l'histoire du Kabuto-cho (+ 7,5 %). dans un volume un peu plus étoffé de 380 millions d'actions.

Le calme et la hausse des marchés européens et de Wall Street jeudi après la nouvelle chute de Tokyo a impressionné les boursiers nippons, qui ont aussi salué les bonnes nouvelles économiques américaines comme la baisse des taux d'intérêt américains (Fed funds) susceptible de favoriser la reprise aux Etets-Unis.

Indices du 10 avril : Nikkei, 17 850,66 (c. 18 559,71); Topix 1 282,56 (c. 1 320,65).

	Cours 3 avril	Coun 10 av
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric. Mitsubishi Heavy	420 1 100 1 300 1 500 1 530 1 290 574	526 1 130 1 320 1 340 1 570 1 320 569
Sony Corp. Toyota Motors	4 110	4 236

FRANCFORT Légère progression + 0.95 %

La Bourse de Francfort a terminé la semaine en légère hausse, le Dax s'adjugeant 16,44 points sur la période en finissant à 1 736,07 points, soit une progression de 0,95 %. Le marché a été essentiellement influencé par l'évolution des places financières étrapzères. S'il a été relativement indif-férent aux soubressuts de Tokyo, il 1'a pas échappé à la nervosité et à l'hésitation qui étaient de misei cette semaine à Wall Street.

Aucun changement des indicateurs fondamentaux n'étant intervenu en Allemagne, l'évolution des valeurs allemandes a répondu aux stricts critères du marché avec des gains en début de semaine suivis par deux séances de consolidation at une hausse vendredi à la faveur d'achats à bon compte. Graphiquement, le seuil de résistance des 1 700 points pour le DAX n'a pas été enfoncé et ce palier reste aux yeux des analystes sur graphiques comme le point sur lequel les valeurs aliemandes devraient rebondir.

Indices du 10 avril : DAX, I 736,07 (c. 1 719,63); Commerz-bank, 1992,30 (c. 1982,40).

	Cours 3 avril	Cour.
AEG BASF Bayer Commershank Deutschebank Hocchst Karstadt Mannesman Stemens Volkswagen	218,18 244 294,20 255 712 261,80 646 285,10 675,60 346,46	216,8 248,3 293,5 268 715,5 268 640 287 683,8 374,3

1

Alimentation

10-4-92 Diff. 623 2885 1 139 170 1690 4505 176 1645 3481 1282 1700 35420 Casino, G., Per. Guyenne-Gasc, LVMH 49 42 9 Olipar 6 27 Perriod-Ricard. Source Perrier

Bătiment, travaux publics 10-4-92 Diff

	10 450	- Delien
Auxil, d'entr.	987	- 32
Bouygues	620	+ 3
Ciments français	352,50	+ 2.50
GTM	382	- 6
Immob. Phenix	L34.50	- 7.60
I. Lefebure	975	- 44
Lafarge-Copple	376.10	+ 11.60
Polici	542	+ 2
SGE-SB	237	- 4

Matériel électrique

 I_{s}

	10-4-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	625	+ 25
CSEE	389	- 51
Générale des eaux	2 319	+ 40
Intertechnique	815	- 3
Labinal	748	+ 19
Legrand	4 410	+ 47
Lyon, des eaux	520	- 1
Matra	168.50	- 1.30
Merlin-Gerin	538	- 4
Moulinex	175	- 6.50
Radiotechnique	612	- 18
SEB	2 150	inch
SextAvionique	232	- 7.90
Thomson-CSF	164.20	+ 170
IBM	471.80	4 1430
/TT	144.50	- 12.98
Schlumberger	315	+ 13

2 308 + 18

Wines, Choud	CHOUC		
	10-4-92	Diff.	
Géophysique	669 328,70 88,20 170 56,20 4,64	+ 34 - 3,36 + 1,20 + 7,30 + 1,50 - 0,06	

	10-4-92	Diff.
Accor	790	+ 3
Air liquide	765	- 4
Bic	733	inch.
Bis	339	- 2
CGIP.,,	1 205	- 9
Club Med	530	- 4
Elf Sanofi	1 160	- 1
Essilor	419,10	+ 11,30
Euro Disney	140,10	- 9,70
Europe I	1 012	- 17
Eurotunnel	40_30	- 0.28
Groupe Cité	508	- 22
Hochette	149,90	- 1.60
Havas	494,40	- 0.70
Marine Wendel	317	- 10
Navigation mixte	1 179	+ 10
Nord-Est	111.70	- 2,90
L'Ortal	843	+ 6
Saint-Gobain	562	- 8
Saulnes Châtillos	232,10	- 5.90
Skis Rossignol	762	- 23

	10-4-92	Diff.
BP-France ELF-Aquitaine Esso Primagaz Sogerap Total (div. pgr 4) Exxon Petrofina Royal Dutch	114,50 374,60 815 715 418,10 251 314,10 1 745	- 0,50 + 17,70 - 15 inch. + 4,1 + 19 + 9,10 + 32 + 13,40

10-4-92 Diff.

Products commiques

Rouse Synth BASF Bayer Hoed Imp. Norsi

Anglo Anglo Buf. C De Be Drief. Genox Harm Rasdi

tux Mérieux	6 420	+ 30			-
nel-Uctaf	2 200 1 279	+ 25		10-4-92	Diff.
thes Chemical k Hydro	830 984 960 130,20 130,80	+ 7 - 18 + 23 + 11,10 - 3,50	AGF	508 950 132 482 815	+ 1 + 14 - 0,60 + 16,50 - 10
nes d'or,	diamai	its	CCF CFF CFI	187,30 984 302	
	10-4-92	Diff.	C. Local de France	1 183 227	+ 7
o-American old Gold M. cers L Cons. our	179,60 332 36,59 138,59 60,39 17,50 28,59 21,89 33	- 8,40 + 0,60 - 0,10 + 0,70 - 0,20 + 6,40 - 6,25 - 0,76 - 2,20	CPR Emufrance GAN Locindus Paribas Schneider Sovac Sueze (Ca fin.)	266,20 1 600 1 936 710 393,90 694 530 799 327,60	- 5,60 - 5 + 56 - 5 + 8,30 + 6 + 18 - 28 - 10,60
ent Deep	139	+ 3,20	UAP	550	+ 20

159 + 3,20 UAP ... MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en por age du 10 avril 1992 Nombre de contrats : 135 397 environ.

ÉCHÉANCES

COURS	· L					
	_ []	Juin 92 Septembre 92		92 D	cenibre 92	
Premier		108,36	108,50		108,66	
+ baut	- 1	98,38	108,52		108,66	
+ bas ,		08,14	108,40		108,66	
Dernier	I	08,34	108,52		108,66	
Compensation 108,34		08,34	108,52		108.68	
CE VOLU	3-3-92	RANSAC 6492	7-4-92	8-4-92	94-92	
RM	2 129 200	2 242 889	2 092 407	2 832 289	3 379 974	
R. et obl. Actions	14 541 181 133 447	7 984 617 160 184	7 189 471 187 717	9 763 490 207 497	13 472 781 . 369 332	
Total	16 803 828	10 387 690	9 469 595	12 803 276	17 222 087	
TE TO TANK				_		

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991) 114,0 102,8 100,0 INDICES CAC (du lundi au vendredi) 6 - 4 - 927-4-92 8 4 92 9-4-92 10 4 92 531,3 | 535,7 | 530,2 | ndice gén. l 523,5

(base 100, 31 décembre 1987) ão:CAC40_1 1974,77 1 1975,38 1 1907,48 1 1943,64 1 1974,06

deux marchés pour des raisons techniques ont levé les inquiétudes MARCHE LIBRE DE L'OR des courtiers. Cours 10-4-92 Cours 3-4-92 100 valeurs, 2 572,60 (c. 2 382,7); 30 valeurs, 2 001,1 (c. 1 851,4); mines d'or, 114,5 (c. 118,1); fonds 80 500 80 900 346 60 700 81 000 351 444 351 351 352 448 480 352 2560 425 351 351 355 351 355 351 355 d'Etat, 88,19 (c. 85,18). 345 346 342 442 488 361 2 035 1 047,50 700 2 236 426 340 246 10 deller 5 dellers

(*) Du vendredî 3 avril 1992 an jendî 9 avril 1992 inçlus,

Wheel agent days.

Les lourder

La CEE et son emprunt roumain

La Communauté économique européanne a émis mardi 7 avril, par l'intermédiaire de la Banque natio-libération des nouveaux titres, ils l'intermédiaire de la Banque natio-nale de Paria, un curo-emprunt de 185 millions d'écus et d'une durée proche de sept ans. L'affaire retient l'attention pour de multiples raisons, dont l'utilisation des fonds n'est pas la moindre. Le produit en est destiné à la Roumanie, pays qui n'a pas directement accès au marché des capitaux et qui bénéficie ainsi d'un financement très avantageux. financement très avantageux.
Compte tenu des frais et commissions, le tout ne revient qu'à 8,89 %
l'an, si on en calcule le coût tel que l'emprunt apparaît aux investisseurs. C'est une opération à taux fixe, les obligations étant munies de coupons

main month many

PAR TE

· 题 14.0.

2.500

attalian straw in a long

4 47 mm 1 1 1 1 1

AND STREET OF THE STREET, STRE

-

agi againt

हर्ड केंद्र वृद्ध *क*ं

اداد الماتوهميين

Contract Contract

A Appropriate Control of the Control

gine des en

A Berger Anna

W. - - - - -

A Secretary of the second

- دونان المعتبية

- Report

Service Service

第 (表:2007)

given the fire

agraph and

April 1

e see

4

A STATE OF THE STA

water the

le riseore o

Bucarest, toutefois, a choisi de rémunérer autrement sa dette. Le Trésor roumain entend servir un intérêt qui variera en fonction du loyer de l'argent à court terme. Les services de la CEE lui ont fourni ce qu'il désirait. A cet effet, ils avaient charge la banque qui s'occuperait de l'emprunt de conclure un contrat d'échange portant précisément sur le mode de rémunération. Le résultat est très favorable puisqu'il débouche sur un coût inférieur d'une vingtaine de points de base à celui de la réfé-rence internationale du loyer de l'ar-gent, le Libor.

li est permis de se demander si un tel détour était vraiment nécessaire. N'aurait-il pas été plus économique d'émettre directement des obligations à taux variable? La réponse à cette question est double. On peut se contenter de la voir sous un aspect purement technique et les spécialistes n'auront guère de peine à prouver que c'est bien la solution la moins onéreuse qui a été retenue. Mais on doit aussi se situer dans un cadre beaucoup plus général qui est celui de la promotion de l'utilisation de l'écu sur le plan international. C'est alors que cette transaction d'une taille plutôt modeste prend toute sa

Les obligations ont exactement les mêmes caractéristiques que celles d'un grand emprunt en circulation de la Communauté dont le montant s'établit à 935 millions d'écus. Cela

seront parfaitement interchangeables avec les anciens. L'encours de l'émisavec les anciens. L'encours de l'émission dépassera alors le milliard d'écua. C'est un montant impressionnant qui en lui-même confère à une transaction une importance considérable. Si la nouvelle émission avait vu le jour sous une forme différente, à taux variable, elle n'aurait guère en de chances de retenir l'attention. Elle aurait été trop petite pour cela. Effacée, elle aurait risqué de tomber rapidement dans l'oubli.

Le milliard est dépassé

Contrairement à d'autres débiteurs de tout premier plan, la Communanté économique n'a guère la possibilité d'émettre d'énormes emprants à la fois. Elle peut cartes regrouper quelques opérations mais sa marge de manœuvre demeure assez étroite. Lorsqu'elle draine des capitans, c'est pour les reprêter sans délai à des pays de l'Est dans la majorité des pour les reprêter sans délai à des pays de l'Est dans la majorité des cas. Il s'ensuit une certaine dispersion qui prive souvent son activité de ce côté spectaculaire et publicitaire dont profitent par exemple les émissions de quelques grands l'résors publics de pays riches comme l'Italie ou la Grande-Bretagne, qui ne se présentent que rarement mais pour des quantités gigantesques. Ce n'est qu'en procédant par ajouts successifs qu'on peut parvenir à un résultat du même ordre.

La CEE n'emprante désormais plus qu'en écus. Depuis plusieurs années qu'elle se fait le champion de ce panier de monnaies qui préfigure en quelque sorte la devise euro-péenne de l'an 2000, elle s'est tou-jours efforcée de lui témoigner son soutien lorsque le marché traversait une phase difficile. C'est le cas à présent. Après avoir profité d'un extraordinaire élan d'enthousiasme au tout début de l'année, l'écu est très délaissé depuis plusieurs semaines et, sur l'euromarché, son compartiment a plus souffert que d'autres. De la détérioration de la conjuncture internationale, tout par-

ticulièrement sur le plan politique. Il a été la grande victime des incerti-tudes électorales de ces dernières semaines en Europe.

Tant en France qu'en Italie ou en Grande Bretsgne, les équipes gouver-nementales en place en décembre dernier avaient réusa dans leurs pays dernier avaient reusin dans leurs pays respectifs à présenter les résultats du sommet européen de Maastricht comme un succès national qui devait tout ou presque à leurs propres efforts. Cela avait créé un climat très positif pour l'écu. Mais à l'inverse, à voir en mars et au début d'avril vaciller ces mêmes équipes, de nom-breux spécialistes dans les milieux financiers se sont mis à douter de la solidité des accords de Maastricht et l'ambiance s'est profondément dété-

La Communauté ne fait pas partie du petit groupe d'organisations supranationales dont les titres jouis-sent d'un traitement de faveur sur le plan fiscal en Italie. Cela renforce plan fiscal en Italie. Cela renforce encore le caractère exemplaire de sa dernière émission, qui va certainement devenir une référence pour le marché de l'écu. Dans les grandes eurobanques, on se plaît également à relever que l'emprunteur et le chef de file ont respecté le barême des commissions. Celles-ci se montent à 0,275 % du montant nominal et suffisent à rétribuer de façon satisfaisante les intermédiaires financies. sante les intermédiaires financiers.

Denx autres emprunteurs suprana tionaux de premier plan, qui bénéfi-cient d'un avantage fiscal en Italie, ne se sont pas privés ces derniers jours de faire valoir ce privilège. La Banque mondiale et la Banque enropéenne d'investissement ont respectivement sollicité les compartiments de l'écu et du yen. Elles proposent des rendements très exigus mais qui suffisent pourtant aux souscripteurs transalpins. Ceux-ci se ment sur ces titres, car ils s'attendent que ce privilège soit bienfôt aboli, ce qui permet-trait au Trésor romain de prélever à la source un précompte mobilier sur les revenus des obligations interna-tionales de ces débiteurs si leurs titres étaient placés en Italie.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Dollar en baisse, sterling en hausse

La «divine surprise», pour les conservateurs britanniques, de leur victoire électorale, a, tout naturellement, provoqué une hausse de la livre sterling, de 1,5 % à 2 %, mais pas plus : les problèmes économiques de la Grande-Bretagne n'ont pas disparu pour autant, et la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt à l'ordere répoidit las d'intérêt à Londres refroidit les enthousiasmes. Toutefois, une enthousiasmes. Toutefois, une incertitude est levée, et on sait que les marchés des changes ont horreur des incertitudes, bien que le ministre «fantôme» d'un éventuel gouvernement travailliste, M. John Smith, ait assuré à plusieurs reprises qu'il maintiendrait les parités de livre.

Le dollar, en revanche, a comte dollar, en revanche, a com-mencé par souffrir des hésitations de la reprise économique aux Etats-Unis, puis, jeudi 9 avril au soir, de la diminution-surprise du taux directeur de la Réserve fédérale de Washington, ramené de 4 % à 3,75 %. Plus tard, à la veille du week-end, l'annonce d'une augmentation de 0,5 % des prix de détail américains en mars a provoqué un raffermissement du billet vert. dans la mesure où elle pouvait refroidir les ardeurs baissières de la

dre plus prudente.

Le deutschemark, un peu ébranlé la semaine dernière par des décla-rations alarmistes de responsables rations alarmistes de responsables allemands sur l'inflation, s'est redressé après d'autres déclarations plus lénirives et rassurantes (voir ci-dessous en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Mais le franc français n'en a pas moins poursuivi son raffermissement au lendemain de la nomination de M piere Réfavous comme pre-M. Pierre Bérégovoy comme premier ministre, ce dernier affirmant que la balance commerciale fran-caise serait équilibrée cette année. Toutefois, les milieux financiers internationaux vont le guetter dans les mois qui viennent, surveillant sa politique et prêts à sanctionner toute dérive par rapport à la rigneur précédemment prêchée par l'occupant de la Rue de Bercy à

L'escudo portugais est donc entré dans le système monétaire européen, avec une bande de fluc-tuation «large», 6 % de part et d'antre de son cours pivot (médian) fixé à 2 592,21 escudos

Réserve fédérale, qu'une telle aug- cours plafond de 2 750 escudos et mentation serait susceptible de ren- un cours plancher de 2 441 escudos. Pour l'instant, il occupe la deuxième place dans le SME, à 2 % environ de la peseta, largement en tête, la livre sterling restant lanterne rouge à 5,79 % de la devise espagnole.

Le yen japonais s'est légèrement apprécié, malgré la baisse du taux d'escompte de la Banque centrale la semaine dernière. On notera que, pour l'instant, le Japon, traditionnellement exportateur de capitaux, est devenu importateur, les banques nippones étant contraintes de rapatrier leurs avoirs étrangers pour satisfaire les exigences de la réglementation, notamment le ratio Cooke de fonds propres par rapport aux engagements. La consequence est que les marches sont acheteurs de yens et vendeurs d'au-

SYSTÈME MONÈTAIRE EUROPÈEN 10 avril 1992

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AVRIL AU 10 AVRIL 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lives	SEU.	Franc français	Franc	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienn
Now-York	L,7720		18,1719	66,9792	61,5384	2,9913	54,6448	0,0008
Mana- Life ir	1,7380	-	18,0635	66,9344	61,1995	2,9761	54,3478	0,0008
Paris	9,7513	5,5030	-	368,5867	338,6461	16,4612	300,7103	4,4959
T 4819	9,6215	2,5360	-	374,5488	338,8604	16,4761	300,8695	4,4862
Zurich	2,6455	1,4930	27.1386	-	91.8769	4,4660	81,5846	1,2197
CO (G)	2,5965	1,4940	26,9869	1	9LA320	4,4464	81,1956	1,2196
Franciert	2,8795	L6250	29,5293	108,8412	-	4,8609	82,7978	1,3276
FTMICHUT	2,8396	1,6340	29.5158	109,3708	-	4,8630	88,8043	1,3248
Data Mari	59,2379	33,43	6.9748	22,3911	20,5723	-	18,2677	2,7312
Brougiles	58,8183	33,95	6,8780	22,6182	20,5882	-	18,2821	2,7334
	3,2427	1,6300	332,5458	1,2257	112,6153	5,4741	-	1,4950
AUTRICATION	3,2172	1,8570	332,8221	1,2371	112,6137	5,4698	-	1,4951
Miles	2168,928	1224	222,4241	819,8258	753,2307	36,6138	668,8524	-
·	2151,765	1242	222,8632	827,4483	753,1837	36,5832	668,8236	-
Yahan.	234,79	132.5	24,8777	88,7474	81,5384	3,9635	72,4843	0,1082
Takyo	230,942	133.36	23,8333	88,8074	89.8368	3,9263	71,7824	8.1073

4,1437 F le vendredi 3 avril 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

MATIÈRES PREMIÈRES

Les lourdeurs du caoutchouc

reste tout au lon lée extrémement déprimé », indique la firme de commerce Safic-Alcan dans son récent bulletin consucré à 1991. Un constat qui vaut aussi pour ce début 1992, le prix de la feuille fumée de référence s'établis-sant à 220 cents Malaisie/Singapour par kilo. La récession mondiale. l'essoufflement du bâtiment et le fort ralentissement de la construction automobile l'an passé ont donné au caoutchoue l'allure d'une matière première sinistrée, à l'instar des denrées tropicales comme le cacao ou le café. A une différence non négligeable près : la gomme naturelle fait l'objet d'un accord international de régulation des prix qui fonctionne de façon efficace depuis cinq ans. Et grâce à l'action du stock régulateur qui a retiré pour son compte quelque 100 000 tonnes de marchandises, les cours se sont maintenus au-dessus du prix plancher défendu par l'accord, à savoir 176 cents Malaisie/Singapour par kilo.

Après trois années consécutives de déficit de la production sur la consommation, le marché du caoutchouc s'est rééquilibre en caoutenous s'est resquiibre en 1991, après avoir épongé une par-tie des stocks constitués en Extrême-Orient. D'après Safic-Al-can, la production mondiale est passée de 5,110 à 5,145 millions de tonnes, pendant que la demande diminuait dans le même temps de 140 000 tonnes, de 5,260 à 5.120 millions de tonnes.

PRODUITS	COURS DU 10/4		
Cuivre h. g. (Leutre)	1 280 (- 37)		
Trois mois	Livres/tonse		
Aluminium (Londos)	1 364 (+ 39)		
Trois mois	Dollars/tonne		
Nickel (Lonius)	7 465 (- 35)		
Trois mois	Dollars/ronne		
Sucre (Paris)	279 (+ 4,3)		
Mai	Dollars/tosne		
Cuff (Londres)	846 (- 39)		
Mai	Livres/tonne		
Cacao (Nee-York)	960 (- 8)		
Mai	Dollars/toune		
Blé (Chicapa)	361 (- 5)		
Mai	Cents/boissesu		
Mai (Chiago)	253 (~ 7) Cents/boissezu		
Seja (Chicago)	173,8 (- 0,4)		
Mai	Dollars/L, courte		

Le chiffre entre parenthèses indique la

total estimé à 1,335 million de tonnes, la Thailande a pris à la Malaisie sa place de premier four-Malaisie sa place de premier four-nisseur mondial. Alors que l'offre thallandaise augmentait l'an passé de 5 %, celle de Kuala-Lumpur reculait de 3,4 % pour s'établir à 1,25 million de tonnes. Une régres-sion qui traduit l'arbitrage progres-sif de la Malaisie en faveur du sal de la Maiasse en lavour de palmier à huile. « La Malaisie a renforcé sa place incontestée de pre-mier producteur mondial d'huile de palme, le transfert de larges superfi-cies de l'hévéa au palmier conti-nuant la tendance amorcée dès le milios des ausses. To profession milieu des années 70 », précise Safic-Alcan. Ajoutons que les planteurs trouvent une rentabilité nettement plus importante dans le palmier à huile que dans l'arbre à gomme. Les délais de première récolte après la plantation, les ren-dements et les cours respectifs de ces deux matières premières font pencher la balance du côté de l'huile, sans oublier la disponibilité de la main-d'œuvre.

La course à la substitution

Quant à la consommation, elle a nettement diminué pour certaines nettement diminue pour certaines qualités de caoutchouc, comme les feuilles fumées, le latex ordinaire et le latex liquide (- 10 % à- 15 % en moyenne). Une baisse due au fort ralentissement des achats des pays de l'Est, y compris ceux de la CEL. La Chine a elle aussi réduit fortement ses commandes de caoutchouc au dernier trimestre, préférant puiser dans ses stocks qu'elle cnouc au dernier trimestre, prete-rant puiser dans ses stocks qu'elle estimait trop élevés. La course à la substitution s'est en outre poursui-vie au détriment des catégories classiques de caoutchouc. « Certains Jabricants de pneumatiques ont continué et développé leur poli-tique d'abandon non seulement des qualités de feuilles fumées, mais aussi de caoutchoue compact type latex pour se tourner vers d'autres caoutchoucs compacts jugés plus économiques mais compatibles avec des exigences techniques de plus en

plus contraignantes.» Cette observation de Safic-Alcan vient illustrer la morosité du mar-ché en 1991. Si la demande japo-

u Le marché du caoutchouc est Une nouvelle donne est interve-esté tout au long de l'année écou-mue chez les producteurs : avec un dont les prix ont aussi baissé». La désorganisation au sein de l'ex-URSS a poussé les Républiques à écouler plus que d'ordinaire ces

caoutchoucs de laboratoires. Comme tous les observateurs des marchés de matières premières, les professionnels du caoutchouc tablent pour l'année en cours sur une reprise des économies occidentales, qui permettrait de donner toute leur efficacité aux politiques de réduction des stocks entreprises tant par les pays producteurs que par les consommateurs. Ces der-niers veulent résister à la tentative (et tentation) des producteurs du tiers monde d'utiliser l'accord international de régulation des cours comme un instrument de soutien des prix, déconnecté des données fondamentales du marché en termes d'offre et de demande. Dans une pareille hypothèse, prévoit Safic-Alcan, «toutes les portes seront ouvertes aux excès et manipulations artificielles devant aboutir inexorablement aux désastres financiers que d'autres produits de base ont connu ces dernières années ». Nous n'en sommes pas là. Le caoutchouc, par nature, est apte au

de l'Allemagne s'étendait à nou-veau, les marchés se retrouvaient plongés dans l'euphorie à la veille du weck-end, avec d'agréables pers-pectives de baisses da raux d'intérêt d'ici à la fin de l'année, réelles ou

En Allemagne, d'abord, où l'un des membres du directoire de la Bundesbank, en fait son économiste en chef, M. Ottmar lesing, a déclaré que le rythme de l'inflation avait atteint un sommet en mars (4,7 % sur l'année) et a laissé entendre que ce rythme retomberait en dessous de 4 % au second semestre, ce qui, en soi, n'est pas une nouvelle, puis-que déjà on prévoyait 3,5 %. Ensuite, jeudi 9 avril, M. Norbert Kloten, l'un des membres du conseil d'administration de la Bundesbank, par silleurs président de la banque centrale de Bade-Wurtemberg, a déclaré qu'une baisse des taux direc-teurs de la « Buba » n'était pas à contra de la « Buba » n'était pas à exclure au second semestre de l'année en cours, à condition, bien entendu, que les augmentations de salaires actuellement négociées restent « mesorées ».

Ces propos, naturellement, ont rendu plus optimistes les marchés allemands : le taux de l'argent à trois mois sur l'échéance de septem-

ÉRIC FOTTORINO trois mois sur l'échéance de septem-bre vaut 9,07 % contre 9,60 %

Finacor remonte la pente

En dépit d'un environnement difficile

Durement frappé en 1990 par des pertes sur filiales et par le durcissement de la concurrence. Finacor, premier agent des marchés interbancaires et premier courtier sur le MATIF, a les donneurs d'outres obtimment des les donneurs d'outres obtimment des commencé à redresser ses comptes. Le résultat courant avant impôt, tombé de 117 millions de francs en 1989 à 61,8 millions de francs en 1990, est passé à 71,8 millions de francs en 1991 (+ 16 %) et le bénéfice net consolide, revenu de 57 millions de francs en 1989 à 15,5 millions de francs en 1990, remonte à 31,4 millions de francs pour l'exercice dos le 31 décembre 1991.

Cette remontée est due surtout à la ché en 1991. Si la demande japo-naise s'est accrue l'an passé de 3,7 %, elle a diminué de 4,3 % aux Etats-Unis, de 5,3 % dans la CEE et de 27,1 % dans les pays de l'Est, dont la CEI. La société française souligne encore combien le caout-chouc naturel a été ébraulé par la concurrence des variétés synthéti-

les donneurs d'ordres obtiennent des les donneurs d'ordres obtiennent des ristonmes très substantielles, ce qui explique que Finacor, pourtant numéro un du MATIF (où il a renforcé sa part de 14,2 % du marché en 1990), n'a carregistré qu'une progression de 2 % à 466 millions de son chiffre d'affaires, presque entièrement constitué de courtages. Cette guerre des ristournes a pourtant cessé sur le marché des actions, où elle devenait suicidaire, mais elle continue à faire suicidaire, mais elle continue à faire rage sur celui des produits financiers et de leurs dérivés.

Pour M. René Lasserre, PDG de Finacor, une nouvelle diminution des charges exceptionnelles en 1992 per-metira de poursuivre le redressement

· · · · · ·

des résultats nets.

Plutôt sombres la semaine der-actuellement, ce qui représente près tisseurs institutionnels) paraissant d'un demi-point de baisse. D'autre part, le rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans, le Bund, est retombé de 8,05 % à 7,87 % sur le marché au comptant. Néanmoins, les mauvaises langues font observer que M. Kloten part en retraite à la fin du mois et que ses propos n'en-gagent que lui, d'autant qu'il voit rentrer dans son lit, d'ici à la fin de l'année, une masse monétaire dont la croissance déborde largement les objectifs de 3,5 % à 5,5 % fixés en début d'année.

Euphorie générale

De l'autre côté de l'Atlantique, le nouvel assouplissement de la politique de la Réserve fédérale – dont le taux d'intervention sur les Federal Funds (marché interbancaire) a été ramené de 4 % à 3,75 % en attendant, dit-on, 3,50 % – a dopé les marchés, le sursaut s'étendant à l'Europe. Il semble que la Banque centrale américaine ait voulu prendre une nouvelle assurance sur la reprise, bien molle jusqu'à présent. Enfin, la victoire électorale des conservateurs en Grande-Bretagne permet d'envisager une nouvelle permet d'envisager une nouvelle baisse des taux outre-Manche.

Tous ces événements conjugués ont fait renaître l'optimisme à Paris, où le cours de l'échéance juin sur le MATIF monte de plus d'un demi-MATTF monte de plus d'un demi-point à 108,34, avec un rendement de 8,62 % sur l'OAT 10 ans. Les analystes sur graphiques de la Société générale, plutôt pessimistes il y a quelques semaines, estiment que « l'analyse elliottiste (allusion aux vagues d'Elliott) permet d'envi-sager, maintenant, un scénario plus optimiste, le scénario haussier se renforçait propressivement », ajourenforçant progressivement», ajou-tant : « Il convient, cependant, de rester prudent, parce que nous nous trouvons encore dans un trend (tendance) baissier qui peut bloquer le marché quelque temps vers 108,80.»

Succès de l'emprant SNCF

Sur un marché obligataire dopé par l'euphorie générale et la hausse du MATIF, mais tout de même assez encombré par le papier récem-ment émis et, notamment, par une partie des titres EDF issus de l'important échange de la semaine der-nière (16,6 milliards de francs), le sort réservé aux émissions nouvelles a été très divers. Ainsi, l'emprunt egéant » de la SNCF, 3 milliards de PDG de l «géant» de la SNCF, 3 milliards de francs en deux tranches, avec une option pour 25 % supplémentaires, soit 3,75 milliards de francs, à 6 celui de l'éctivant à 1 bouclé en France pour sa tranche domestique, son coupon de 8,60 % sur 10 ans (9,06 % pour les inves-

insuffisant. En revanche, la tranche internationale a été enlevée en deux temps trois mouvements, sous l'égide de la Caisse nationale de cré-dit agricole et du Crédit commercial de France, qui «tenaient la plume», flanqués de J. P. Morgan et de la Caisse centrale des banques populaires. En outre, une grosse part de la tranche domestique est partie également à l'étranger. Ce très gros emprant est destiné à financer l'important programme d'investissement de la SNCF, qui a levé 13,4 milliards de francs sur le marché

domestique l'an dernier. La Caisse de refinancement hypothécaire a aisément obtenu i milliard de francs à 10 ans, grâce à son coupon de 9,30 % nominal (8,92 % réel) : des investisseurs chinois s'y sont intéressés. Cofironte, enfin, a fait un tabac avec ses 600 millions de francs à 11 ans et 9,30 % nomi-nal, 9,51 % pour les prêteurs institu-tionnels, ce qui est très substantiel.

Le Crédit local de France, qui a démarré l'année sur les chapeaux de roue avec une progression de près de 50 % de ses prêts au premier trimestre 1992, avec « des marges accrues» et une part de marché de 45 %, empruntera 37,5 milliards de francs cette année, dont seulement 8 milliards sur le marché domesti-que et 27 milliards sur les marchés étrangers (Eurodevises), où les émis-sions sont « moins chères, plus rapides es plus faciles à swaper».

Sur le front des SICAV, selon les statistiques d'Euro-Performance, les souscriptions nettes de SICAV monétaires continuent d'augmen-ter : + 12,8 milliards de francs en mars, ce qui masque un certain ralentissement sur février (+ 17,7 milliards de francs). Les SICAV obligataires ont bénéficié de 2,5 milliards de francs d'achats nets en mars, contre 3,6 milliards de francs en février. En revanche, les SICAV actions sont toujours délais-sées, avec des rachats nets de 2,3 milliards de francs et un encours qui diminue de 5,2 milliards de francs à 218,4 milliards de francs, dont 117,5 milliards de francs pour les SICAV actions francaises (- 2,9 milliards de francs). Il convient de signaler que l'encours des SICAV monétaires atteint prati-quement les 1 000 milliards de irancs, à 999,6 milliards de francs, celui de l'ensemble des SICAV s'inscrivant à 1 713,9 milliards de francs

FRANÇOIS RENARD

7

Du fond noir à l'écran noir

pompeuse par M. Silvio Berlusconi, reprise en 1987 par M. Robert Hersant, « sauvée » par M. Jean-Luc Lagardère en 1990, coulée le 31 décembre dernier par le poide de ses déficits. La Cinq disparaît dimanche 12 avril à minuit. Au cours de la dernière émission, trois animateurs - Marie-Laure Augry, Jean-Claude

L'information sur La Cinq avait un directeur, Patrice Duhamel, recruteur de talenta variés. Un visage emblématique, Guillaume Durand. A écouter la jeune génération de reporters auxquela la chaîne a ouvert les portes de la télévision, cette information avait aussi una âme, înconnue du grand public : Christian Guy, rédacteur en chef et producteur du « 20 heures ».

 ϵ

Ce catalyseur d'idées est à l'origina du fond noir et des incrustations « détourées » qui « signeront » - avec le satellite et la musique de Wagner Imposés au générique par Robert Hersant - le journal de 1987. A l'époque, sur la jeune chaîne, « il n'y avait rien... sauf de l'argent ». Cet argent et l'envie de construire du neuf le convainquent de quitter TF 1, où il officialt déjà au « 20 heures ». C'étalt «une occasion à ne pas manquer», dit ce vieux routier de cinquante-quatre ans, les cheveux arisonnants sur un coros massif. «Produit» de l'équipe Desgraupes, il navigue entre Antenne 2 et TF 1. Autent dire qu'il a eu le temps de sentir les lourdeurs des institutions, les strates des rédactions, de tout voir des rapports entre la politique et le petit écran, d'en nourrir, disent certains, une espèce d'anarchisme ou de cynisme irrespecteux des pouvoirs étasur le jeu permenent de La Cinq avac les «limites» de l'informa-

Les increstations « signifiantes »

Sur ce terrain vierge, ce pragmatique déclaré peut innover. «Le décor du journel était l'apanage du patron, depuis l'ORTE. C'était resté un décor de théâtre.

Annoncée en 1985 par M. François Mitter- Bourret et Gillez Schneider - entourée par le rand, baptisée en 1986 lors d'une cérémonie personnel, devraient rappeler la brève et mouvernentée histoire de la chaîne. Au-delà des séries américaines et des variétés à l'Italianne, de l'information choc et des vedettes chic, La Cinq aura fait bouger l'ensemble de l'audiovisuel français, par sa présence agressive, par sa ponction sur la publicité et par une série d'innovations parfois discrètes, parfois contestées.

Je pensais qu'il faffait tuer ce décor, et passer enfin à l'ère de l'électronique. » Les deux projets de décor mis en compétition na plaisent pas à Robert Hersant ; le temps presse, le hasard permet à Christian Guy d'Imposer le fond noir nácessairs aux incrustations « signifiantes » qu'il préconise. Ce clook a sans décor figé, sur fond de régie, de bleu sombre ou de noir, est aujourd'hui adopté ou adapté par les autres chaînes. Du Japon, il ramène l'idée des journeux touten-images, que La Cinq sera la première à mettre en application au petit-matin.

Le refus des images-prétextes

«La présentateur n'a plus la fonction technique d'autrefois, quand il fallait lancer les sujets. Il garde sa fonction journalistique et «commerciale», dans un pays où la consommation du « 20 heures » évolue très lentement. Mais d'une certaine façon, je regrette que La Cing n'ait pas tenté de casser ça à 20 heuras, de se pesser de présentateur...» Ce qui n'empêche pas Christian Guy de saluer la « virtuosité » de Guillaume Durand, run mec comme on an voit tous les quinze ans », dont «le style collait à celui de la chaîne ».

La même passion de l'outil le pousse à ne pas roudir des a questions Minitel » pourtant très critiquées, et finalement abandonnées par La Cinq : « Il fallait se servir de l'électronique, pour impliquer les gens. En posant bien les questions, on pouveit éviter les dérapages...» Les dérapages? Christian Guy ne les nie pas, mais demande qu'on fassa justice à la chaîne, qu'on ne l'accable pas avant vérification. La Cinq voulait aller vite,

bricolé les voltures HF, joué avec les paraboles de satellite...

ll a baau bougonner «je gère un produit, pas les hommes », Christian Guy défend ces jeunes, ces «gamins» qui débutaient dans le journalisme et à la télévision, qui n'étalent pas déformés par les années de censure, puis d'autocensure, mais qu'il vouleit former à des règles simples : l'importance de la première image d'un reportage, la hiérarchie de l'information qui doit primer sur sa chronologie, le refus des images-prétextes, la brièveté des sujets. «Ils m'ont épaté, ils étalent naturellement à la vitesse de l'outil. Avec les chroniqueurs, lls ont contribué à changer ce etans de la télé, qui résultait de vingt-cinq ans passés à se dégager du diacours imposé par le pouvoir. » Pousser tout le monde au maximum, convaincre checun de trouver son propre style. «pour faire un produit compareble avec moitié moins d'effectifs que les autres rédactions, il failait de la souplesse ». D'où une ánuine réduite de polyvalents réunis dans un même lieu autour du plateau et de la régle, il fallait casser les services, ∉comme Desgraupes l'avait fait en 1969....

On sent que les errements de la chaîne, après 1990, ont décu Christian Guy, «Le journel a commencé à êtra tordu quand on nous a demandé de faire cinquante minutes, sans moyens supplémentaires, parce qu'ils n'avaient pas de bons produits à mettre avant s. Quent à ∉Hachette, je ne veux māme pas an parier : c'est le naufrage de la suffisance Idiote. D'une certaine façon, c'est moral...».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les sanctions de l'ONU contre Tripoli

M. Boutros-Ghali a rencontré à Genève des représentants du gouvernement libyen

de notre correspondante

Au cours de sa première conférence de presse à Genère, tenue su Palais des nations, le 10 avril, M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, s'est avant tout félicité de l'accord de principe conciu sur l'Afghanistan qu'il estime pouvoir être considéré comme le premier pas vers la réconciliation dans ce pays (lire page 4 l'article de Jean-Pierre Clerc).

M. Boutros-Ghali a indiqué qu'il M. Boutros-Ghali a indiqué qu'il devait avoir de nouveaux entretiens dans la journée de vendredi avec des représentants du gouvernement libyen qu'il avait déjà rencontrès la veille afin de tenter de
les convaincre d'appliquer la résolution 731 du Conseil de sécurité, ce qui pourrait éviter à Tripoli de
subir des sanctions à partir du
15 avril.

Dans les milieux internationaux, on affirmait que, parmi ces repré-

Le président George Bush a pro-posé au Congrès de réduire de 2,2 milliards de dollars supplémen-taires (environ 12 milliards de

francs) les dépenses consacrées aux programmes militaires en cours,

selon un projet qui circulait ven-dredi 10 avril parmi les parlemen-taires américains. M. Bush avait déjà recommandé de réduire de 5

milliards de dollars ces dépenses, une réduction qui visait surtout

deux sous-marios nucléaires «Ses-

Ces réductions s'élèveraient donc

Les nouveaux programmes visés sont ceux de l'hélicoptère AHIP, des

chars M-1 et de l'avion C-130. Ces

coupes concernent le budget de la défense de l'année écoulée, lequel

s'élevait à 291 milliards de dollars

pour 1991. En effet, le Congrès vote,

Le premier ministre

canadien a achevé

sa visite en France

M. Brian Mulroney devait ren-trer ce sumedi 11 avril à Ottawa au terme d'une visite officielle de trois

jours en France qualifiée de «succès» des deux côtés. Le premier ministre canadien, qui s'était entretenu avec M. Mitterrand le 8 avril

à l'Elysée, a été reçu vendredi matin par le nouveau premier ministre français, M. Bérégovoy.

M. Mulroney s'est également

rendu, pour des cérémonies du souvenir, à Vimy (Pas-de-Calais) et à Dieppe (Seine-Maritime) .

M. Mulroney a félicité son inter-locuteur de la décision française

d'interrompre la campagne de tirs

nale visant la plus grande liberté

du commerce) et de la pêche. Le Canada est un fervent adepte du

libro-échange et a quelques griefs dans ce domaine à l'égard des

Etats-Unis. Des problèmes se posent également à propos des

prises de poisson, jugées excessives par Ottawa, de certains armateurs

enropéens, au large des côtes cana-

sentants, figurait le ministre des affaires étrangères, Ibrahim Al Bicharl, et le chef des services de renseignements libyen Youssef Al Debry. Le secrétaire général a déclaré que diverses propositions étaient examinées, mais qu'il n'était pas possible de remettre en question l'obligation pour la Libye d'extrader les deux suspects impliqués dans les attentats contre l'avion de la PanAm et celui d'UTA.

M. Bontros Ghali a d'antre part présidé la session biannuelle du comité administratif de coordination (CAC) qui groupe les dirigeants de toutes les institutions spécialisées (BIT, OMS, UNESCO, etc.) du système des Nations unies. Il a indiqué que M. Francis Blan-chard (France) avait été chargé d'établir une sorte d'état des lie afin de mieux synchroniser les dif-

ISABELLE VICHNIAC

Première réunion Devant le Congrès des chefs d'état-major M. Bush propose de l'OTAN une nouvelle réduction et des pays de l'Est des dépenses militaires des Etats-Unis

La première réunion des chefs d'état-major des pays de l'OTAN et de l'Est a eu lieu vondredi 10 avril à Bruxelles. Mais l'absence de phasieurs Républiques ex-soviétiques parmi les plus puissantes militairement – dont l'Unaine et le Kazakhstan – a dimimué la portée de cette rencontre.

Après s'être entretenu avec le com-Après r'etre encreteau avec le com-mandant en chef des forces armées de la CEI, le maréchal Evgueni Chapo-chnikov, le général Colin Powell, a indiqué avoir reçu des «assurances» que toutes les armes nucléaires dans la CEI étalent toujours soumises à « un contrôle rigoureux». Il s'est déclaré araisonnablement optimiste » sur le résiement du différend entre la déclaré *anaisonnablement optimisée* : sur le règlement du différend entre la Russie et l'Ukraine. Les États-Unis ont aussi «fait chairement compren-dre» aux pays de la CEI la nécessité d'appliquer « aussi vite que possible » le traité START sur la réduction des

Les chefs militaires de l'Onest et de l'Est cant par ailleurs défini un peu plus clairement leurs projets de coopération, en convenant de se revoir au moins une fois par an. Le chef d'état-major polonais, le général Stelmaszulc

chaque année, des dépenses mili-taires supérieures à celles réclamées par le l'entagone, et celui-ci s'engage en retour à ne pas utiliser une partie a confirmé que son pays souhaitait se rapprocher de la structure militaire de POTAN. – (AFP.) de son budget, sauf dépenses impré-vues. En fin d'année, le Congrès doit voter pour retirer au Pentagone l'ar-gent qui n'a pas été dépensé. Cette année, la Chambre des représentants et le Sénat ont quarante-cinq jours

pour approuver les coupes proposées per M. Bosh. Deus le cas contraire, les sommes concernées devront être dépensées. — (AP.)

tion politique pour l'île. Dans sa résolution 750, adoptée à l'unani-mité, le conseil confirme le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, dans sa mission de bons offices à Chypre, et résfirme l'indépendance et l'intégrés réaffirme l'indépendance et l'intégrité territoriale, de même que «la souve-raineté, la personnalité internationale et la citoyenneté uniques de l'île», dans le cadre d'une fédération e bicommunautaire et bizonale », regroupant deux communautés droits politiques éganz. — (AFP.)

I Sebesa et Air France scellant leur avait reçu le feu vert du gouverne-

gence anti-pollution de Mexico, en vigueur depuis trois semaines, a été

L'enterrement de la veuve de Janos Kadar

« Adieu, Marie, camarade prolétaire... » BUDAPEST

de notre correspondant

Plus qu'un enterrement, c'était un pèlerinage, et sans doute l'un des derniers du genre. Des ceillets ou des roses rouges à la main, trois mille personnes ont sesisté. vendredi 10 avril à Budapest, à l'enterrement de Maria Tamaska, décédés, à l'âge de quatre-vingts ans, dix jours plus tôt dans un hôpitel de la capitale. Avec alle disparate l'un des ultimes symboles de la République populaire de Hongris, dirigée pendant trente-trois ans par son mari, Janos Kadar, mort depuis bientôt trois ans.

A l'image des temps anciens incamés par le couple Kedar, l'âge des pèlerins était bien avancé. Il y avait là le « potit peuple», basucoup de retraités à l'apparence modeste. Un res-semblement de la nostelgie, co l'on évoqueit combien «c'était mieux avent», où chacun égre-nait sa litanie de plaintes liées à l'inflation rongeant les maigres pensions.

«Le meilleur de la classe ouvrière est ressemblé ici », assure l'un des fidèles. « Adieu, Marie, comerade pro-létaire», murmure son voisin, les yeux fixés sur la tombe de celle dont la disparition fut annoncée par quelques lignes discrètes dans les pages intérieures des journaux. Hormis Gyula Thurmer, le jeune dirigeant d'un PC devenu grou-pusculaire, et Janos Berecz, l'ex-idéologue du parti, les autres anciens compagnons de route ont jugé plus sage de ne pas assister à la cérémonie, d'une autre relique : le panthéon du mouvement ouvrier. Avant de tourner les talons sur cette page d'histoire, la foule rassemblait son courage pour entonner, une demière fols, l'internationale. « Ca fait longtemps qu'on ne l'evelt pas entenduez, lachait avec amertume un viell homme, qui restait ensuite muet : il en avait même oublié les paroles.

YVES-MICHEL RIOLS

EN BREF

sulos. - Les présidents de la Sabena et d'Air France, MM. Pierre Gode-froid et Bernard Attali, ont signé, vendredi 10 avril, à Bruxelles l'acvendredi 10 avril, a bruxenes rac-cord de partenarial liant leurs deux compagnies. L'accord a également été paraphé par le ministre belge des communications, M. Guy Coeme, l'état belge étant l'actionneure majori-taire de la Sabena. Ce maniage, qui ment belge la semaine dernière, devra encore obtenir l'aval de la Commission européeme. Air Francs et plusieurs partenaires belges sons la tutelle de Bruxelles-Lambert doivent entrer pour 37,5 % dans le capital de la Sabena (le Monde du 7 avril).

Lerée du plus d'argence auti-polhatien à Mexico. - Le plan d'urlevé vendredi 10 avril. Grâce à ce plan, l'activité des industries les plus polinantes a été réduite certains jours de 50 % et la circulation d'un million d'automobiles a été interdite chaque jour, sur les trois millions que compte la capitale mexicaine. - (AFP.)

"Un avertissement de Conseil de sécurité à Chypre. – Le Conseil de sécurité à Chypre. – Le Conseil de sécurité à implicitement lancé, vendredi 10 avril, un avertissement aux chefs de file des communantés chyprictes grecque et turque en les invitant à trouver rapidement une sointien politique pour l'éte. Dans se conduite par deux Hongrois, a annoncé, vendredi 10 avril, l'agence MTI à Budapest. — (AFP.)

> D Neavenez contrats imponals pour Arianespace. - La fusée euro-pécune Ariane va lancer, en 1995, deux nouveaux satellites de télécommunications japonais, aux termes de deux contrats conclus avec le groupe Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTI), annonce un communiqué publié vendredi 10 avril par Arianespace. Ces engins, N-Star-A et N-Star-B, d'une masse de 3 600 kg au décollage, ont été construits par Loral-Space System de Palo-Alto (Cali-

a Un haut fouctionnaire inculps at d'Un neut toucnomente inceme ac facercéré dans le cadre d'une affidre d'immigration claudestine, - M. Ray-mond Saint-Jean, secrétaire général du Comité national d'entraide pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge est incarcèré depuis deux semaines à la maison d'arrêt de Locs-Lès-Lille, après avoir été inculpé d'aide à sejour irrégulier, dans le cadre d'une affaire d'immigration claudestine instruite à Lille. Ancien administrateur civil du

ministère des affaires sociales, M. Saint-Jean aurait favorisé l'entrée en France de centaines de travail-leurs clandestins chinois et thallandais, en leur permetiant de se faire passer pour des Laotiens, les condi-tions d'entrée en France des anciens ressortissants de l'ex-Indochine étant plus souples que celles imposées aux ressortissants des autres pays asiati-ques. Seion l'hebdomadaire le Point, qui révèle cette affaire, ces immigrés étaient destinés à travailler dans des ateliers de confection de Paris et du

SOMMAIRE

DATES

il y a vingt ens. l'affaire de Bruay-

ÉTRANGER

Grande-Bretagne : après la victoire des conservateurs, M. Neil Kinnock pourrait quitter la tête du Bosnie-Herzégovine : devant l'exl'Europe tentent une médiation ... 3 Afghanistan : un pays à recons-Loin des capitales : Tombouctou, la lisière de deux mondes...

Les élections législatives en fran. 5

Au comité central du PCF, M. Mer-Les réactions après la décision du Consell constitutionnel sur les accorde de Meastricht La réunion du comité directeur du Livres politiques : «L'axtrême

droite avec précaution», par André

L'argent et la République... SOCIÉTÉ

La réclusion à perpétulté requise contre Fouari Saleh La catastrophe minière de Forbech devent le tribunal correctionnel de Sarreguemines : six mais de prison avec surais ont été requis contre le responsable du puits Simon 8 Le demandeur d'asile face à ses

Selon une étude de l'INSEE, près d'un enfant sur trois naît hors

HEURES LOCALES

L'auverture d'Euro Disney à Marne-la-Vallés e Un coup d'accélérateur pour la desserte de l'Est parisien • Embeuche à guichets ouverts • Les profits du rêve e Les certes des voies routières et ferrovieires d'accès au parc d'attractions e Le portrait de Michae Eisner, PDG du groupe Walt Dia-

Danse : l'art du ballet selon Bour-Cinéma : les quarante ans de la Arts : les fausses symétries de Bernard Piffaretti......

ÉCONOMIE

M. Jean Kaspar a été réélu secré La hausse des prix de détail a atteint 0,5 % en mars aux Etats-Les recrutements de cadres vont encore baisser en 1992

Services

Météorologie Mots croisés Tálévision... Spectacles.

. 16 La télématique du Monde : 3615 LM

14

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 11 avril 1992 a été tiré à 490 088 exemplaire

En écho à la grève du «Figaro»

Des journalistes du «Progrès» de Lyon ont arrêté le travail vingt-quatre heures

de notre bureau régional

Une grève de vingt-quatre heure a été lancée, vendredi 10 avril, par le Syndicat national des journa-listes (SNI) au quotidien lyonnais le Progrès (groupe Hersant). Elle a été saivis de 80 % à 90 %, saion le syndicat. Le SNJ voulait ainsi pro-tester contre «l'exclusion des journalistes de la formation sur des nouveaux logiciels de mise en page, réservée aux techniciens du montage» et défendre la responsabilité des journalistes sur le contenu de l'information, face à la création de « secrétaires techniques », réservés au Livre CGT. Les discussions syndicata-direction sur les nouvelles technologies sont rompues depuis

En soulignant aussi l'excès de cours à la main d'œuvre précaire et la trop forte individualisation des salaires, la grève faisait écho à des salaires, la grève faissit écho à celle du Figuro, principal titre du groupe (le Monde du 10 avril). L'encadrement du Progrès a cepen-dant réussi à éditer le journal de samedi, mais amouté de ses chrogrève a été lancée par la section. FO des journalistes et par les adhécents de la CFDT.

six mois au Progrès. figne. Il a également évoqué avec M. Bérégovoy les dossiers du GATT (la négociation internatio-

niques locales. A Saint-Etienne, la

"Peau "aime danse"

HYMNE A LA VIE de et par SARÁH MAIA dansé par OTTILIE (dansense orientale), accompagné à la basse par BERTRAND CARDIET, DIMANCHE 12 AVRIL à 19 heures AU TRÉATRE LES DÉCHARGEURS, 3, rue des Déchargeurs, 75091 Paris Mª Châtelot-les-Halles — Tél. : 43-31-65-88. PLACES : 100 F, 70 F (étudiants at groupes)